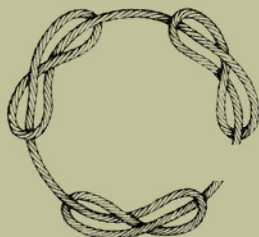




# La Plume et la Pensée

Le rêve est le propre de l'Homme



2024

8



Libre Pensée

Auguste  
Blanqui,

Paul  
Lafargue,

Charles  
Longuet,

Louis Lucipia,

Elie May,

Louise Michel,

Jules Vallès

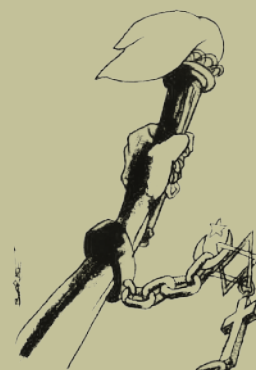
Walery  
Wroblewski

Et bien  
d'autres  
choses...

## Les Francs- Maçons et la Commune de Paris 1871 (Tome II)

Le thème de ce numéro est Les Francs-Maçons et la Commune de Paris. Et pas de la Franc-Maçonnerie qui n'existe pas en soi, car il y a des Franc-Maçonneries, presque autant qu'il y a de Francs-Maçons.

Vous en trouverez le **Sommaire** dans ce numéro.



Supplément numérique à *La Raison*

# Sommaire

<i>Editorial par Christian Eyschen .....</i>	<i>p. 3</i>
<i>Roubaix ville laïque.....</i>	<i>p. 7</i>
<i>Auguste Blanqui (1805-1881) par Pierre Gueguen.....</i>	<i>p. 8</i>
<i>Paul Lafargue (1842-1911) par Claude Singer.....</i>	<i>p. 20</i>
<i>Charles Longuet (1839-1903) par Jean-Paul Charaux.....</i>	<i>p. 32</i>
<i>Louis Lucipia (1843-1904) par Philippe Besson.....</i>	<i>p. 48</i>
<i>Recension de l'Idée Libre dans la revue Critica Masonica.....</i>	<i>p. 51</i>
<i>Elie May par Christophe Bitaud.....</i>	<i>p. 52</i>
<i>Louise Michel (1830-1905) par Baruch.....</i>	<i>p. 58</i>
<i>Jules Vallès (1832-1885) par Pierre Gueguen.....</i>	<i>p. 66</i>
<i>Walery Wroblewski (1836-1908) par Hervé Julian.....</i>	<i>p. 78</i>

## **Magazine**

<i>Pour une sociologie des pèlerinages séculiers contemporains, Essai de typologie par Franck Fregosi.....</i>	<i>p. 84</i>
<i>Contribution au débat par Jean Bartholo.....</i>	<i>p. 98</i>

**SUPPLEMENT 8 Bis à propos des rites égyptiens**

**SUPPLEMENT 8 Ter La Plume et la Pensée dans les Médias maçonniques**

*De nombreux documents iconographiques proviennent  
du site **des Amis de la Commune** -  
Remerciements.*



## Plus vite, plus haut, plus fort ! La Commune de Paris ouvre la voie en nous éclairant



**E**n préalable je souhaite indiquer que **12 FF** et **SS** ont participé à ce numéro. **La Plume et la Pensée** est une œuvre collective et le deviendra de plus en plus. Vous verrez que dans le **Supplément 8 Ter**, notre revue maçonnique numérique gratuite de la **Libre Pensée** intéresse de plus en plus, son écho dans les **Médias maçonniques** tend à le démontrer.



Le thème de ce numéro est **Les Francs-Maçons et la Commune de Paris**. Et pas de la **Franc-Maçonnerie** qui n'existe pas en soi, car il y a des Franc-Maçonneries, presque autant qu'il y a de Francs-Maçons. Sur la place et le rôle du **Grand Orient de France**, je vous renvoie à mon éditorial du **Numéro 7 de la Plume et la Pensée** qui traite de cette problématique, en rappelant que ce furent surtout des **Francs-Maçons de Rite Écossais** qui participèrent aux actions de la **Commune de Paris**, les autres étant plutôt du côté des **Versillais**, sinon à Versailles même contre les **Communards**.

Comme le note un récent numéro des **Cahiers Villard de Honnecourt de la Grande Loge Nationale française** sur un tout autre sujet, mais le fond demeure vrai : « Malheureusement, la **Franc-Maçonnerie** n'est pas épargnée par ces comportements obscurs. Il n'est de relire certains **blogs maçonniques** pour se souvenir que la peste sommeille dans le cœur de quelques-uns et qu'il suffit d'un déclencheur pour en vérifier la vivacité d'allumage. Les **faux-Frères** ne se tapissent que parmi les **Frères**. » Et nous savons tous pertinemment que les **Faux-Frères** n'ont pas manqué du temps de la **Commune de Paris**, comme aujourd'hui aussi d'ailleurs. C'est une denrée impérissable semble-t-il.

**Jean de Salisbury** dans son **Metalogicon** (1159) écrivait : « **Bernard de Chartres** disait que nous sommes comme des nains assis sur des épaules de géants. Si nous voyons plus de choses et plus lointaines qu'eux, ce n'est pas à cause de la perspicacité de notre vue, ni de notre grandeur, c'est parce que nous sommes élevés par eux. » **La Commune de Paris** a été ce géant et c'est, élevé par les **Communards**, assis sur les épaules de ceux « qui sont montés à l'assaut du Ciel » selon l'expression de **Karl Marx**, que nous pouvons voir plus loin et faire que ce retour à **1848** – qui marque la nouvelle situation où tout se discute à nouveau pour faire et défaire ce qu'il faut – soit positif pour la **Démocratie**, la **République** et la **Laïcité**.

**Points de Vue Initiatiques**, revue de la **Grande Loge de France** N° 212 notait à ce propos : « L'ajout de la **Fraternité** forme un ternaire qui dépasse et cimente la communauté. Sans faire de différence entre l'une ou l'autre, **Victor Hugo** plaçait les trois termes sur un pied d'égalité dans le **Droit** et la **Loi** : " **Liberté, Égalité, Fraternité**. Rien à ajouter, rien à retrancher. Ce sont là les trois marches du perron suprême. La **Liberté**, c'est le droit, l'**Égalité**, c'est le fait, la **Fraternité**, c'est le devoir. Tout l'Homme est là. " »

**Les Communards** ont agi en ce sens. C'est pourquoi leurs actions doivent être non seulement honorées, mais étudiées avec soin, à la lueur notamment de la **Tradition Soufie** : « J'ai certainement commis des erreurs, mais mon intention était pure ». Ils étaient au cœur de la mêlée sociale et comme le remarquait **Auguste Comte** : « on ne peut pas se mettre à la fenêtre pour se regarder passer dans la rue ». Les **Communards** n'ont pas été comme les deux vieux aigris du **Muppet Show** qui du haut de leur balcon maudissaient la terre entière sans jamais rien

faire. **Les Communards** ont agi et c'est cela que nous les honorons et étudions comme aussi **les Francs-Maçons** qui ont alors réuni le **Compas** et l'**Équerre** en unifiant l'Esprit et la Matière.

Il est parfois des paradoxes étonnants. Le domaine du Père-Lachaise a été cédé en 1626 aux **Jésuites de Saint-Louis**, dont faisait partie le **Père François d'Aix-de-la-Chaise**, confesseur de **Louis XIV**. Vendu ensuite aux enchères, **Bonaparte** en 1801 demanda au **Préfet Frochot** d'en faire un cimetière, de même nature que celui de Montparnasse et de Montmartre. C'est **Brongniart** qui fit les aménagements nécessaires. Mais le paradoxe est que la célébrité du **Père-Lachaise** ne doit rien aux **Jésuites**, à **Louis XIV**, à **Bonaparte**, mais à front renversé tout aux **Communards** qui s'y sont battus et furent exterminés pour leurs idéaux contre ceux que je viens de citer. C'est le même retournement qui fut opéré pour le **Drapeau rouge**, signe avant-coureur des massacres des gueux, il fut ensuite et encore aujourd'hui l'étendard de leurs révoltes.



On traitera aussi beaucoup dans le prochain numéro en parallèle du **18<sup>E</sup> Grade du REEA**, celui de **Chevalier Rose-Croix** ; garde alchimique visant à transformer l'être humain, et non pas le plomb en or. Mais il faut Penser pour Agir.

C'est aussi la préoccupation des **Hommes Libres** qui ont inventés les **Rites Égyptiens (Memphis, Misraïm et Memphis-Misraïm)** pour œuvrer à l'Émancipation des Hommes, des Femmes et de l'Humanité toute entière. C'est le sujet du **Supplément 8 Bis** de ce numéro, le sujet est vaste et on ne peut l'épuiser.

Voici ce qu'en dit un récent **Cahier de Villard de Honnecourt**, un peu comme une mise en bouche aussi : « En outre, le XVIII<sup>e</sup> siècle français est très friand d'évocation de mages et autres sorciers au cours de cérémonies marquées par les sciences occultes (voir, par exemple, l'influence des controversés comtes de **Cagliostro** et de **Saint-Germain**). Les Loges maçonniques ne sont pas exemptes de ces « bouillonnements alchimistes et cabalistiques » qui, pollinisés avec les **Rites maçonniques**, vont être, pour partie, le germe des **Hauts-Grades** qui fleurissent au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est ce qui fera dire à **Mercy**, de façon critique, que ces Hauts-Grades ne sont pas les descendants des **Loges de constructeurs**, mais « une déviation de l'Ordre qui n'a plus rien de commun avec le Métier : la Franc-Maçonnerie écossaise où les occultismes trouveront asile ». Il s'agit de l'émergence de l'Écosisme. »

Vous verrez à la lecture de ce que nous publions dans ce **Numéro** et ses **Suppléments** sont passionnants et sources de réflexion et de recherches pour celles et ceux qui, naturellement, sont intéressés par ces questions.



Pour aborder cela, il faut savoir et se cultiver en permanence. Dans un ouvrage qui va être publié bientôt **La Libre Pensée et la Question sexuelle**, j'ai fait une incise dont je vous

livre la substantifique moelle, car la chair quitte toujours un jour les os :

La **Libre Pensée** est fière d'avoir restaurée en son sein la **Vieille Tradition de l'Étude** et du sérieux. Elle publie des communiqués, des études, des ouvrages qui nécessitent un lourd travail de recherches et d'études (ce n'est nullement un hasard si c'est le titre de la revue de notre Institut de l'**IRELP**), mais l'intelligence (au sens de la compréhension) de la situation l'exige à nos yeux. D'ailleurs, nous constatons que les critiques et les attaques que nous subissons portent toujours sur autre chose que nos arguments analytiques. **C'est l'hommage du Vice à la Vertu.**

Aussi, nous ne sommes pas peu fiers que nos affirmations étayées sur les 12 milliards de fonds publics détournés de l'Enseignement publique laïque pour financer une œuvre cléricalisée d'endoctrinement de l'**Église catholique**, ou celle sur les 8 milliards des richesses de la même Église, soient reprises par tout le monde. Il en est de même sur bien d'autres sujets que nous traitons.



Et quand nous analysons un texte, un livre, nous lisons d'abord les documents avec soin et les décortiquons ensuite en détail pour forger une argumentation solide. Nous ne sommes pas du genre à faire des recensions simplement en regardant la couverture, la jaquette du dos, et le sommaire. C'est pourquoi, en général, nos notes de lectures sont très appréciées par les auteurs.

Je me souviens d'avoir répondu vertement à une critique dans un **Congrès de la Libre Pensée** qui disait : « *les textes sont trop compliqués, il faut ouvrir un dictionnaire pour comprendre* ». Ma réponse fut du tac-au-tac : « *Et bien tu auras au moins appris quelque chose, tu ne seras pas venue pour rien* ». J'avais ensuite expliqué que si on ne dit que des choses que les gens comprennent, parce que c'est dans leur monde, alors on ne les hisse pas à une plus grande compréhension du monde, on n'élève pas alors « *la conscience des masses* », selon une expression que je partage totalement. On renvoie les gens à eux-mêmes, on les enferme dans leur quant-à-soi au lieu de les aider à s'ouvrir à l'universel.

C'est la même chose quand un autre m'avait dit : « *C'est trop long, je n'ai pas le temps de lire* ».

Si tu n'as pas le temps de lire, tu n'as pas le temps non plus de penser, alors à quoi tu sers ? Tu n'es qu'un pion aux mains des autres. Ce n'est guère glorieux pour quelqu'un qui se présente comme un « *esprit libre* ». Pour changer le monde, il faut d'abord l'interpréter, et pour l'interpréter, il faut apprendre et acquérir les outils nécessaires.

Ceux qui vous disent : « *il faut faire court et compréhensible, pas trop haut et pas compliqué* », ne sont en fait que des aristocrates méprisants pour les masses, de la graine de bureaucrates, en résumé. La Culture, c'est bon pour une élite, pas pour les gueux. **Thiers** avait dit en 1850 au moment de **la loi Falloux** : « *L'instruction est un début d'aisance et l'aisance n'est pas donnée à tout le monde* ».

Sur son lit de mort, **Philippe-le-Bel**, le **Roi-de-Fer**, demandait à **Enguerrand de Marigny** si le peuple l'avait compris ; celui-ci lui répondit en résumant toute la philosophie des **Totalitarismes** et de l'**Absolutisme** : « *Ne demandez pas au peuple de comprendre, il cesserait d'obéir* ».

*Si vous souhaitez vous cultiver en ce sens, je ne saurais trop vous recommander d'aller visiter le site internet des **Éditions Théolib**, leur catalogue est impressionnant et vous y trouverez beaucoup de choses qui peuvent vous intéresser : <http://www.theolib.com/catalogue.pdf>*



*Bien entendu « **Charité bien ordonnée commençant toujours par soi-même** », je vous invite aussi à visiter le site de **la Librairie de la Libre Pensée** : <https://www.fnlp.fr/librairie/> où la quantité et la qualité des ouvrages proposés saura remplir pleinement votre soif de connaître.*

*A la fin de cet éditorial, je ne puis que vous dire en conclusion : Bonne lecture !*

**Christian Eyschen**



## Roubaix, ville laïque 1870-1940 par Alain Guillemin

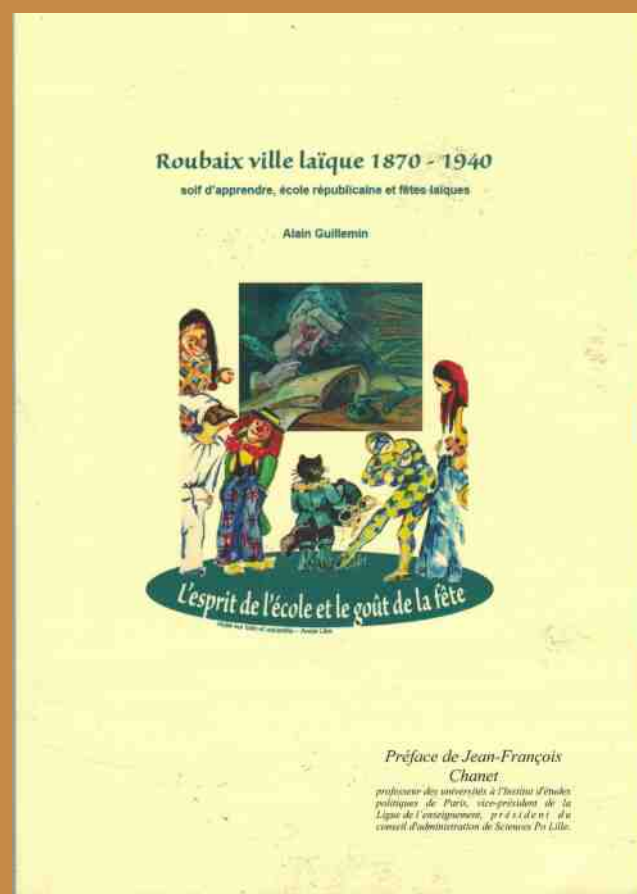
**C**et ouvrage, préfacé par notre ami **Jean-François Chanet** de la **Ligue de l'Enseignement**, est un excellent support pour le **Colloque commun LDE/Libre Pensée à Roubaix** sur le thème « **Mouvement ouvrier et mouvement laïque** » en fin d'année 2024. Il montre la profonde osmose entre l'action laïque et le mouvement ouvrier qui ne sont pas deux mondes séparés, mais qui se nourrissent l'un l'autre dans le combat pour **l'Émancipation humaine**.

Il traite aussi de l'apport « **Protestant** » à ce chemin de liberté. Il y manque un autre aspect qui aurait pu être abordé, celui de la **Franc-Maçonnerie**, même si on se doute que beaucoup d'acteurs de ce récit furent des **Initiés**. Un grand nombre de sujets sont traités, comme celui, très riche, des « **baillons scolaires** », ancêtre du **SNU**, dont le **mouvement laïque et ouvrier** repoussera très vite les affres guerrières.

On voit aussi que **Jules Guesde** se trompa quasiment sur tout, contrairement à **Jaurès**. L'auteur n'est pas tendre (à juste titre) avec celui que **Fernand Pelloutier** appelait « **le Torquemada à Iorgnons** ». 1924 fut année où la ville fut décrétée « **Capitale laïque** » par **Jean Lebas** et **Édouard Herriot** qui déclarera, après sa métaphore célèbre sur l'andouillette et la politique : « La politique est un chapitre de la météorologie. La météorologie est la science des courants d'air ».

Cet ouvrage, très bien écrit et agréable à lire, est très riche et la **Libre Pensée** ne peut que vous recommander sa lecture, on y apprend plein de choses. **Libre Pensée** qui synthétise **l'action laïque**, le **Mouvement ouvrier**, l'apport libéral du **Protestantisme** et la **Franc-Maçonnerie** ne peut que s'y reconnaître dedans.

**Christian Eyschen**



Roubaix, ville laïque 1870-1940 par Alain Guillemin – Éditeur ARMAT - 176 pages – 15€



## Louis-Auguste Blanqui ...

**Louis-Auguste Blanqui est au mieux totalement inconnu au bataillon des grandes figures révolutionnaires et au pire (dé)considéré comme l'un des plus abominables pères spirituels de l'ultra-gauche contemporaine...**

**Pierre Gueguen**

**A**u sein de la gauche française de droite - dite « modérée », « responsable », ou, summum de la respectabilité, « de gouvernement » -, **Louis-Auguste Blanqui** est au mieux totalement inconnu au bataillon des grandes figures révolutionnaires et au pire (dé)considéré comme l'un des plus abominables pères spirituels de l'ultra-gauche contemporaine. Si l'on s'arrête à la surface des choses, on peut, bien sûr, se limiter à la caricature du sempiternel comploteur, adepte du coup d'Etat et de la prise du pouvoir par les armes, bref, d'un paria de « l'arc républicain », d'un « apologiste du terrorisme » et, tant qu'à faire, d'un partisan de « la révolution permanente »<sup>1</sup>. Mais si l'on veut mieux comprendre quelles étaient les convictions profondes d'**Auguste Blanqui**, il importe de le resituer dans le contexte politique du XIX<sup>e</sup> siècle : la **Révolution française** de 1789, porteuse de tant d'espoir pour l'Humanité, laisse la place à la réaction thermi-

dorienne, puis à **Napoléon I<sup>er</sup>** et aux Restaurations successives jusqu'à **Napoléon III**, entraînant deux autres révolutions confisquées et réprimées en 1830 et 1848, pour finir par l'insurrection de la **Commune de Paris** en 1871.

### **Le club Blanqui, le foyer des révolutionnaires**

Le 24 février 1848, Paris se soulève. La France connaît sa troisième révolution, le peuple manifeste contre **Louis-Philippe**, roi des Français et « Roi-Citoyen » qui rédige son acte d'abdication pour sauver la Monarchie et sa dynastie, désignant comme successeur sur le trône son petit-fils, le comte de Paris, sous le nom de **Louis-Philippe II**. Las, ce même 24 février, le nouveau **Gouvernement Provisoire** proclame la **II<sup>e</sup> République**. Une semaine plus tard, le ci-devant **Louis-Philippe d'Orléans** s'exile en Angleterre.

Le 26 février, **Auguste Blanqui**, qui venait de sor-

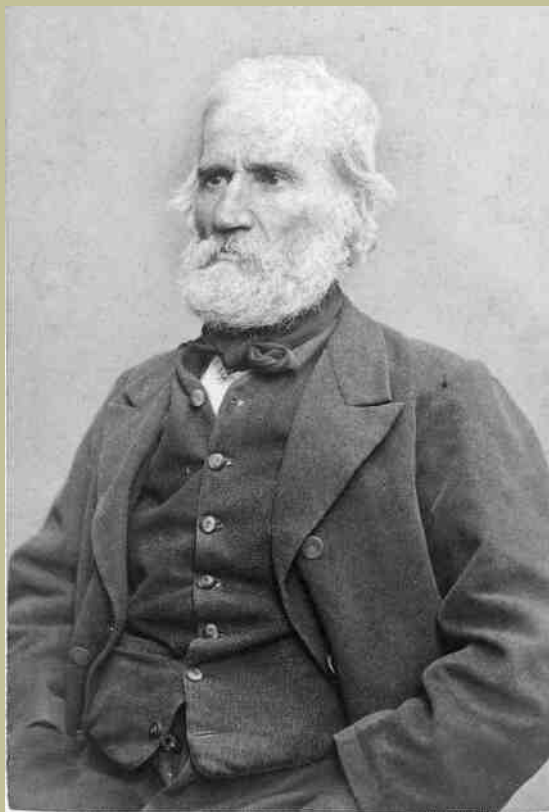
## ou l'Action enchaînée (1805-1881)

« La lutte toujours, la lutte quand même, la lutte jusqu'à extinction »

tir de prison<sup>2</sup>, prend la parole dans la salle du Prado bondée, sur l'Île-de-la-Cité pour exposer son analyse de la situation : « (...) La France n'est pas républicaine, la révolution qui vient de s'accomplir est une surprise heureuse, rien de plus. Si nous voulons aujourd'hui porter au pouvoir des noms compromis aux yeux de la bourgeoisie par des condamnations politiques, la province aura peur ; elle se souviendra de **la Terreur** et de la **Convention** et rappellera peut-être le roi fugitif. La **Garde nationale** elle-même n'a été qu'une complice involontaire ; elle est composée de boutiquiers peureux qui demain pourraient bien défaire ce qu'ils ont laissé faire aux cris de **Vive la République !**... Abandonnez les hommes de l'Hôtel-de-Ville à leur impuissance : leur faiblesse est le signe certain de leur chute.

Ils ont entre leurs mains un pouvoir éphémère ;

nous, nous avons le peuple et les clubs où nous l'organiserons révolutionnairement, comme jadis les **Jacobins** l'organisèrent. Sachons attendre



Louis-Auguste Blanqui photographié par Ernest Charles Appert

quelques jours encore, et la révolution nous appartiendra ! Si nous nous emparons du pouvoir par un audacieux coup de main, comme des voleurs au milieu des ténèbres de la nuit, qui nous répondra de la durée de notre puis-

sance ? Au-dessous de nous, n'y aurait-il pas des hommes énergiques et ambitieux qui brûleront de nous remplacer par de semblables moyens ? Ce qu'il nous faut à nous, c'est le peuple immense, les faubourgs insurgés, **un nouveau 10 août**<sup>3</sup>. Nous aurons au moins le prestige de la force révolutionnaire. »<sup>4</sup>

Dans ses **Souvenirs**, publiés en 1893, le comte **Alexis de Tocqueville** revient entre autres sur les événements du 15 mai 1848, ultime sursaut populaire de la **Révolution de Février** qui s'achèvera fin juin avec la terrible répression conduite par le général **Cavaignac**, qui y gagnera son sinistre surnom de « Prince du Sang »<sup>5</sup>. **Le Gouvernement Provisoire**<sup>6</sup> appartient dans un premier temps aux seuls « républicains du lendemain », regroupés autour du journal **Le National**<sup>7</sup> dont la devise est « La Nation, la Loi, le Roi », partisans d'une monarchie constitutionnelle.

Pour apaiser la « populace » et donner le change, ils intègrent tout de même des républicains et même, à leur corps défendant, quelques révolutionnaires. En avril, l'élection de l'Assemblée constituante leur donne une large majorité, mais le nombre croissant de chômeurs dans les **Ateliers nationaux**<sup>8</sup> tout comme l'intense activité des différents clubs<sup>9</sup> socialistes, révolutionnaires et radicaux, dont le plus fréquent est le **Club de la Société Républicaine Centrale** ou plus simplement **Club Blanqui**, rend l'assise de la nouvelle majorité conservatrice bien fragile.

Et de fait, la révolte gronde, les faubourgs se mobilisent à nouveau, **Auguste Blanqui** et **Armand Barbès** en sont les principaux dirigeants. Le 15 mai, le **Club des clubs** appelle, soutenu par **Blanqui** et **Barbès**, à une manifestation de solidarité avec les insurgés polonais de Silésie, réprimés par les troupes prussiennes. Le « Printemps des peuples » fait trembler tous les trônes d'Europe.

### Une journée du comte Alexis de Tocqueville

A Paris, la manifestation atteint la place de la

Concorde et, contre toute attente, la garde nationale laisse les manifestants entrer dans l'Assemblée.

**Tocqueville**, présent, témoigne : « Je vins donc, le 15 mai, à l'Assemblée sans prévoir ce qui allait se passer. La séance commença comme eût commencé toute autre ; et, ce



qu'il y eut de fort étrange, vingt mille hommes environnaient déjà la salle, sans qu'aucun bruit du dehors annonçât leur présence.

**Wolowski**<sup>10</sup> était à la tribune : il mâchonnait entre ses dents je ne sais quel lieu commun sur la Pologne, lorsque le peuple manifesta enfin son approche par un cri terrible, qui, pénétrant de tous côtés à travers les fenêtres du haut qu'on avait laissées ouvertes à cause de la chaleur, tomba sur nous

comme s'il fût venu du ciel. Je n'eusse jamais pu imaginer que des voix humaines, en s'unissant, pussent produire un bruit aussi immense, et la vue de la foule elle-même, quand elle envahit l'Assemblée, ne me parut pas aussi formidable que ce premier rugissement qu'elle fit entendre avant de se montrer. Plusieurs représentants, cédant à un premier mouvement de curiosité ou de crainte, se levèrent ; d'autres crièrent avec force : « **En place !** » Chacun se rassit, se raffermi sur son banc et se tut. **Wolowski** reprit son discours et le continua quelque temps. Je crois que c'est la première fois de sa vie qu'il ait été écouté en silence ; encore n'était-ce pas lui qu'on écoutait, mais la foule dont le bruissement devenait à chaque instant plus distinct et plus proche. Tout à coup, un de nos questeurs, **Degousée**, gravit solennellement l'escalier de la tribune, écarte sans parler **Wolowski**, et dit : « *Contrairement à la volonté des questeurs, le général **Courtais** vient d'ordonner aux gardes mobiles, qui défendent la porte de l'Assemblée, de remettre la baïonnette dans le fourreau.* » Ayant pro-

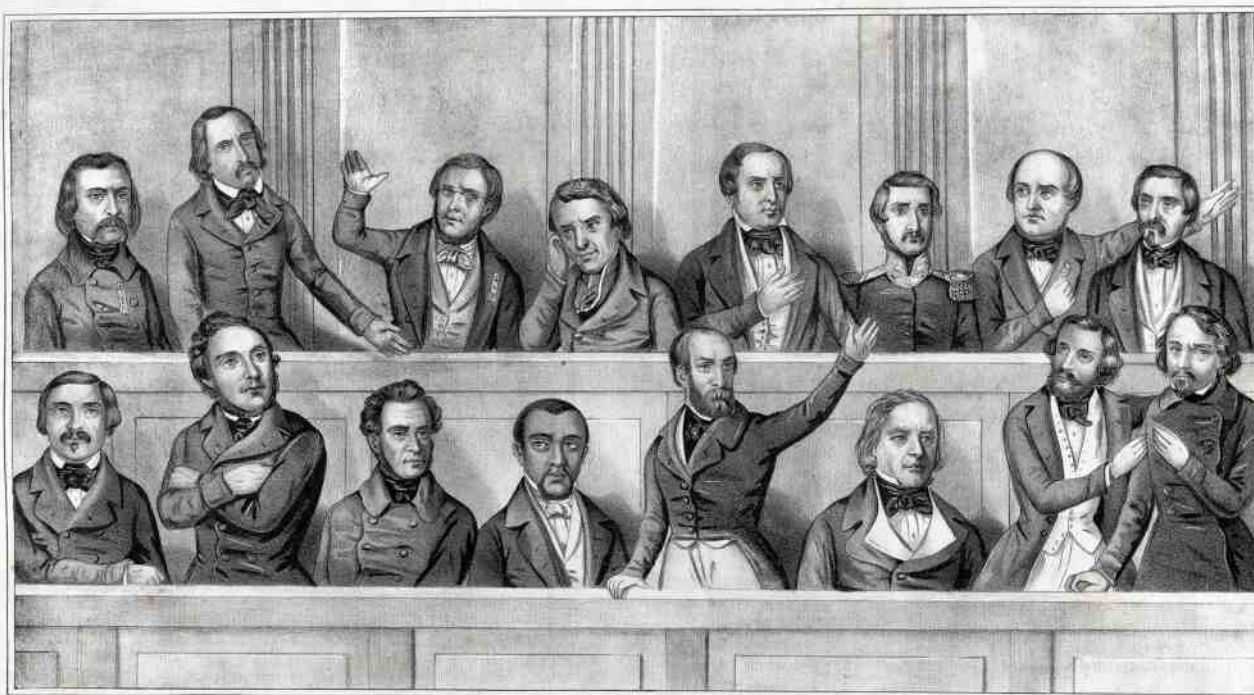
noncé ce peu de mots, il se tut. Ce **Degoussée**, qui était un fort bon homme, avait la figure la plus patibulaire et la voix la plus carverneuse qu'on pût rencontrer. La nouvelle, l'homme et le ton s'accordaient donc pour causer une impression étrange, l'Assemblée s'émeut, puis se calme aussitôt ; il n'y avait plus rien à faire : la salle était forcée.

**Lamartine**, qui était sorti au premier bruit, venait de reparaître à la porte avec un air déconcerté ; il avait traversé le couloir central et regagné son banc à grands pas, comme

si un ennemi invisible pour nous l'eût poursuivi. Derrière lui parurent presque aussitôt plusieurs hommes du peuple ; ceux-ci s'arrêtent sur le seuil, surpris à la vue de cette immense assemblée assise. Au même instant, comme au 24 février, les tribunes s'ouvrent avec fracas ; le flot du peuple les inonde, les remplit et bientôt les déborde. Pressés par la foule qui les suit et les pousse sans les voir, les premiers venus franchissent les balustrades des tribunes, entreprennent de trouver une issue dans la salle même,

au-dessus du sol de laquelle ils n'étaient guère qu'à dix pieds<sup>11</sup>, se laissent pendre le long des murs et sautent dans la salle d'une hauteur de cinq à six pieds. La chute successive de chacun de ces corps, frappant l'un après l'autre sur le plancher, y produisait un ébranlement sourd, que je pris d'abord, au milieu du tumulte, pour le bruit lointain de la canonnade. Pendant qu'une partie du peuple tombait ainsi dans la salle, une autre composée principalement des chefs des clubs, y entrait par toutes les portes.

*La Montagne.*



<b>Flocon</b>	<b>Ledru-Rollin</b>	<b>Germain Sarrul</b>	<b>Louisy</b>	<b>Barbès</b>	<b>Raspail</b>	<b>Pyal</b>	<b>Leroux</b>
<b>Considérant</b>	<b>Lagrange</b>	<b>Proudhon</b>	<b>Lamenais</b>	<b>Bac</b>	<b>Arago</b>	<b>Mathieu</b>	<b>Bernard</b>

Les membres de La Montagne à l'Assemblée nationale

Ceux-là, portant avec eux plusieurs emblèmes de la **Terreur**, agitaient des drapeaux, dont quelques-uns étaient surmontés du bonnet rouge.

Cette foule remplit en un instant le grand vide qui était au centre de **l'Assemblée**, s'y presse et s'y trouvant bientôt à l'étroit, remonte par tous les petits chemins qui conduisaient à nos bancs, s'entasse de plus en plus dans ces petits espaces sans cesser de s'y agiter. Au milieu du mouvement tumultueux et incessant de cette multitude, la poussière devient très épaisse et la chaleur si étouffante que peut-être serais-je sorti pour respirer s'il ne s'était agi que de l'intérêt public, mais l'honneur nous clouait sur nos bancs.

Quelques-uns de ceux qui nous envahirent ainsi étaient armés, plusieurs autres laissaient voir des armes cachées, mais aucun ne semblait avoir la pensée arrêtée de nous frapper. Leurs regards étaient étonnés et malveillants, plutôt qu'hostiles ; chez beaucoup une sorte de curiosité grossière, en train de se satisfaire dominait tout autre sentiment, car, dans nos émeutes même les plus

sanglantes, il se trouve toujours une multitude de gens moitié coquins et moitié badauds, qui se croient au spectacle. Du reste, point de chef commun auquel on semblât obéir, c'était une cohue et non une troupe. Je vis parmi eux des hommes ivres, mais la plupart paraissaient seulement en proie à une excitation fébrile que l'entraînement et les cris du dehors, la touffeur, le resserrement et le malaise du dedans leur avaient donnée ; ils dégouttaient de sueur, quoique la nature et l'état de leurs vêtements ne dût pas leur rendre la chaleur très inconfortable, car plusieurs étaient fort débarrassés. Il s'élevait de cette multitude un bruit confus du milieu duquel on entendait sortir quelquefois des propos fort menaçants. J'aperçus des gens qui nous montraient le poing, en nous appelant leurs commis. Ils répétaient souvent cette expression ; depuis plusieurs jours les journaux ultra-démocratiques ne nommaient les représentants que les commis du peuple et ces goujats s'étaient complus dans cette idée. J'eus l'occasion, un moment après, de remarquer avec quelle viva-

cité et quelle netteté l'esprit du peuple reçoit et réfléchit les images. (...)

Pendant que ce désordre avait lieu dans son sein, **l'Assemblée** se tenait passive et immobile sur ses bancs sans résister, sans plier, muette et ferme. Quelques membres de **la Montagne** fraternisaient avec le peuple, mais furtivement et à voix basse. **Raspail** s'était emparé de la tribune et se préparait à y lire la pétition des clubs ; un jeune député, **d'Adelsward**<sup>12</sup>, se lève et s'écrie : « *De quel droit le citoyen Raspail prend-il ici la parole ?* » Des hurlements furieux s'élèvent ; des hommes du peuple se précipitent sur **d'Adelsward**, on réussit à les arrêter et à les contenir. **Raspail** obtient à grand'peine de ses amis un moment de silence et lit la pétition ou plutôt l'ordre des clubs, qui nous enjoignent de nous prononcer immédiatement en faveur de la Pologne. « **Dépêchez-vous, on attend la réponse** », crie-t-on de toutes parts. L'Assemblée continue à ne donner aucun signe de vie ; le peuple, dans son impatience et dans son désordre, fait un tumulte effroyable qui nous dispense d'ailleurs de ré-

pondre.

Le président **Buchez**<sup>13</sup>, dans lequel les uns ont voulu voir un coquin et les autres un saint, mais qui était à coup sûr, du moins ce jour-là, une grosse bête, agite de toutes ses forces sa cloche pour obtenir le silence, comme si le silence de cette multitude n'avait pas été dans la circonstance présente plus à redouter que ses cris.

C'est alors que je vis paraître, à son tour, à la tribune un homme que je n'ai vu que ce jour-là, mais dont le souvenir m'a toujours rempli de dégoût et d'horreur ; il avait des joues hâves et flétries, des lèvres blanches, l'air malade, méchant et immonde, une pâleur sale, l'aspect d'un corps moisi, point de linge visible, une vieille redingote noire collée sur des membres grêles et décharnés ; il semblait avoir vécu dans un égout et en sortir ; on me dit que c'était **Blanqui**. »

*Cela ne fait pas l'ombre d'un doute : le comte de Tocqueville n'éprouve pas la moindre sympathie pour Auguste Blanqui. Et pour cause, aux yeux de l'aristocrate libéral, Blanqui n'est*

*qu'un misérable repris de justice antimonarchiste multirécidiviste de la pire espèce, qui plus est fils d'un conventionnel, Jean-Dominique Blanqui<sup>14</sup>, un régicide qui a voté la mort à l'issue du procès de Louis XVI. Devenu bonapartiste, il sera nommé sous-préfet en 1800, à Puget-Théniers, dans sa région d'origine, l'ancien Comté de Nice de-*



Tombe de Nicolas Lallemand au cimetière du Père lachaise

*venu le département des Alpes-Maritimes. Lui et sa famille subissent en 1816 le bannissement imposé par Louis XVIII, qui expulse définitivement les députés régicides de 1793 ayant soutenu Napoléon I<sup>er</sup>, dit « l'usurpateur », pendant les Cent-Jours.*

*Alors, on peut certes penser qu'Auguste Blanqui s'inscrit dans la continuité des idées politiques de son père, mais ce sont plus certainement des événements marquants et constructeurs auxquels il assiste qui*

*forgent sa pensée et sa méthode. Il racontera, par exemple, qu'à l'âge de dix ans, durant l'été 1815, après les Cent-Jours et la défaite de Napoléon à Waterloo, lui et les siens furent contraints de quitter Puget-Théniers et la région de Nice annexée par les Piémontais, pour se réfugier en Beauce. La traversée du pays dans*

*l'atmosphère de revanche impitoyable de la Terreur blanche<sup>15</sup>, dont sa famille commençait à subir les conséquences l'avait, dira-t-il, «*

*profondément marqué » et dès lors « il avait suivi avec avidité dès son entrée au lycée le mouve-*

*ment extérieur »<sup>16</sup>. La réalité brutale d'une France réactionnaire et revancharde, l'arbitraire d'une police et d'une justice soumises, multipliant arrestations, comparutions, emprisonnements, expulsions et exécutions l'amène à vouloir comprendre le pourquoi et le comment des choses, pour agir. Là se situe l'entrée en politique du jeune Blanqui.*

### **Rébellion !**

*Cinq ans plus tard, le 3 juin 1820, à Paris, Nicolas*

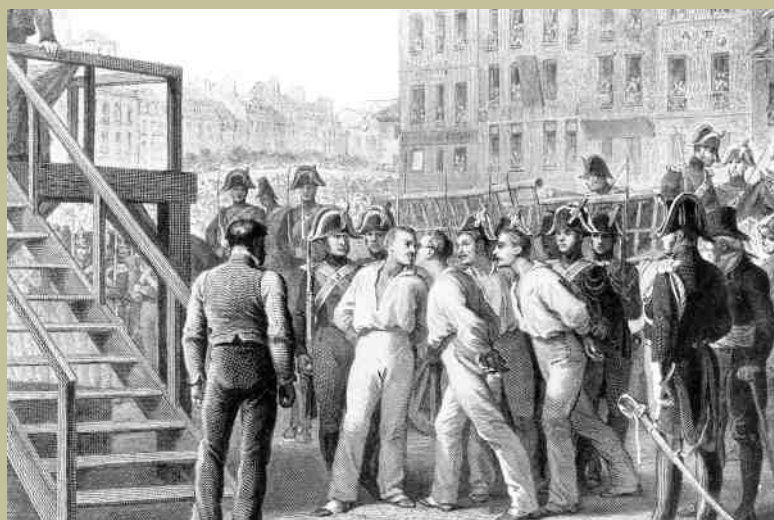
**Lallemand**, jeune étudiant de 23 ans, est tué par un garde en faction à la grille des Tuileries, lors des manifestations contre les projets de modification de la loi électorale. Ce meurtre heurte tout particulièrement la jeunesse. Ses obsèques se déroulent le 6 juin, rassemblant plus de six mille personnes, en majorité des étudiants. Dans les quartiers ouvriers, les émeutes continuent. Le 9 juin, des milliers de personnes manifestent sur les boulevards. Les forces de l'ordre chargent et un manifestant est tué, l'ouvrier **Gravelot**.

L'année suivante, en juin 1821, l'acquittement de l'assassin de **Nicolas Lallemand**

soulève à nouveau une profonde indignation.

Le 21 septembre 1822, **Blanqui** qui n'a que dix-sept ans, se rend par solidarité sur la place de Grève, à Paris, où sont guillotins quatre jeunes sergents du 45<sup>e</sup> Régiment de ligne, stationné à La Rochelle, **Jean-François Bories**, **Charles Goubin**, **Jean-Joseph Pommier** et **Marius-Claude Raoux**. républicains, ils sont accusés d'avoir voulu renverser la monarchie et d'être

membres d'une société secrète conspiratrice, **la Charbonnerie**. Les **Quatre Sergents de La Rochelle** deviennent alors des martyrs de la Liberté dans la mémoire collective populaire. L'indignation dans la jeunesse est telle, que **la Charbonnerie** stimule bien entendu l'intérêt des jeunes consciences révoltées. **Blanqui** rejoint



Exécution des 4 Sergents de la Rochelle

une **Vente** (un atelier de vingt membres) dès 1823. Il est alors précepteur du fils du général **Compans**<sup>17</sup>, à Blagnac, en Haute-Garonne. Il suit l'expédition des troupes françaises en Espagne<sup>18</sup> et la résistance des partisans espagnols qui tiendra jusqu'à la fin de l'été 1824. Vers la fin des années 1820 et de la **Seconde Restauration**, de retour à Paris, il prend part aux manifestations pour la liberté de la presse et fait campagne pour l'op-

position lors des élections législatives.

Au début de 1830, il est embauché en tant que sténographe au quotidien libéral **Le Globe**<sup>19</sup>. Il a pour collègue **Achille Roche**<sup>20</sup>, qui lui fait connaître **Philippe Buonarroti**<sup>21</sup>, désormais à Paris, lequel prend une place importante dans la formation politique de **Blanqui**.

**Buonarroti**, qui a fondé plusieurs Loges maçonniques dont l'esprit est proche de **la Charbonnerie**, participe à **la Société des Droits de l'Homme**, une association républicaine jacobine, fondée

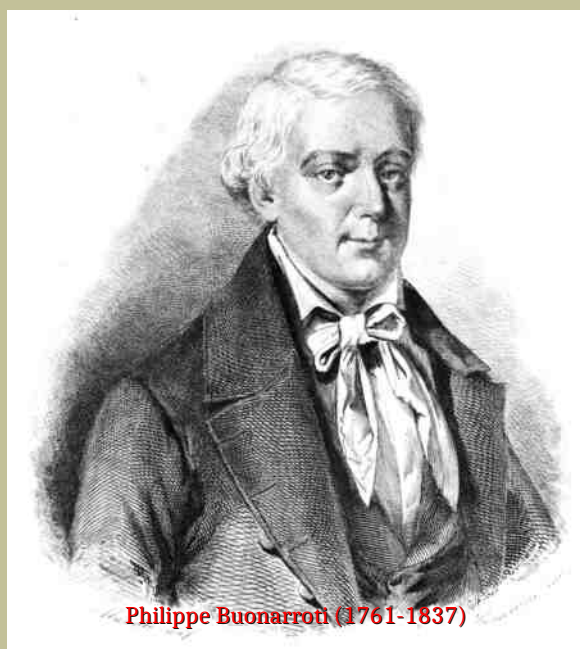
en 1830, qui succède à la grande association républicaine **la Société des amis du peuple**, interdite par le ministre **Guizot** en 1830 et dont **Blanqui** est membre.

Mais surtout, **Buonarroti** a été affilié aux **Illuminés de Bavière**, célèbre société secrète rationaliste, attachée aux idées de **Rousseau**. L'Ordre des **Illuminés** (du latin illuminati) a été fondé en 1776 à Ingolstadt, en Bavière, par

le philosophe **Adam Weishaupt**<sup>22</sup> et interdit en 1785 pour menées complottistes. Une discipline stricte au sein de l'Ordre ainsi que le respect du secret quant aux activités y régnaient, visant à protéger ses membres de toute répression policière et religieuse. Les idées développées par **Saint-Simon** influencent également en partie la pensée d'**Auguste Blanqui**. **Le Globe**, journal libéral et anti-Bourbons à l'origine, n'était pas encore le journal des saint-simoniens, mais **Pierre Leroux**<sup>23</sup>, son principal fondateur, s'intéressait à la doctrine depuis quelques années.

A la différence des autres rédacteurs qui hésitaient à prendre les armes en juillet 1830, **Blanqui** arbora d'emblée la cocarde tricolore et récupéra un fusil et des munitions qu'il avait dissimulés dans un lieu sûr pour faire le coup de feu si nécessaire. Sa participation à diverses actions, au Palais Royal, rue de Hanovre, mais surtout au quartier Latin, puis au Palais de Justice lui valut d'être décoré de la **Croix de Juillet**<sup>24</sup>. **Jules Michelet**, décrivant ces journées, a rapporté l'irruption dans le salon des Montgolfier, qu'ils fréquen-

taient l'un et l'autre, d'un **Blanqui** noir de poudre, le fusil à la main, s'écriant avant de repartir : « Enfoncés les romantiques ! » Tout de suite la **Révolution** apparut confisquée au profit de la monarchie bourgeoise. **Auguste Blanqui** mena de front plusieurs activités, conser-



Philippe Buonarroti (1761-1837)

vant son poste au **Globe**, reprenant ses inscriptions à l'École de droit, adhérant à la **Société des Amis du Peuple**.

Son engagement politique est alors total.

### **L'Enfermé peut compter sur ses partisans**

Trente-six ans plus tard, **Blanqui** publiera un court traité d'organisation et de réflexions insurrectionnelles<sup>25</sup> dans lequel il écrit :

« Des milliers de jeunes gens instruits, ouvriers et bourgeois, frémissent sous un joug abhorré. Pour le briser, songent-ils à prendre l'épée ? Non ! la plume, toujours la plume, rien que la plume. Pourquoi donc pas l'une et l'autre, comme l'exige le devoir d'un Républicain ?

En temps de tyrannie, écrire est bien, combattre est mieux, quand la plume esclave demeure impuissante. Eh bien ! point ! On fait un journal, on va en prison, et nul ne songe à ouvrir un livre de manœuvres, pour y apprendre en vingt-quatre heures le métier qui fait toute la force de nos oppresseurs, et qui nous mettrait dans la main notre revanche et leur châtiement.

Mais à quoi bon ces plaintes ? C'est la sotte habitude de notre temps de se lamenter au lieu de réagir. La mode est aux jérémiades. Jérémie pose dans toutes les attitudes, il pleure, flagelle, il dogmatise, il régent, il tonne, fléau lui-même entre tous les fléaux. Laissons ces bobèches de l'élégie, fossoyeurs de la liberté ! **Le devoir d'un révolutionnaire, c'est la lutte toujours, la lutte quand**

**même, la lutte jusqu'à extinction. »**

*Lorsque la **Commune de Paris** surgit le 18 mars 1871, **Auguste Blanqui** est incarcéré depuis la veille sur ordre du gouvernement **Thiers**, suite à la tentative de coup d'État du 31 octobre 1870. Libéré neuf ans plus tard, il est donc absent durant toute la Commune. Pour autant, il y exerce une influence politique importante notamment par la présence des partisans blanquistes dans les institutions de la **Commune**.*

***Marx** relevait, vingt ans avant que n'éclate la **Commune** : « Le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme pour lequel la bourgeoisie a inventé le nom de **Blanqui**. Ce socialisme, c'est la déclaration permanente de la Révolution. »<sup>26</sup>*

***Engels**, jetant « un regard en arrière sur l'activité et la signification historique de la Commune de Paris »<sup>27</sup>, relève que « Les membres de la Commune se répartissaient en une majorité de blanquistes, qui avait déjà dominé dans le Comité central de la Garde nationale et une minorité : les membres de l'**Association Internationale des Travailleurs**,*

*principalement des partisans de l'école socialiste de **Proudhon**. Dans l'ensemble, les blanquistes n'étaient alors socialistes que par instinct révolutionnaire, prolétarien. »*

*Parmi les **Francs-Maçons** communards, **Émile Eudes**, dit le Général, et **Gabriel Ranvier**<sup>28</sup> sont des*



**Émile Eudes**

*responsables blanquistes engagés avec conviction dans la lutte. **Émile Eudes** (1843-1888), alors étudiant en pharmacie, est condamné à mort pour l'attaque contre la caserne de la Villette, dont l'objectif était l'arsenal, le 14 août 1870. Il sera sauvé par la proclamation de la République, le 4 septembre. Pendant le siège de Paris, il est membre du Comité cen-*

*tral des vingt arrondissements. Élu du XI<sup>ème</sup> arrondissement pendant la **Commune**, il est nommé aux commissions exécutive et militaire, puis inspecteur des Forts. Durant la semaine sanglante, il combat sur les barricades. Il est condamné à mort par le Conseil de guerre des Versaillais, s'exile en Angleterre jusqu'à l'amnistie. De retour en France, il fonde **Ni Dieu ni Maître**, journal blanquiste. **Libre-penseur** et **anticlérical**, il fut gérant de l'hebdomadaire parisien **La Libre Pensée**, fondé en 1866 par les blanquistes.*

***Gabriel Ranvier** (1828-1879), peintre-décorateur, milite activement durant le Second-Empire, ce qui lui vaut d'être condamné à la prison pour attaque contre le gouvernement établi. Libéré après la proclamation de la République, le 4 septembre 1870, il est élu commandant du 141<sup>e</sup> bataillon de la Garde nationale pendant le siège de Paris. Élu maire du XX<sup>e</sup> arrondissement lors des élections municipales du 5 novembre 1870<sup>29</sup>, il voit le scrutin invalidé par le gouvernement. Arrêté et incarcéré, **Ranvier** s'évade début février 1871, n'assiste pas à son procès du 23 février qui aboutit à son*

acquiescement le 10 mars. Délégué au Comité central de la Garde nationale, il participe à l'insurrection du 18 mars 1871 qui marque le début de **la Commune**, date à laquelle il reprend ses fonctions de maire du XX<sup>e</sup>. Élu au Conseil de la Commune le 26 mars par cet arrondissement, c'est lui qui proclame la Commune à l'Hôtel de ville de Paris le 28. Il combat pendant **la Semaine sanglante** jusqu'au dernier jour de **la Commune** le 28 mai. Réfugié à Londres, il y reprend son métier tout en militant. Condamné par contumace en novembre 1871 par le Conseil de guerre à vingt ans de travaux forcés pour pillage en réunion ou en bande et à force ouverte d'une propriété particulière appartenant à **M. Thiers**, il est de nouveau jugé et condamné, toujours par contumace, à la peine de mort en juillet 1874. Il parvient à s'enfuir à Londres, mais non amnistié et clandestinement de passage à Paris, **Gabriel Ranvier** meurt à Belleville le 25 novembre 1879.

Les 15 et 16 février 1872, **Auguste Blanqui** est extirpé de sa prison à Versailles pour son procès devant le Conseil de guerre. Il y dé-

clare, affirmant en préambule que le réel motif de sa comparution n'est pas le 31 octobre 1870 : « Je représente ici la **République** traînée à la barre de votre tribunal par la monarchie. M. le commissaire du gouvernement a condamné tour à tour la Révolution de 1789, celle



Gabriel Ranvier

de 1830, celle de 1848, celle du 4 septembre<sup>30</sup>. C'est au nom des idées monarchiques, c'est au nom du droit ancien en opposition au droit nouveau, comme il dit, que je suis jugé et que, sous la République, je vais être condamné. »

Blanqui est en effet condamné à la déportation, à la privation de ses droits civiques, pour le 31

octobre et en tant qu'inspirateur moral de **la Commune**. Le jugement ayant été cassé pour vice de forme, le 29 avril un autre Conseil de guerre rendit un jugement identique. Il est condamné à la détention perpétuelle et enfermé à la Centrale de Clairvaux, dans l'Aube.

Il est gracié le 10 juin 1879 et parcourt la France de fin 1879 à 1880, s'exprimant dans de nombreuses conférences. Le 20 novembre 1880, paraît à Paris le premier numéro de **Ni Dieu ni Maître** dont **Emile Eudes** est le gérant et **Blanqui** le rédacteur en chef. Il rédigea aussi une brochure sur l'armement du peuple, **L'Armée esclave et opprimée**, réimprimée en 1913 au cours de la campagne contre la loi de trois ans, pour soutenir la position prise par **Jean Jaurès** en faveur des milices dans **L'Armée nouvelle**.

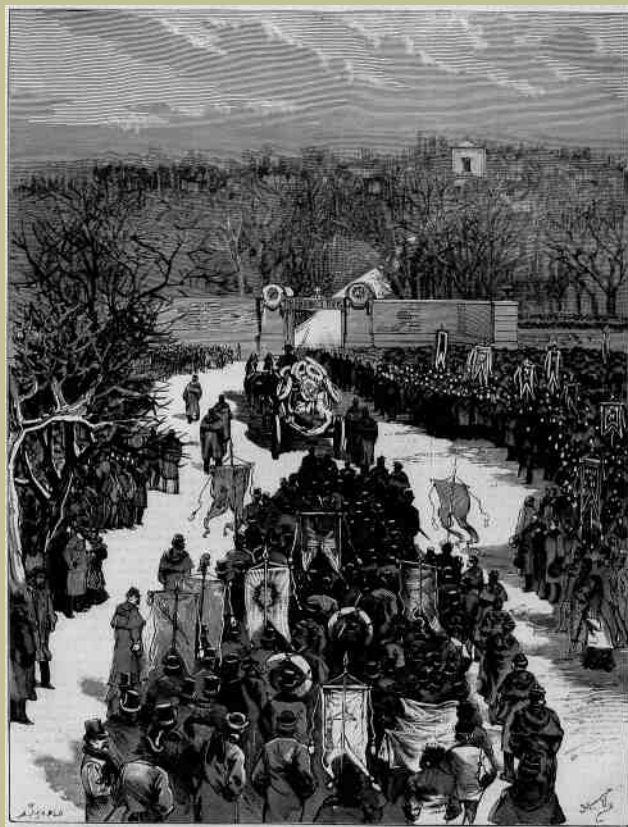
Ces réunions populaires épuisent **Blanqui**, très affaibli par ses nombreuses années d'emprisonnement. Le 27 décembre 1880, il rentre chez lui tard dans la nuit, boulevard d'Italie, aujourd'hui boulevard Auguste Blanqui<sup>31</sup>, où il louait une petite chambre. Il est frappé par une congestion cérébrale et décède au bout de cinq jours,

le 1<sup>er</sup> janvier 1881.

*Cent mille socialistes et Libres Penseurs suivirent ses obsèques, le 5 janvier 1881, au Père-Lachaise. Une souscription parmi les ouvriers parisiens permit l'érection sur sa tombe, le 9 août 1885, du monument dû au sculpteur Jules Dalou.*

« Et l'on croit déjà avoir fait un pas d'une hardiesse prodigieuse, quand on s'est affranchi de la foi en la monarchie héréditaire et qu'on jure par la république démocratique. Mais, en réalité, l'État n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie ; le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de limer aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'État.

Le philistin (32) social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dicta-



Funérailles d'Auguste Blanqui

ture a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat.

Londres, pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris.  
18 mars 1891.

**Friedrich Engels.** »

**Pierre Gueguen**

Notes :

1. Tardy, Jean-Noël. « 6. Louis Auguste

Blanqui ou la révolution permanente », Michel Winock éd., *Les figures de proue de la gauche depuis 1789*. Perrin, 2022, pp. 113-130.

2. Condamné à mort après l'insurrection du 12 mai 1839 à Paris, sa peine avait été commuée en prison à perpétuité. Il reste incarcéré jusqu'en 1847.
3. La Journée du 10 août 1792 est un moment-clé de la Révolution française, celui de la chute de la monarchie et d'un nouveau sursaut révolutionnaire parisien et national qui s'exprimera dans la Constitution de 1793. En effet, la première Constitution de 1791 ne pouvait subsister, puisque, le 20 septembre 1792, la République se substituait à la monarchie constitutionnelle, pour laquelle elle avait été rédigée.
4. Maintenant, il faut des armes – A. Blanqui.
5. Le 28 juin, l'Assemblée lui remet le pouvoir exécutif en tant que président du Conseil des ministres. Il assumera cette fonction jusqu'au 20 décembre 1848, met en place l'état de siège, la déportation des insurgés et interdit les journaux d'opposition. Il organise par ailleurs l'asile du Pape et envoie des troupes en Italie.
6. Le Gouvernement provisoire durera du 24 février au 10 mai 1848.
7. Le National est un quotidien fondé sous la monarchie de Juillet (Louis XVIII) en 1830. Ses principaux rédacteurs sont Adolphe Thiers et l'historien Auguste Mignet.
8. Ouverts en mars 1848, les Ateliers nationaux accueillent et fournissent du travail aux chômeurs de Paris.
9. L'apparition des clubs en 1848 et la floraison des journaux sont les fruits de l'effervescence politique en ces débuts de la II<sup>e</sup> République, de février à juin.
10. Louis François Michel Raymond Wolowski (1810-1876) : juriste, économiste et homme politique polonais naturalisé français.
11. 10 pieds = 3 mètres.
12. Baron Renaud-Oscar d'Adelswärd (1811-1898), député de la

- Meurthe, siégeant à droite (1848-1851).
13. Philippe Joseph Benjamin Buchez (1796-1865), docteur en médecine, homme politique, historien et sociologue.
  14. Jean Dominique Blanqui (1757-1832) : Professeur de philosophie et d'astronomie. Député extraordinaire du comté de Nice, avec Isaac Veillon, pour la réunion du comté à la France (octobre 1792-janvier 1793). Membre de la Convention nationale de 1792, puis du Conseil des Cinq-Cents sous le Directoire.
  15. Après la première Terreur blanche menée par la réaction thermidorienne de 1795 à 1799, La seconde Terreur blanche, en 1815, après Waterloo, s'exerça contre les bonapartistes et les anciens révolutionnaires, mais aussi contre les protestants, suspectés d'être eux aussi favorables à la Révolution et à l'Empire. Des exécutions sommaires ont lieu à Marseille, Avignon, Toulouse et Nîmes. La Chambre introuvable - élue en août 1815. L'expression serait de Louis XVIII pour qui ce fut une divine surprise -, fait de la Terreur un système de répression légal, avec notamment l'instauration des juridictions d'exception que sont les cours prévôtales.
  16. Cf. Le Maitron, notice Blanqui Auguste.
  17. Jean Dominique Compans (1769-1845), général et homme politique. A l'instar du passe-muraille Joseph Fouché, le père de la police moderne, il passa successivement d'un régime à l'autre sans aucun problème.
  18. En avril 1823, les troupes françaises entrent en Espagne pour mettre à bas le régime constitutionnel des Cortès et rétablir la monarchie absolue de Ferdinand VII.
  19. Le Globe, d'abord journal littéraire, puis philosophique et littéraire paraît à Paris en 1824. En 1828, il devient aussi politique. En 1831, il devient le journal de la doctrine de Saint-Simon, puis en août de la même année le journal de la religion saint-simonienne. Il ferme en 1832.
  20. Achille Roche (1801-1834), homme de lettres, publiciste et journaliste. Républicain de tendance saint-simonienne et néo-babouviste - lemaitron.fr
  21. Philippe Buonarroti (1761-1837) : « A l'instar de son ami de jeunesse devenu son ennemi absolu, Napoléon Bonaparte, il aurait pu s'exclamer « quel roman que ma vie ! ». Révolutionnaire avant 89, il fuit vers la Corse en 1789 où il fréquente Paoli et Bonaparte. Arrêté après la chute de Robespierre, son ami, il est inculpé par la police du Directoire comme chef de la conjuration babouviste ; échappant à la guillotine, il est condamné à la déportation ; il vit ensuite en exil à Genève, d'où il est expulsé, par les soins réunis de Metternich et de Chateaubriand. Ses dernières années se déroulent à Paris, sous la Monarchie de Juillet, quasi-clandestinement. Toutes ces années, il avait animé des sociétés secrètes républicaines, notamment grâce à son ouvrage Conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf, salué par Bakounine et que Marx étudia. Une vie de révolutionnaire impénitent, à la fois actif et secret, pendant un demi-siècle. » Cf. Jean-Marc Schiappa : Buonarroti, l'inoxidable - Ed. Libertaires (2008) et Gracchus Babeuf (2023 - Fayard - Prix Guizot 2024 de l'Académie française). maitron.fr
  22. Adam Weishaupt (1748-1830), professeur de droit canonique et de philosophie pratique à l'université d'Ingolstadt. La brève histoire des Illuminés de Bavière - Jean Mondot in La Chaîne d'Union n° 53 (2010)
  23. Leroux Pierre (1797-1871) : typographe, écrivain, théoricien du socialisme, fondateur et dirigeant du Globe, avec Paul-François Dubois (1793-1874), enseignant de tendance libérale. maitron.fr
  24. L'Ordre de la Croix de Juillet : décoration attribuée sous Louis-Philippe et liée à la participation aux Trois Glorieuses (27, 28 et 29 juillet 1830) qui mettent fin au règne de Charles X.
  25. A. Blanqui, Instructions pour une prise d'armes (1866).
  26. Karl Marx, Les luttes de classes en France (1850) - Ed. Sociales.
  27. Introduction de 1891 à la nouvelle édition de La guerre civile en France de Marx.
  28. Combes André : « La Franc-Maçonnerie et la Commune de Paris », in La Commune de 1871 : utopie ou modernité ? édité par Gilbert Larguier et Jérôme Quaretti, Presses Universitaires de Perpignan (2000).
  29. Étienne Arago, nommé maire de Paris en septembre 1870 par le gouvernement républicain, ayant démissionné après le soulèvement du 31 octobre 1870, les élections municipales sont organisées les 5 et 7 novembre 1870, pendant le siège, deux jours après le plébiscite par lequel le gouvernement de la Défense nationale s'était assuré du soutien des Parisiens.
  30. La proclamation de la République française le 4 septembre 1870 fonde la IIIe République consacrant la déchéance de l'empereur Napoléon III et la chute du Second Empire.
  31. Hommage posthume et symbolique à l'égard de l'Enfermé, peut-être, le boulevard Louis Auguste Blanqui commence Place d'Italie (pays d'origine de Jean Dominique Blanqui) et s'achève rue de la Santé où s'élève la célèbre prison éponyme.
  32. Nom donné par les progressistes du XIXe siècle aux petit-bourgeois bornés (à l'instar de béotien).



## Paul Lafargue

*" Je n'ai connu que les trois filles [les autres enfants étant décédés]. (...) Sa puînée, Madame Lafargue, était blonde et rose, son opulente chevelure frisée avait l'éclat de l'or ; on eût dit que le soleil couchant s'y était réfugié : elle ressemblait à sa mère."*

*Paul Lafargue, Souvenirs personnels sur Karl Marx (Die Neue Zeit, IX Jhrg., 1890-1891, pp. 10-17, 37-42)*

*Claude Singer*

**L**a période qui va s'ouvrir à partir de 1848, puis dans l'opposition au Second-Empire, dans la **Commune de Paris**, et dans la victoire du camp républicain, va voir évoluer les **Francs-Maçons du Grand Orient de France**, non seulement vers le soutien à la République qui prendra tout son épanouissement, mais également dans la séparation d'avec la **Franc-maçonnerie dogmatique**.

Certes, sur les 84 membres connus de la **Commune**, plus du quart des élus sont des Frères. D'ailleurs dans un arc politique assez large qui va de la gauche modérée aux éléments les plus radicaux. On n'y trouve cependant aucun dignitaire du **Grand Orient**.

« A Paris, la Maçonnerie "officielle" tenta une vaine conciliation dès le 8 avril en adoptant, sous l'impulsion du **Frère Saugé**, Vénérable de la Loge **Les Disciples du Progrès**, un manifeste approuvé par douze Vénérables et deux membres du **Conseil de l'Ordre** proches du Pré-

sident pour appeler à l'arrêt de l'effusion du sang. Manifeste qui précéda l'envoi d'une délégation à Versailles qui fut reçue le 12 avril par le **Frère Jules Simon** et **Adolphe Thiers**, lequel exigea la soumission de la Commune en préalable à toute discussion<sup>1</sup> »

Rappelons également que le **Conseil de l'Ordre**, répliqué à Versailles, déclara dès le 29 mai que : « la Maçonnerie est restée parfaitement étrangère à la criminelle sédition qui a épouvanté l'univers », proposant même que le **Convent**, qui eut lieu en septembre « étudie les mesures à prendre au sujet des manifestations en faveur de la **Commune**<sup>2</sup> »

De fait il n'y eut aucune mesure pratique dans ce sens, mais par ailleurs, la proposition d'une discussion initiée par **Frédéric Desmons** en faveur d'une amnistie générale fut rejetée. Dans les Loges, peu à peu, et ce, bien avant la **Commune**, avait commencé une lente évolution opérant l'arrivée de nouvelles générations, favorables aux

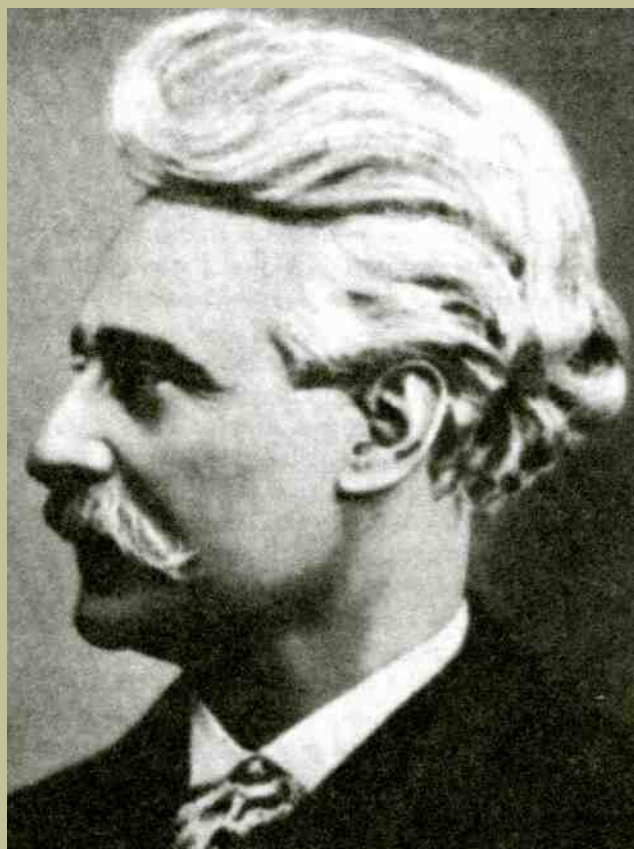
**(1842-1911)**

idées républicaines, laïques. Beaucoup de Frères se réclamaient, de fait, des idéaux portés par le mouvement communal.

Dans un pays où le droit de réunion et d'association est strictement réglementé, la maçonnerie est une force attractive. L'élite du mouvement républicain, toutes tendances confondues, vient se faire initier.

Cinq ans avant les événements qui amenèrent les ouvriers « à monter à l'assaut du ciel »<sup>3</sup> en 1865, dans cette seconde partie du Second-Empire, dite « libérale », la Loge **L'Avenir** dans laquelle se trouvent des blanquistes, initie **E. Fribourg**, un ouvrier graveur, correspondant de l'Internationale. L'année suivante, en 1866, la même Loge fait entrer **Paul Lafargue** (que les archives de la Loge **L'Avenir** présente comme « étudiant en médecine, militant socialiste »), qui

épousera **Laura Marx**, seconde fille de **Karl Marx**, deux ans plus tard en 1868, puis **Charles Longuet**, qui lui-même, épousera **Jenny** la fille aînée de l'auteur du *Capital*, en 1872. La Loge **L'Avenir**,



Paul Lafargue (1842-1911)

fondée en 1863, dans la seconde partie de l'empire, s'était fixée comme but de rassembler ceux qui pouvaient entraîner la maçonnerie vers le réveil des idées républicaines<sup>4</sup> « Douze FF désireux d'ac-

tiver le développement et la propagation des hautes pensées philosophiques qui illuminent et vivifient l'œuvre sainte dont ils se proclament les dévoués et fidèles fils. Ils décident la création d'une Loge maç.

à l'Orient de Paris, sous le titre distinctif de **L'Avenir**, sous l'obédience du **Grand-Orient de France** en se conformant aux articles 104 et suivants des statuts et règlements généraux de l'ordre maçonnique de France.»

(procès-verbal de fondation de la Loge **L'Avenir**).

Lorsque **Paul Lafargue** est initié, la Loge n'a que quelques années d'existence, mais elle passera de 16 membres à sa fonda-

tion officielle au GODF à 138 en 1868 (année de l'initiation de **Charles Longuet**). Elle s'affirme rapidement pour son indépendance et sa volonté de promouvoir la liberté.

Ses effectifs redescendront

à 51 quelques années après **la Commune (1875)**, pour ne remonter d'une manière significative que vers les années 1905 par l'arrivée des militaires. Un des travaux de la Loge – suite à **l'Affaire Dreyfus**, dans laquelle l'Atelier s'impliqua clairement – fut consacré à l'armée « l'armée, ce qu'elle doit être » (qui inspira **Jaurès**). Une brochure fut éditée diffusée à 4000 exemplaires, et intéressa les militaires républicains et dreyfusards qui demandèrent en grand nombre leur initiation.

Son action est reconnue. Ainsi le Vénérable Maître de la Respectable Loge **La Parfaite Union à l'Orient de Confolens** peut-il écrire en 1864 : « Presque en même temps que le nôtre, au milieu de ce Paris, cerveau lumineux de la France, auréole flamboyante de l'Humanité, surgissait la Loge **L'Avenir**, qui semblait créée exprès pour donner satisfaction à notre besoin d'agir. Fondée par des jeunes gens au cœur chaud et dévoué, battant partout, au nom du progrès, le rappel de bon vouloir et se plaçant elle-même à l'avant-garde, elle conviait la grande armée maçonnique à sortir de sa trop longue inaction

et à se remettre résolument en route vers l'avenir. » Quelques temps après sa fondation, une proposition du Frère **Nauzais** est soumise au collège des Officiers : ne plus demander aux profanes lors de leur initiation de se mettre à genoux « antique usage peu digne du XIX<sup>e</sup> siècle » au moment de prê-



Laura Marx-Lafargue (1841-1911)

ter serment. Malheureusement cette proposition ne sera pas adoptée à ce moment-là par la Loge. Par contre, la proposition de supprimer dans les convocations l'invocation au **GADLU** est adoptée.

Elle délègue régulièrement son représentant aux Convents pour demander la suppression de la formule officielle "ALGDGADLU"

Elle n'obtiendra satisfaction qu'en 1877. En 1876, la Loge vote pour la suppression des épées dans les cérémonies. Quelques temps après son initiation **Eugène Pelletan**<sup>5</sup> (1813-1884) propose que la formule, accompagnant jusqu'alors la batterie « Vivant, Vivant, toujours Vivant », soit remplacée par « Liberté, Egalité, Fraternité »... formule qui fera flores, comme on sait. Le Frère **Longuet** proposera de supprimer la métaphysique de la Constitution. Cette proposition sera adoptée par la Loge : l'invocation officielle du **GADLU** est remplacée par « Au nom du droit et de la justice ». La Loge **l'Avenir** se distingue également par le refus d'envoyer une délégation à la mort du **général Magnan** parce qu'il avait été nommé Grand-Maître par **Napoléon III**, et non élu.

Le nouveau Grand-Maître **Mellinet** prend un décret par lequel il annonce que des inspecteurs des Loges seront nommés pour surveiller les travaux philosophiques des Ateliers. Vive protestation de la Loge **l'Avenir**, protestation portée au Grand Maître. Il faut dire que l'Atelier avait délibéré sur les moyens de propager la coutume des

enterrements civils, ce qui déplaisait fort... Résultat, la Loge est suspendue pour six mois ! Elle reprend ses activités sans courber l'échine. Une brochure consacrée au sujet des funérailles civiles, eut d'ailleurs droit à deux tirages.

En septembre 1871, elle attribue 200 francs pour l'impression des statuts d'un projet d'association ayant pour but la propagande de l'Instruction civique et laïque générale en France. 400 francs pour une école laïque de jeunes filles, 100 francs pour l'école laïque de Saint-Denis... Toutes ces actions ont continué jusqu'au vote des lois Ferry.

Sous l'impulsion de ces nouvelles pierres sur les colonnes, des thèmes nouveaux sont abordés par des Loges de plus en plus nombreuses, non seulement pour éclairer en interne, mais encore – sans doute – en direction de l'extérieur, comme par exemple : « Une morale intolérante peut-elle être tolérée ? » ou « de la morale divine à la morale humaine », ou encore : « un catholique peut-il être reçu Franc-Maçon ». Les tenants de cette propagande dénoncent dans l'Église catholique, son immobilisme, son principe

d'autorité, et son combat systématique contre **la Raison** : tout autant d'obstacles à la victoire des idéaux républicains, et à l'avènement d'une morale sociale vraiment universelle et démocratique.

Ses principes vont peu à peu fonder le **Grand Orient** comme un lieu où va se fédérer : « des déistes, des spiritualistes et disciples de la religion dite naturelle, des panthéistes, des positivistes, des réalistes, (...) des sceptiques et des chercheurs de toutes sortes, des adeptes du sens commun et des sectateurs de la science pure ; ce diocèse qui, comprend dans sa largeur et sa latitude des esprits émancipés à divers degrés, mais tous d'accord sur ce point qu'il est besoin d'être affranchi d'une autorité absolue et d'une soumission aveugle, [et dont] chaque membre (...) est tenu par conscience à remettre la vérité, la science, la libre recherche et ses droits sous les yeux de qui-conque serait tenté de les oublier et de les méconnaître » (**Sainte-Beuve, 1868, Discours devant le Sénat impérial**).

L'aboutissement de cette évolution des esprits sera logiquement l'abandon de

la référence obligée à « la croyance en Dieu et en l'immortalité de l'âme ». Dès 1877, suite au rapport présenté au Convent par le **Frère Frédéric Desmonds** (pasteur de son état, faut-il le rappeler), le **Grand Orient** affirme : « La Franc-Maçonnerie, institution essentiellement philanthropique, philosophique et progressive, a pour objet la recherche de la vérité, l'étude de la morale universelle, des sciences, des arts et l'exercice de la bienfaisance (...) Elle a pour principes la liberté absolue de conscience et la solidarité humaine (...) ».

### **Revenons à Paul Lafargue**

« L'ascendance de Paul Lafargue, nous dit le **Maitron**, est des plus complexes. Sa grand-mère paternelle, une mulâtresse de l'île de Saint-Domingue, mariée à un Français probablement venu de la région bordelaise, chercha refuge à Cuba lors du soulèvement des Noirs (1796-1802) au cours duquel son mari disparut. Expulsée de Cuba, comme tous les émigrés français, par la révolte des colonies espagnoles, elle gagna La Nouvelle-Orléans avec l'enfant qui devait être le

père de **Paul Lafargue** (...). Le calme revenu elle retourna à Santiago [de Cuba] (...) Le grand-père maternel de **Lafargue**, **Abraham Armagnac**, d'une famille juive et française vivant à Saint-Domingue, rentra de France où il avait terminé ses études lorsque la révolte locale obligea sa famille à quitter l'île.

Bientôt, il vécut, hors des liens légaux du mariage, avec celle qui fut la grand-mère maternelle de **Lafargue**, une Caraïbe, fille de cette race indigène que la colonisation européenne devait peu à peu submerger et éteindre.

Dans les veines de **Lafargue** coulait le "sang de trois races opprimées", mulâtres, juifs, indiens, disaient ceux qui voulaient étaler ses lettres de noblesse révolutionnaire. D'autres ne manquaient pas de plaisanter ses origines mêlées et de souligner que ses ancêtres n'avaient pas amassé que des malédictions. Sa mère lui laissa effectivement quelque avoir (...).

En 1851, **Paul** est envoyé poursuivre ses études en France, où il fréquente les lycées de Bordeaux et de Toulouse, puis commence des études de médecine. Dans cette période

*bouillonnante pour la jeunesse, et notamment pour la jeunesse étudiante, il engage le combat contre l'Empire. Il collabore au journal **La Rive gauche** fondée en 1864 par **Charles Longuet** de trois ans son aîné, et qui sera le rédacteur en chef du « Journal officiel » de la **Commune de Paris**.*

### **Paul et Laura, pour le meilleur et pour le pire**

*En février 1865, il fait un voyage à Londres où il rencontre **Karl Marx**. En octobre de la même année, il coorganise le premier congrès international des étudiants à Liège. Il y fait un discours remarqué et qui aura des conséquences : il réclame notamment "la suppression des rubans aux couleurs nationales et l'adoption d'une seule couleur, la couleur rouge".*

*Suite à cela, il est exclu de l'Université de Paris et pour deux ans des universités de l'Empire. Il se réfugie alors à Londres, où il peut achever ses études. Il fréquente la maison des **Marx**, et s'éprend de leur fille cadette, **Laura Marx**, dans une lettre à **F. Engels** datée du 23 août 1866 juge le jeune homme « très brave garçon, mais enfant*

*gâté et par trop enfant de la nature ». Il a également quelques préventions sur le plan financier. Dans une autre lettre à **Engels**, il déclare : « J'ai écrit aujourd'hui une longue lettre en français à Lafargue pour lui dire que les choses ne pourront aller plus loin et aboutir à un arrangement que lorsque sa famille m'aura fourni des renseignements positifs sur sa situation économique. » **Lafargue** ne se le fait pas dire deux fois et contacte son père à Bordeaux. Quelques temps après **Marx** s'estime rassuré : « Le père m'a écrit de Bordeaux, a demandé pour son fils le titre de fiancé et m'a fait, au point de vue financier, des conditions très favorables. » Le mariage a lieu deux ans plus tard en avril 1868.*

*Sur le plan politique, **Lafargue** abandonne peu à peu ses idées proudhoniennes et adhère aux idées de son beau-père et dès 1866 il entre au **Conseil général de l'Internationale** comme représentant de l'Espagne (fonctions qu'il occupera plusieurs années). Ce n'est pas pour autant qu'il assimila totalement les fondements du marxisme. **Engels** le reprend souvent, et même, pendant un*

temps **Lafargue** se laissa tenter par le **Boulangisme** qu'il qualifie de « véritable mouvement populaire pouvant revêtir, selon lui, une forme socialiste si on le laisse se développer librement<sup>6</sup> »

Les **Lafargue** rentrent en France et **Paul** essaye au début de l'année 1870, d'obtenir l'équivalence de son diplôme de médecin acquis à Londres. Sur place, il fréquente les Internationaux parisiens, et appartient à la section de Vaugirard de l'**AIT**. Lorsque la guerre éclate, les époux gagnent Bordeaux où vit la famille de **Paul**. Ils y sont rejoints par les deux autres sœurs de **Laura** : Est-ce une consigne du père pour mettre à l'abri ses filles ? Il est vrai que **Marx**, au début, ne voit pas d'un bon œil ce mouvement qu'il juge quelque peu suicidaire. Ce qui ne l'empêchera pas ensuite de soutenir la **Commune** sans arrière-pensée. **Marx** était... marxiste, et donc il réagissait non en fonction d'un dogme, mais en analysant les faits.

**Après la Commune de Paris, l'exil, les malheurs familiaux, la construction de l'Internationale**

**Lafargue** reprend ses activités politiques. La section bordelaise est rapidement dissoute, mais il la reconstitue aussitôt et écrit dans la **Fédération**, son organe de presse, et en devient le secrétaire-correspondant.



Paul Lafargue (1871)

En avril, quelque 300 personnes descendent dans les rues de Bordeaux, descendent les pavés et bombardent la caserne de la Garde nationale en criant « **Vive la Commune** ». Il fait partie des 21 membres de l'**Internationale** candidats aux élections municipales du 30 avril 1871, une liste « adoptant dans son entier le programme de la

**Commune de Paris** », selon les archives de la Police. La situation devenant dangereuse après la **Semaine sanglante** et l'écrasement de la **Commune de Paris**, les **Lafargue**, accompagnés des deux autres sœurs de **Laura**, se réfugient d'abord à Saint-Gaudens, puis à Luchon. Les drames se succèdent : le 26 juillet, leur troisième enfant, âgé de quelques mois, meurt. En janvier de l'année précédente, ils avaient déjà perdu une petite fille de trois mois.

Avec **Laura**, **Paul** passe en Espagne. Il est arrêté à Huesca le 11 août, à la demande de **Thiers**. Mais l'extradition étant refusée, il est libéré le 21. Dès novembre, il peut rétablir le contact avec **Engels**, et le 24 décembre il est à Madrid en tant que délégué du **Conseil général**. Avec les militants espagnols **Mora** et **Pablo Iglesias**, il fonde **La Emancipation**, organe de l'**AIT** à Madrid et combat l'influence très forte de **Bakounine** dans ce pays. Il participe aux Congrès de Saragosse (avril 1872) où il avance quelque peu face aux partisans du célèbre anarchiste, mais au congrès suivant à Cordoue (décembre 1872/janvier 1873), il subit un véritable revers qui s'ajoute à son

exclusion de la **Fédération de Madrid**. Durant cette période sur le plan familial, un nouveau deuil frappe les **Lafargue** : la mort de leur fils aîné **Etienne** au mois de mai 1872.

Avec quelques amis, il crée une nouvelle **Fédération madrilène**, qui ne jouera pas un grand rôle immédiatement, mais qui sera l'amorce de ce qui deviendra le **Parti Socialiste**.

Au Congrès international de La Haye (septembre 1872), il représente la Fédération de Madrid (la nouvelle) et y vote les pleins pouvoirs au **Conseil général** pour l'exclusion de **Bakounine** et de **James Guillaume**. Il vote également pour le transfert du Conseil général à New-York, ouvrant une nouvelle voie pour la construction des partis ouvriers qui constitueront la **Seconde Internationale**. Avec **Marx**, et surtout **Engels**, il rédige une brochure intitulée **L'Alliance de la démocratie socialiste et l'AIT**.

Après le Congrès de la Haye, les **Lafargue** vont s'installer à Londres. Suite à la douleur de la perte de ses enfants, il renonce définitivement à la médecine, et ouvre un atelier de photolithographie et de gravure. Une entreprise qui ne

fit pas des affaires très florissantes, il faut bien le dire.

### **Retour en France, le combat au côté de Jules Guesde**

Après l'amnistie de 1882, il rentre en France où il devient rédacteur pour une compagnie d'assurance. Dès 1880, il collabore, d'abord anonymement, au journal **L'Egalité** de **Jules Guesde** (qu'il a rencontré à Londres) et milite au sein du **Parti Ouvrier**. Dans les années 1880, il est, tout comme **Jules Guesde**, l'une des rares voix en France à s'élever contre le colonialisme. Il dénonce par exemple, lors de la conquête de la Tunisie, « la responsabilité du sang versé en Afrique et des infamies commises, [qui] retombe sur la tête de la bourgeoisie » (décembre 1881). Il participe en 1882 au Congrès de Saint-Étienne où s'opère la scission entre **Possibilistes** et **Socialistes**. Le programme des Socialistes, signés par **Lafargue** et **Guesde** avait été travaillé par **Marx**. Les socialistes, minoritaires, fondent alors le **Parti Ouvrier Français** (POF), et **Lafargue** en est le candidat pour les élections municipales à Paris en 1887, dans le V<sup>e</sup> arrondis-

sement, puis aux élections législatives de 1889 (dans le Cher).

**Lafargue** joue un rôle de premier plan aux différents congrès du Parti (comme à Marseille en 1892 ou à Nantes en 1894), et notamment dans l'élaboration de son programme agraire. Il est à cette époque en totale fusion avec **Guesde** sur le plan de la pensée, et même son inspirateur parfois, ayant sans doute mieux assimilé la pensée marxiste que ce dernier – toute chose étant relative par ailleurs. En effet, **Lafargue** considérait le marxisme, non comme un « guide pour l'action » comme le firent notamment **Lénine** et **Trotsky** et d'autres après eux, mais comme un « déterminisme économique ».

### **Le droit à la paresse**

De plus, **Lafargue** n'était pas un grand orateur, contrairement à **Guesde**, il était plutôt un polémiste, plus homme de plume, un journaliste défendant une doctrine. Ce qui ne l'empêcha pas de porter la parole du Parti dans les milieux ouvriers, et même d'encourager la répression. Suite à des propos tenus dans la région minière, industrielle et rurale de Commeny (Montluçon) dans l'Allier,

en septembre 1882 avec **Guesde**, ils furent condamnés en appel par les Assises de Moulins à six mois de prison et 100 F d'amendes. C'est à la prison de Sainte-Pélagie qu'ils établirent le programme du **POF** ; C'est dans cette prison politique située place du Puits-de-l'Ermitte (V<sup>e</sup> arrondissement) que **Lafargue** rédigea son célèbre **Droit à la paresse**.

Il s'agit moins, dans cet ouvrage, d'une apologie du farniente que d'un manifeste social centré sur la « valeur travail », et sur l'idée que les humains s'en font. Il s'agit d'une analyse des structures mentales collectives du XIX<sup>e</sup> siècle, une remise en cause décisive du statut du travail considéré comme une « valeur ». Il y dénonce **Thiers**, qui souhaite « (...) rendre toute puissante l'influence du clergé, parce qu'[il] compte sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici-bas pour souffrir et non cette autre philosophie qui dit au contraire à l'homme : "Jouis"<sup>7</sup> ».

Il y prophétise : « Si, déracinant de son cœur le vice qui la domine et avilit sa nature, la classe ouvrière se levait dans sa force ter-



V. Considérant



J. Guesde



P. Lafargue



Vaillant



Chauvière



Malon



Duc-Quercy



Brousse



Allemane



F. Engels



Liebknecht



Bebel

LE PARTI SOCIALISTE

D'après des photographies de MM. Gajet, Sauson, Cepellio, Pierre Petit, Marais, Dubouche, Hall et Son, Brasta, Backofen.

Le Parti Socialiste - portraits parus dans *L'Illustration* - 1892

r  
ible, non pour réclamer les **Droits de l'Homme**, qui ne sont que les droits de l'exploitation capitaliste, non pour réclamer le **Droit au Travail** qui n'est que le droit à la misère, mais pour forger une loi d'airain, défendant à tout homme de travailler plus

de trois heures par jour, la Terre, la vieille Terre, frémissant d'allégresse, sentirait bondir en elle un nouvel univers... » *L'ouvrage paraît d'abord en feuilleton dans L'Eveil, le journal de Guesde.*

**Au service du POF,  
nouvel  
emprisonnement  
suite aux événements  
de Fourmies,  
et renversement de la  
situation**

Pendant ces années, il multiplie les écrits dans divers journaux et revue, il donne de nombreuses conférences, des cours d'économie sociale. Cet enseignement le mène une première fois devant les Assises de la Seine en 1886, mais il est acquitté.

Cette même année, **Laura Marx-Lafargue** hérite d'une partie de la fortune de **Friedrich Engels**. **Paul** et **Laura** achètent alors une propriété à Draveil (Seine-et-Oise, aujourd'hui département de l'Essonne).

Par contre, en 1891, délégué par le Conseil national du **POF**, il donne plusieurs conférences à Fourmies et dans des communes avoisinantes. Le 1<sup>er</sup> mai, la manifestation ouvrière qui réclamait la journée de huit heures est sauvagement réprimée, faisant neuf morts dont deux enfants et trente-cinq blessés. Bien que la responsabilité incombe aux forces de l'ordre, ce sont les ouvriers qui sont réprimés. Neuf d'entre eux seront condamnés à des peines de prison

pour « entrave à la liberté du travail, outrage et violence à agent ». **Lafargue** est victime d'une honteuse campagne de presse le calomniant et déformant ses propos. Il est inculpé comme un des instigateurs du « tumulte ». Il comparait devant les Assises du Nord (où il est défendu par **Alexandre Millerand**), et condamné à un an de prison... Il n'y restera que quelques mois.

Suite à la mort du député radical de la 1<sup>ère</sup> circonscription de Lille, **Werquin**, il est présenté comme candidat par le **POF**. Au début d'octobre 1891, il adresse de sa cellule un appel aux électeurs lillois : « Vous aurez, le 25 octobre, à juger cette République bourgeoise qui, fondée grâce à vous, au prix d'efforts et de sacrifices sans nombre, n'a su, depuis vingt années de patience et de misère mises généreusement à son service, qu'augmenter les charges budgétaires, encourager les tripotages financiers et frapper le pain et la viande de droits affameurs... Vous aurez à juger cette société capitaliste qui concentre de plus en plus dans les mains fainéantes les moyens de production industriels et agricoles, multiple le nombre des prolétaires

sans propriété, les transforme en machines à profits, eux, leurs femmes et leurs enfants, et prétend payer sa dette aux producteurs, ainsi dépouillés de leurs produits, avec le bureau de bienfaisance et l'hôpital. »

Une campagne de presse haineuse se déchaîne contre lui. Il est attaqué dans sa personne, ses origines ethniques, ses attaches avec « le prussien » **Marx**, ses écrits, et notamment **Le droit à la paresse**. Malgré cela, il emporte les élections par 6 420 voix contre 5 175 au candidat gouvernemental. La Chambre valide son élection et le 9 novembre, il passe de Sainte-Pélagie au Palais-Bourbon. Ses débuts y furent remarquables, puisqu'il présente une proposition d'amnistie générale qui n'obtint certes que 109 voix contre 393.

Les bourgeois s'affolent. **Leroy-Baulieu**, professeur au Collège de France déclare ; « Avec **M. Lafargue**, gendre de **K. Marx** ce qui entre dans le Palais-Bourbon, c'est le collectivisme, c'est une doctrine arrêtée, systématique. Qu'on ne s'y trompe pas : l'entrée brusque du collectivisme au Parlement est un événement. Que **M. Jules Guesde**, par hasard, soit

élu à son tour, et la France aura l'équivalent de **Bebel** et de **Liebknecht...** » *Et, après avoir opposé ces "hommes d'étude et de propagande" aux opposants de jadis, aux "poupees de l'extrême gauche", il concluait : "L'entrée du collectivisme au Parlement dans la personne de ces rudes batailleurs sans prétentions ni relations mondaines est un tout autre facteur. Eh bien ! qu'on y prenne garde" (L'Économiste français. 5 décembre 1891).*

*Aux élections suivantes, la circonscription ayant été remaniée pour enlever une partie de l'électorat lillois et y ajouter un certain nombre de cantons ruraux, Lafargue est battu et ne sera jamais plus député. Il redevient propagandiste.*

### **Chevalier du Travail**

*En 1876, il est initié à l'Ordre des Chevaliers du Travail. Une organisation secrète de défense ouvrière, pré-syndicale qui naît d'abord aux Etats-Unis (1868), inspirée du modèle maçonnique. En 1886, elle pourra se prévaloir de plus de 700 000 adhérents.*

*Le cas de son développement français est intéressant, nous indique le site **syndicalisme.com**, « car c'est là que la Chevalerie du Travail affirme une identité typique, caractéristique de la tradition révolutionnaire dans ce pays. Cette tradition de so-*



*ciété secrète puise ses sources dans la Révolution française et plus précisément dans la Conjuraton des Egaux de Babeuf (1796-1797). Gracchus Babeuf prévoyait de renverser le Directoire, accaparé par la bourgeoisie, et d'instaurer le communisme par une République Égalitaire*

*pour le peuple et par le peuple. Babeuf est d'ailleurs reconnu comme étant le père des idées socialistes, communistes et anarchistes. La Conjuraton des Égaux mène évidemment une existence clandestine, mais a aussi la particularité d'avoir des rites initiatiques, un langage codé et symbolique, et ses membres sont intronisés « Chevaliers de l'Ordre des Egaux ». Cet ésotérisme avec certains rituels et certaines pratiques initiatiques se retrouvera un siècle plus tard dans les assemblées secrètes de l'Ordre des Chevaliers du Travail Français. (CTF) »*

*Les premiers secrétaires généraux et Grands Maîtres étaient des Blanquistes. Pour adhérer, il fallait être reconnu comme « républicain » (ce qui n'a pas le même sens qu'aujourd'hui), le Socialisme étant considéré comme l'achèvement de l'idée républicaine : l'instauration de la République ne peut passer que par la Révolution. Le troisième secrétaire de l'Ordre ne fut rien d'autre que Fernand Pelloutier. Selon Maurice Dommanget qui a livré un ouvrage intitulé La Chevalerie du*

**Travail française 1893-1911, contribution à l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier, l'existence et l'action de cette dernière auraient préfiguré et même favorisé l'unité syndicale (1895 et 1902) et l'unité socialiste (1905). En effet, à l'image des différents secrétaires généraux qui se sont succédé au sein de l'Ordre, et en regardant la composition des différentes sections locales dites « chantiers », on retrouve tous les courants issus de la Première Internationale et plus spécifiquement ceux issus de la Commune de Paris : blanquisme, guesdisme, allemanisme, possibilisme, syndicalisme révolutionnaire et anarchisme. La ligne politique de l'Ordre entre 1893 et 1905, ce qui correspond à sa période d'apogée, montre la prédominance de l'allemanisme, puis du syndicalisme révolutionnaire en son sein.**

On note quelques traits caractéristiques de ces deux courants très proches, qui vont définir la direction et l'identité de la CTF :

- Méfiance vis à vis du parlementarisme. Les membres détenteurs d'un mandat politique sont d'ailleurs interdits de maî-

trise (par exemple, un membre élu maire d'une commune ou député ne peut prétendre au grade de Maître de l'Ordre).

- Privilégier l'action directe et le sabotage comme moyens de déstabiliser le système capitaliste bourgeois et de préparer les travailleurs à l'affrontement de classe.

- Détruire le système capitaliste par la grève générale et destituer le pouvoir de la bourgeoisie par l'insurrection populaire et la discipline ouvrière du travail.

- Nécessité de défendre l'indépendance et l'autonomie des travailleurs en accordant la priorité au syndicalisme.<sup>8</sup>

### **Contre le ministerialisme, pour la SFIO**

Ces positions amènent Lafargue à combattre au congrès des organisations socialistes de la salle Japy à Paris, en décembre 1899, la participation ministérielle de Millerand, qui certes, portait témoignage de la « force grandissante du socialisme », mais qui, « dès l'instant qu'on ne la présentait pas comme une action exceptionnelle mais comme une nouvelle méthode d'action » est porteuse de tous les dan-

gers. [Cela] écarte le socialisme de son vrai terrain de lutte, et « associe ses représentants [du combat socialiste] aux « fautes » et aux « crimes » « que commet le gouvernement bourgeois ».

A partir de ce combat, et des regroupements qu'il avait entraînés, Lafargue se retrouva avec le POF au Parti socialiste de France d'Edouard Vaillant, et en 1905, il participa à la création de la SFIO dont il devint membre de la direction jusqu'à sa mort. Il participa à la plupart des congrès, en y jouant un rôle non négligeable. Sur le plan international il défendit les thèses antimilitaristes et proclama son peu de confiance dans les thèses d'insurrection contre la guerre. Il signe également de nombreux éditos dans L'Humanité.

Petit à petit le fossé entre lui et Guesde s'agrandit. En commençant par l'Affaire Dreyfus. Guesde, en bon dogmatique qu'il était, pensant que le mouvement ouvrier n'avait pas à se préoccuper de cette affaire de bourgeois. Au contraire, à l'instar de Jaurès, Lafargue penchait pour une action déterminée du Mouvement ouvrier sur cette question.

**70 ans...**

Mais les 70 ans de **Lafargue** approchaient, date à laquelle il avait estimé devoir mettre fin à ses jours pour ne pas subir les atteintes physiques et intellectuelles d'une vieillesse trop avancée. Au retour d'une soirée théâtrale à Paris, **Paul et Laura Lafargue** se donnèrent la mort à Draveil, Grande-Rue, n° 20, dans la maison où ils habitaient.

Dans une courte lettre, il se justifie : « Sain de corps et d'esprit, je me tue avant que l'impitoyable vieillesse qui m'enlève un à un les plaisirs et les joies de l'existence et qui me dépouille de mes forces physiques et intellectuelles ne paralyse mon énergie, ne brise ma volonté et ne fasse de moi une charge à moi et aux autres. »

Le dimanche 3 décembre 1911, leurs dépouilles furent incinérées au Père-Lachaise avec le concours d'une nombreuse assistance et d'une cohorte d'orateurs dont la présence simultanée à Paris attesta du renom de **Lafargue** dans le mouve-

ment socialiste : **Dubreuilh**, secrétaire général de la SFIO, **Bracke** (savant helléniste, député et membre de la SFIO), **E. Vaillant**, **J. Guesde** et **J. Jaurès**, pour la France, **Karl Kautsky**, pour la So-



La propriété des Lafargue à Draveil

cial-démocratie allemande, **Anseele**, pour le PO belge, **Keir Hardie**, au nom du Labour Party, **Lénine**, **Alexandra Kollontai** pour le POSD de Russie, **Roubanovitch** pour les Socialistes révolutionnaires russes<sup>9</sup>. **Aragon** en fait un épisode de son roman **Les cloches de Bâle**.

**Claude Singer****Notes :**

1 Commune de Paris (Mars-Mai 1871). la Franc-Maçonnerie Déchirée par André Combes Préface de Jean-Robert Ragache Dervy,

2014, collection L'Univers Maçonique, 247 p.

2 Op. cit idem

3 Marx, Lettre à Kugelmann 1871

4 Ces informations proviennent d'une brochure (consultable sur Gallica) La Loge l'Avenir dans le passé, exposé par le Vénérable de l'Atelier A. Terriet, fait en Loge le 11 décembre 1928

5 Ecrivain, républicain, homme politique (député, ministre, sénateur). Initié franc-maçon en 1864 dans la loge l'Avenir, dont il devient vénérable, avant d'entrer au Conseil de l'ordre du Grand Orient de France. Il est le père de Camille Pelletan.

6 Lettre du 27 mai 1888.

7 Débats de la Commission de 1849, discussion parlementaire et loi de 1850, dont le texte plus complet est : « Je suis prêt à donner au clergé tout l'enseignement primaire. Je demande formellement autre chose que ces instituteurs laïques, dont un trop grand nombre sont détestables ; je veux des Frères, bien qu'autrefois j'aie pu être en défiance contre eux ; je veux rendre toute-puissante l'influence du clergé ; je demande que l'action du curé soit forte, beaucoup plus forte qu'elle ne l'est, parce que je compte beaucoup sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici pour souffrir. Je dis et je soutiens que l'enseignement primaire ne doit pas être forcément et nécessairement à la portée de tous ; j'irai même jusqu'à dire que l'instruction est, suivant moi, un commencement d'aisance, et que l'aisance n'est pas réservée à tous. »

8 Op cité syndicalisme.com/chevalerie-du-travail

9 op. cit Le Maître.

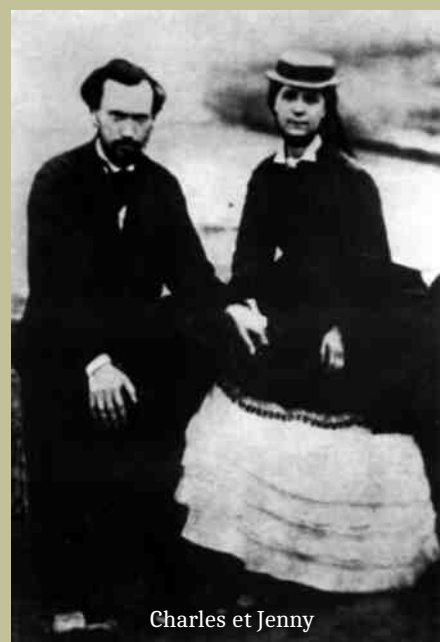


## Charles Longuet, ...

**T**rès souvent, quand le nom de **Charles Longuet** est évoqué, ce sont les informations résumées par Wikipédia qui viennent à l'esprit, je cite : « **Charles Longuet**, né le 14 février 1839 à Caen (Calvados) et mort le 5 août 1903 à Paris, est un militant socialiste, membre de **l'Association internationale des travailleurs**, et personnalité de la Commune de Paris, par la suite devenu le gendre de **Karl Marx** en épousant sa fille aînée **Jenny Marx**. » Et pour bien faire comprendre les choses, à côté de ce résumé est accolée la photo du couple, vous savez **Charles** dont le Beau-Père est le célèbre M...

Tout ça présente quand même le caractère d'une grande injustice, même si **Charles Longuet** ne fut pas le premier, mais le second gendre de **Marx**, étant devancé par son ami et camarade **Paul Lafargue** qui épousa **Laura**, la deuxième fille de **Marx** en 1868. Ce n'est, en effet qu'en mars 1872 que **Jenny** et **Charles** se fiancent pour se marier

le 9 octobre à Londres, exil oblige. A noter que **Friedrich Engels** est le témoin de **Jenny** et **Albert Theisz** celui de **Charles**.



Charles et Jenny

L'aspect physique de **Charles** est plutôt style «**grand dégingandé**» mais **Jules Clère**<sup>2</sup> dresse de lui le portrait suivant : « Ses cheveux abondants et plats, ses yeux noirs et perçants, son rire bruyant, sa voix stridente, ses jambes interminables, ses bras toujours en rotation, ses allures turbulentes et échevelées en font le type le plus accompli de bohème que l'on puisse rencontrer (...) doué d'une grande facilité de

**S'il existait une tombe d'un soldat inconnu de la Commune, ce serait certainement celle de Charles Longuet ! -Une seule commémoration en 2021, sous forme d'une plaque en l'honneur de l'enfant du pays, à Giberville, 150 ans après la commune**

**Une seule biographie sur l'homme et un grand merci à Gérard Dittmar, auteur et éditeur de ce précieux travail, là aussi en 2021.<sup>1</sup>**

**Et pourtant...**

**Jean-Paul Charaux**

## un communard presque oublié !

plume et de parole (...) **Longuet** possède un véritable talent oratoire, il est pétillant de verve et d'originalité et il a, de plus, cette rare faculté de pouvoir parler des heures entières sans aller à la recherche d'un mot et sans avoir besoin de se reposer »



Jenny et Laura

### Le journaliste et le début de l'engagement

Né à Caen en février 1839, **Charles** appartient à une famille cléricale et royaliste, sa sœur est Mère supérieure d'un couvent de Carmélites. Courtes études en droit à Paris qu'il abandonne pour se tourner vers

le journalisme et revient à Rouen. Cette passion du journalisme a toujours été la toile de fond de son engagement politique. La liste de ses collaborations dans les différentes publications est impressionnante. Il crée son 1<sup>er</sup> journal en 1863, totalement financé par l'argent maternel « **La jeunesse normande** » tiré quand même à 15 000 exemplaires. Pour des raisons techniques le journal ne sera jamais distribué ! Quand il revient à Paris, il façonne en 1864 le journal « **Les écoles de France** » qui fut interdit rapidement car non autorisé.

En fin 1864, avec d'autres comme **Anatole France**, **Gustave Flourens**, il fonde « **La rive gauche** » journal réputé très engagé. D'ailleurs quand il adhère à l'**Internationale**, il publie dans ce journal le préambule et les statuts provisoires de l'**Association Internationale des Travailleurs** (AIT) concoctés par **Marx**. En cette année 1865, « **La rive gauche** » est interdit, le journal est transféré à Bruxelles et **Charles Longuet** condam-

né à huit mois de prison est finalement expulsé en septembre. Il rejoint Londres

### Charles Longuet, Maçon...

Dans ce premier exil à Londres, **Charles Longuet** s'affilie à la Loge maçonnique des **Philadelphes**.

### Un mot sur les Philadelphes.<sup>3</sup>



L'origine de cet appellation maçonnique viendrait d'une Loge de Narbonne des **Philadelphes**, mais le développement d'un réel mouvement des **Philadelphes** eut lieu dans la période napoléonienne, période dans laquelle des survivants Jacobins se regroupent au sein de l'armée en réaction au bonapartisme du pouvoir. On peut trouver des échos avec

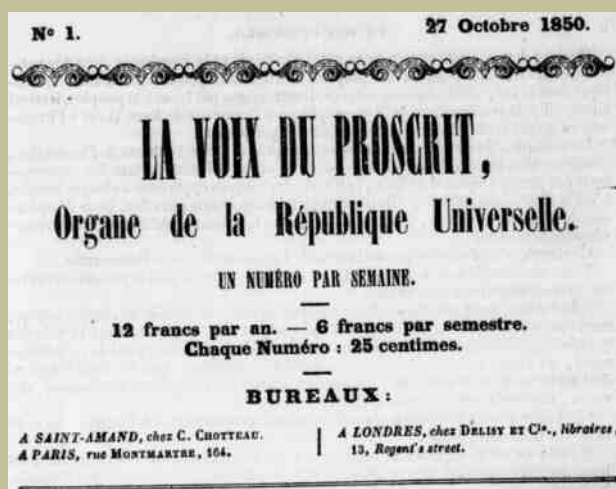
les mouvements du **carbonarisme**.

Mais c'est en 1850 que se crée la grande Loge des **Philadelphes** à Londres sous l'impulsion de **Jean Philippe Berjeau**, journaliste de « **La voix du proscrit** », organe de la **République Universelle**, et travaillant au **Rite de Memphis** (Rite établi par **J-Etienne Marconis de Nègre**)<sup>5</sup>.

Cette Loge recueille en réalité et s'ouvre fraternellement à tous les proscrits et bannis de toutes tendances républicaines comme **Louis Blanc**, **Alfred Talan-dier**, **Charles Longuet**, mais aussi... **Guiseppe Garibaldi** qui en était membre honoraire. C'est un vieil ouvrier cordonnier **Benoit** qui en est le Vénérable à cette époque, connu pour ses engagements dans les mouvements de 1830 et 1848. Il reviendra d'ailleurs en France pendant la **Commune**.

Petite inquiétude du futur beau-père de **Longuet** (même, beau-père, s'il ne le sait pas encore ! ) qui voit ces accointances maçonniques londoniennes en 1865 d'un mauvais œil ! En effet **Marx** et **Engels** le cataloguent comma Blan-

quiste. Dans une lettre à **Engels** le 5 janvier 1866, **Marx** écrit ceci : « Il s'est formé une intrigue contre **l'Internationale** [...] Pour le moment, je ne te dirai que ceci : **Le Lubez** et **Vé-sinier** (ce dernier sait qu'une enquête sur son passé est en cours ; il a regagné Bruxelles) ont ici



unesec-tion française (en réalité section d'opposition), en collaboration avec **Longuet**, rédacteur de **la Rive gauche**. »

L'inquiétude ne durera pas car le 16 janvier, **Charles Longuet** est promu comme membre du Conseil central de **l'Internationale** et **Marx** le propose lui-même comme correspondant pour la Belgique, à sa place.

Cela dit sur le chapitre maçonnique, si j'ose dire, il faut savoir que **Charles**, en France, a été initié à la Loge « **L'Avenir** » avec

d'ailleurs **Paul Lafargue**, son futur Beau-Frère. Rien d'extravagant étant donné l'espace plus ou moins libre que les **Obédiences** pouvaient offrir.

**André Combes** dans son étude sur « **la Franc-Maçonnerie et la commune de Paris** » relate qu'à la

veille de la Commune, la Maçonnerie se situe dans l'opposition républicaine, même si les fidèles du pouvoir bonapartiste sont encore là. Il précise : « Mais il y déjà tant de façons d'être républicain ! Déjà, des Maçons réveillent les souvenirs douloureux des journées de

juin 1848 quand la bourgeoisie avait tiré sur la classe ouvrière ! Ainsi, les amis blanquistes de **Germain Casse**, tentent de s'opposer à l'affiliation à **l'Union parfaite de la Persévérance** de **Pascal Duprat** auquel il est reproché d'avoir été alors cavaignaciste. Ces clivages vont se durcir avec le siège de Paris. »

Les **Obédiences** fluctuent entre l'objectif de rassembler ce qui est épars et plus radical, celui de la construction d'une République démocratique, sociale et universelle...et

délivré de l'armée et de l'Eglise.

**André Combes** poursuit ainsi en dressant le panorama maçonnique : « La Maçonnerie est donc attractive, dans un pays où les droits de réunion et d'association sont strictement réglementés. L'élite du mouvement républicain, toutes tendances comprises, vient se faire initier. Ainsi, à Paris, **Crémieux** parraine les candidatures

d'**Emmanuel Arago** et de **Jules Simon** à la Loge de Boulogne. À Paris, la Loge **l'École Mutuelle** est une pépinière de futurs cadres centristes et radicaux : **Tirard, Méline, Eugène Pelletan, Charles Hérisson, Yves Guyot...** À l'opposé, **les Amis de la Tolérance** se situent à l'extrême-gauche avec le chapelier **Amoureux** et le mécanicien **Assi**, organisateurs de grèves, avec l'ouvrier bijoutier **Landeck** et le publiciste **Rocheffort**. À Marseille, **la Réforme** réunit momentanément **Rouvier, Esquiros, Gambetta, Gaston Crémieux**. [...]

Les deux Loges les plus remarquables, en ces an-

nées, sont **la Renaissance par les Émules d'Hiram** et **l'Écossaise 13**. La première, autour de **Massol**, ancien saint-simonien devenu l'exécuteur testamentaire et le disciple de **Proudhon**, fonde la revue **La Morale indépendante** et recrute des hommes de qualité comme **Frédéric Morin, Ranc** ou les frères **Reclus**.

La seconde réunit des militants encore unis mais



qui vont se diviser, sous **la Commune**, en radicaux (**Floquet, Greppo, Mesureur, Ulysse Parent**) et révolutionnaires (**Beslay, Eudes, Lefrançais, Vallès...**).

Autre Loge avancée au Rite écossais : **l'Alliance 70** avec les blanquistes **Eugène Protot** et **Henry Granger**, avec le docteur **Goupil**, avec l'ouvrier bijoutier **Amédée**, un actif militant de **l'Internationale**. Au **Grand Orient**, les Blanquistes sont aussi à

« **l'Avenir** », atelier qui initie **Longuet** et **Lafargue**, les deux gendres de **Marx**, et mène campagne pour les enterrements civils. »

### **Ah! La Famille !**

*Cela dit les discussions étaient après dans les instances de l'Internationale dans lesquelles Charles Longuet pris part. Sans rentrer dans le détail par exemple des différents entre Marx et Mazzini/Wolf concernant la rédaction des statuts, ou encore entre Marx et Vésinier/ Le Lubez.*

*Un autre différent s'est imposé en juin 1866 lorsque le journal de Charles Longuet « La rive gauche » publia l'« Appel aux étudiants de Paris, aux étudiants et aux jeunes hommes de tous les pays, les ouvriers de tous les pays » et présenté par Paul Lafargue au Comité central de l'Internationale. Marx absent, ce jour-là était en désaccord sur ce texte sur d'importantes questions portant sur la guerre et les nationalités. Gérald Dittmar, dans sa biographie de Charles Longuet raconte la réaction de Marx à cet épisode :*

*Un autre différent s'est imposé en juin 1866 lorsque le journal de Charles Longuet « La rive gauche » publia l'« Appel aux étudiants de Paris, aux étudiants et aux jeunes hommes de tous les pays, les ouvriers de tous les pays » et présenté par Paul Lafargue au Comité central de l'Internationale. Marx absent, ce jour-là était en désaccord sur ce texte sur d'importantes questions portant sur la guerre et les nationalités. Gérald Dittmar, dans sa biographie de Charles Longuet raconte la réaction de Marx à cet épisode :*

« Dans deux lettres adressées à **Engels**, le 7 Juin et le 20 Juin 1866, **Marx** dénonce, à propos du débat sur la guerre austro-prussienne, « *la clique proudhonienne* » qui déclare la guerre périmée et les nationalités un non-sens, tels mes bons amis **Charles Longuet** et **Paul Lafargue** qui avec leurs camarades de la « *Jeune France* » soutiennent que toutes les nationalités et les nations sont des préjugés surannés que l'on doit créer des communes fédérées entre elles, abolir l'Etat, développer le « *mutualisme* » pour produire une « *individualisation de l'Humanité* » pour supprimer « *la misère et l'ignorance* ». **Marx** dénonce dans cette lettre du 20 Juin le « *stirnerianisme proudhonien* » de cette « *jeune France* » qui à son tour lance un appel "Aux Travailleurs de tous les pays ! La jeunesse de France" en réponse à l'appel "Aux étudiants de Paris" »

Cela dit, le 22 juillet 1866, « *La rive gauche* » de **Longuet** publia la résolution sur la guerre adoptée par l'**Internationale** : « **Le Conseil Central de l'Association Internationale des Travailleurs** considère le présent conflit

comme un conflit entre gouvernements et recommande aux travailleurs de rester neutres, et de s'associer entre eux pour acquérir la force par l'unité et d'employer cette force ainsi conquise à réaliser leur émancipation sociale et politique. » *Le débat montre combien les tendances idéologiques pouvaient être différentes à l'intérieur de l'AIT et que les débats y étaient riches. Ce même jour de cette résolution, Charles Longuet est arrêté à Paris où il devait animer une réunion. Ce fut huit mois d'emprisonnement à Sainte-Pélagie. A peine sorti, le 6 mai, il est de nouveau condamné à 15 jours de prison pour avoir participé à la manifestation blanquiste contre Napoléon III et l'Empereur d'Autriche...*

### **Le militant infatigable**

*L'activité militante de Charles Longuet au sein de l'Internationale est intense. Il est présent au congrès de Lausanne en septembre 1867. Il participe à la commission d'étude dont il est le rapporteur « comment les sociétés ouvrières peuvent-elles utiliser pour leur émancipation le cré-*

*dit qu'elles donnent à la bourgeoisie et aux gouvernements ? ».*

*Sur la question de la propriété collective du sol, il écrit précisément sa position : « Je suis partisan de la propriété individuelle pour des raisons politiques, parce que je craindrais, si le sol était propriété nationale, une influence fâcheuse de l'État ; ensuite je crois que la propriété individuelle favorise le développement de la personnalité. Mais par propriété individuelle je n'entends pas la propriété telle qu'elle est définie actuellement, le droit d'user et d'abuser ; j'accepte des restrictions à apporter à la propriété du sol, j'admets, par exemple, que le propriétaire n'a pas le droit de laisser sa terre en friche. On fait une distinction entre les divers instruments de travail en disant : la machine est produite par l'ouvrier donc, elle lui appartient ; mais le sol n'est pas produit par le cultivateur, donc il ne lui appartient pas. Je reconnais en effet qu'il n'y a que les modifications, les améliorations du sol qui appartiennent réellement au cultivateur parce qu'elles sont le résultat de son travail, et que*

le sol lui-même ne lui appartient pas, mais lui est donné par la société. Mais le don que la société fait à l'agriculteur, celui-ci le paiera à la société sous la forme d'impôt foncier »

*A la suite du congrès de l'Internationale, il participe à celui de la Ligue de la Paix et de la Liberté à Genève. Présent au congrès de l'AIT à Bruxelles en septembre 1868, il lira les résolutions sur la guerre, dont ce passage : « Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. Le Congrès compte assez sur l'esprit de solidarité qui anime les travailleurs de tous les pays pour espérer que leur appui ne fera pas défaut à cette guerre des peuples contre la guerre ». Il participera aussi au congrès de Bâle en 1869....*

### **Le 4 septembre : La République !**

- 8 mai 1870, plébiscite pour la guerre.
- 19 juillet déclaration de la guerre à la Prusse.
- 2 septembre défaite de Sedan, **Napoléon III**, prisonnier.

*Charles Longuet dans sa*

*préface de « La Commune » raconte ce souvenir personnel : « Le 4 septembre 1870, dans l'après-midi, je revenais avec mon excellent et vieil ami, **Edouard Vaillant**, du Corps législatif envahi sans grand effort. La République venait d'être proclamée à l'Hôtel de ville où nous n'avions que faire, n'étant pas candidats aux fonctions publiques. Nous nous dirigeons vers la place de la Corderie, dans l'intention d'y rédiger, avec quelques camarades de l'Internationale parisienne et des sociétés ouvrières, un appel immédiat aux socialistes de l'Allemagne.*

*Ce n'est pas que nous nous fissions de bien fortes illusions, songeant que si la fortune des armes eût donné la victoire à l'armée de **Napoléon III**, aucune parole ni aucun acte révolutionnaire, aucune force humaine n'eût pu, en France, l'empêcher de poursuivre son œuvre de conquête et de s'emparer de la rive gauche du Rhin. Mais n'importe : avec ou sans illusions il fallait au moins sauver du désastre l'idée du socialisme international et son avenir. Nous devisions ainsi quand nous nous trou-*

*vâmes rue des Halles en face d'un bureau de télégraphe.*

*Aussitôt **Vaillant** se rappelle que, en 1865-1866, proscrit de l'Empire (en attendant de l'être de la République bourgeoise), j'avais eu le grand honneur de connaître **Marx** à Londres et d'être admis, sur sa présentation, dans le premier **Conseil général de l'Internationale**.*

*Vite une dépêche ainsi rédigée : « République proclamée... » suivaient les noms des nouveaux gouvernants provisoires, puis : « Agissez immédiatement sur vos amis en Allemagne ». Notre télégramme alla réveiller les hôtes de Maitland-Park vers deux heures du matin. Il leur apporta la nouvelle de la chute de l'Empire quelques heures avant les journaux quotidiens — non parus à Londres le soir du septembre — un dimanche ! - Voilà, tout.*

*Voilà, c'est tout... En réponse au télégramme, la **Lettre de Marx à Engels** : Londres, le 6 septembre 1870*

*Cher **Fred**,*

*A peine m'étais-je « installé » pour t'écrire que **Serrailier** arrive et m'annonce qu'il quittera Londres demain pour se rendre à Paris, mais qu'il*

n'y restera que quelques jours. Objectif principal : arranger les affaires avec ***l'Internationale*** de là-bas (Conseil fédéral de Paris). C'est d'autant plus nécessaire que toute la branche française s'en va à Paris pour y commettre des bêtises au nom de ***l'Internationale***. « *Ils* » veulent renverser le gouvernement provisoire, établir ***la Commune de Paris***, nommer **Pyat** ambassadeur français à Londres, etc.

J'ai reçu aujourd'hui du **Conseil fédéral de Paris** une proclamation au peuple allemand (que je t'envierai demain) en même temps qu'une demande insistante au **Conseil général** de lancer un nouveau ***Manifeste*** tout exprès pour les Allemands. Aie l'obligeance de m'envoyer aussi vite que possible, en anglais, des notes militaires, susceptibles d'être utilisées pour le ***manifeste***.

J'ai longuement répondu aujourd'hui même au **Conseil fédéral**, en assumant du même coup la tâche très désagréable de leur ouvrir les yeux sur le véritable état de choses. J'ai reçu une réponse de

**Brunswick** aujourd'hui : ils organiseront l'agitation en suivant exactement mes instructions. A propos : **Longuet** m'a télégraphié dimanche la proclamation de la République. Le télégramme est arrivé à 4 heures du matin.

**Jules Favre**, voyou notoire et homme de Juin (1848) est pour le moment bien à sa place comme ministre,



des Affaires extérieures. Il a toujours combattu la vieille politique de **Thiers** et s'est toujours prononcé en faveur de l'unité italienne et allemande. Le seul qui me chagrine, c'est **Rochefort** qui est entré dans un gouvernement au côté de l'infâme **Garnier-**

**Pagès**. Cependant, étant membre du Comité de défense, il ne pouvait guère refuser d'agir.

Vifs remerciements pour l'argent. Les dieux eux-mêmes ignorent en quoi je pourrais prétendre à la moitié de tes honoraires.

Salut.

Ton K. M.

**Paul, Laura et Schnappy**

sont bien arrivés à Bordeaux, le 2 septembre. Tant mieux, car **Paul** n'aurait jamais quitté Paris, dans les circonstances actuelles. »

Le 5 septembre, **Charles Longuet, Edouard Vaillant et Charles-Louis Chassin** lancent cet appel :

« Citoyens,  
Ne nous laissons pas escamoter le pouvoir que nous avons su reprendre. Dès aujourd'hui, réunissons-nous dans nos quartiers respectifs et nommons

des délégués qui, provisoirement, tiendront la municipalité de Paris. Elle fonctionnerait immédiatement à l'Hôtel de Ville. Le peuple pourrait se réunir à cet effet dans les monuments publics.

Citoyens, c'est une condition de notre liberté, de

notre salut.

L'avenir est à nos portes, organisons-nous.

Vivre libres ou mourir »

Le 15 septembre **Longuet** est l'un des rédacteurs et signataires avec 47 camarades de toutes sensibilités républicaines, de l'appel du « **Comité central républicain de défense nationale des vingt arrondissements de Paris** ». Ce dernier se donne comme objectif de prendre des mesures de sécurité publique, d'assurer la subsistance et le logement, la défense de Paris et des départements...

Le début du siège de Paris par les Prussiens commence, il va durer 130 jours.

## 18 mars : La Commune

A la suite des événements du 18 mars 1871 qui virent la tentative de l'armée de **Thiers** de reprendre les canons regroupés à Montmartre et à Belleville, son échec dû à la fraternisation avec l'armée quand le général **Lecomte** ordonnant de faire feu sur la foule qui protégeait les canons, le 88<sup>ème</sup> d'infanterie refusa, crosse en l'air !, puis la Garde nationale qui gagnent peu à peu l'en-

semble des arrondissements et les points stratégiques pour se retrouver à l'Hôtel de ville et de manière unanime en proclamant : « **Vive la commune !** ». Bref, Un pouvoir nouveau s'installe !



**Charles Longuet** dans un long et très beau texte au titre de « **La Révolution du 18 mars** » analysera ainsi ce moment : « Les journaux réactionnaires continuent à tromper l'opinion publique en dénaturant avec préméditation et mauvaise foi les événements politiques dont la capitale est le théâtre depuis trois jours [...] [...] L'histoire impar-

tiale leur rendra certainement la justice qu'ils méritent, et constatera que **la Révolution du 18 mars** est une nouvelle étape importante dans la marche du progrès.

D'obscurs prolétaires, hier encore inconnus, et dont les noms retentiront bientôt dans le monde entier, inspirés par un amour profond de la justice et du droit, par un dévouement sans borne à la France et à la République, s'inspirant de ces généreux sentiments et de leur courage à toute épreuve, ont résolu de sauver à la fois la patrie envahie et la liberté menacée. Ce sera là leur mérite devant leurs contemporains et devant la postérité.

Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en mains la direction des affaires publiques. Ils ont usé du pouvoir que le peuple a remis entre leurs mains avec une modération et une sagesse qu'on ne saurait trop louer. Ils sont restés calmes devant les provocations des ennemis

de la République, et prudents en présence de l'étranger. [...]

[...] Il n'est pas d'exemple dans l'histoire d'un gouvernement provisoire qui se soit plus empressé de déposer son mandat dans les mains des élus du suffrage universel [...] [...] Le prolétariat, en face de la menace permanente de ses droits, de la négation absolue de toutes ses légitimes aspirations, de la ruine de la patrie et de toutes ses espérances, a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses destinées et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir.

C'est pourquoi il a répondu par la révolution aux provocations insensées et criminelles d'un gouvernement aveugle et coupable, qui n'a pas craint de déchaîner la guerre civile en présence de l'invasion et de l'occupation étrangères.

L'armée, que le pouvoir espérait faire marcher contre le peuple, a refusé de tourner ses armes contre lui, elle lui a tendu une main fraternelle et s'est jointe à ses frères.[...]

[...] Le cours du progrès, un instant interrompu, reprendra sa marche, et le

prolétariat accomplira, malgré tout, son émancipation ! »

*Marx considéra pour sa part que le Comité central avait commis une faute capitale et décisive de ne pas avoir marché sur Versailles à ce moment précis du désarroi du pouvoir pour en finir avec Thiers et le leur reprocha.. C'est ce qu'il dit dans une interview donnée au « New York Herald » et rapporté dans le « Gaulois » du 22 août 1871.*

« Le journaliste interrogeait l'agitateur sur le rôle joué par l'association dans l'insurrection communale :

On a dit et écrit, a répondu **Karl Marx** beaucoup d'absurdités sur les grands projets de révolte tramés par *l'Internationale*. Il n'y a pas un mot de vrai. La vérité est que **l'Internationale** et **la Commune** ont fonctionné ensemble pendant une certaine période, parce qu'elles combattaient le même ennemi ; mais il est tout à fait faux de dire que les chefs de l'insurrection agissaient en vertu des ordres reçus du **Comité central de l'Internationale** de Londres. Ici, nous n'avons rien su de l'attaque faite

sur Montmartre le 18 mars jusqu'à ce que toute la ville fût au pouvoir de la garde nationale et nous n'avions certes aucun moyen de donner des ordres, quand même nous aurions été disposés à le faire. Nous laissons toujours le peuple agir selon les circonstances, en nous contentant de l'aider de nos conseils. C'est là ce que nous avons fait à Paris, avec cette différence qu'il nous était impossible de donner des conseils parce que l'insurrection n'a pas été un fait accompli.

Immédiatement après l'affaire du 22 mars, **je conseillai aux insurgés de marcher sur Versailles** et de ne pas attendre plus tard que le 25. S'ils avaient fait cela, le succès était certain... Ils ont perdu cette magnifique occasion par l'incapacité de leurs chefs, et à partir de ce moment, je prévis le résultat et j'en fis la prédiction à nos comités. Si la garde nationale avait été bien commandée, elle aurait pu réussir même le 3 avril, quand elle a fait une sortie sous **Bergeret** et **Flourens**. »

*Gérald Dittmar rapporte dans la biographie sur Longuet que ce dernier*

considérerait que l'erreur fut de ne pas avoir fermé les portes de Paris pour empêcher la fuite du gouvernement à Versailles, le 18 mars.

Suite à ce moment terrible où l'issue se décidait et pouvait vaciller d'un côté comme de l'autre, le comité central organise des élections pour le 26 mars.

Pour cette occasion, **Charles Longuet** rédige un manifeste au nom de l'« Association Internationale des Travailleurs, Conseil fédéral des sections parisiennes, chambre fédérale des sociétés

ouvrières » dont voici un extrait, en forme de programme :

« [...] Travailleurs,

Nous avons combattu, nous avons appris à souffrir pour notre principe égalitaire, nous ne saurions reculer alors que nous pouvons aider à mettre la première pierre de l'édifice social.

Qu'avons-nous demandé ?

L'organisation du Crédit, de l'Échange, de l'Association afin d'assurer au Travailleur la valeur intégrale de son travail.

**L'Instruction gratuite, laïque et intégrale ;**

Le Droit de Réunion et d'Association, la liberté absolue de la Presse, celle du citoyen ;

L'organisation au point de vue municipal des services de police, de force armée, d'hygiène, de statistique, etc. [...] »

**Charles** est alors nommé délégué au « **Journal officiel de la Commune** »,



mais sèchement battu dans le V<sup>ème</sup> arrondissement, obtenant 1095 voix sur 12442 ! A des élections complémentaires, le 16 avril, il est élu cette fois-ci dans le XVI<sup>ème</sup> arrondissement par 1 058 voix sur 1 590 votants. Il participe ainsi à la commission du travail, de l'industrie et de l'échange.

**La question du comité de Salut Public**

Sixième semaine de la **Commune** et la situation s'aggrave. En totale

résonance avec 1 793 Blanquistes et « Jacobins » poussent vers la constitution d'un Comité de salut public. C'est **Jules Miot**, pharmacien et siégeant au conseil de la Commune à la commission de l'enseignement qui propose sa création, le 28 avril.

**PRÉSIDENTENCE  
DU CITOYEN  
J. VALLES**

La proposition suivante est déposée sur le bureau par le citoyen J. Miot

Vu la gravité des circonstances et la nécessité de prendre promptement les mesures les plus radicales, les plus énergiques,

**La Commune** décrète :

« **Art. 1<sup>er</sup>**. Un **Comité de salut public** sera immédiatement organisé.

« **Art. 2**. Il sera composé de cinq membres nommés par **la Commune**, au scrutin individuel.

« **Art. 3**. Les pouvoirs les plus étendus sur toutes les commissions sont donnés à ce comité, qui ne sera responsable qu'à **la Commune**.

**J. Miot.**

Après 3 jours très longs



*échanges et malgré la contre-proposition élaborée par **Arnold et Longuet** de constituer un « **Comité exécutif** », ce n'est que le 1<sup>er</sup> mai que le vote intervient. Sur les 62 votants, 34 voix pour « le Comité de Salut Public » et 28 pour « le Comité Exécutif ».*

*Pour élire ensuite les 5 membres de **Comité de Salut Public**, Longuet et 16 autres membres décident de s'abstenir en le motivant ainsi :*

Les soussignés,  
 Considérant qu'ils ont voté contre l'institution dite **Comité de Salut Public**, dans lequel ils n'ont vu que l'oubli des principes de réforme sérieuse et sociale d'où est sortie la **Révolution communale** du 18 mars ;

Le retour dangereux ou inutile, violent ou inoffensif à un passé qui doit nous instruire, sans que nous ayons à le plagier ;

Déclarent qu'ils ne présenteront pas de candidats et qu'ils regardent en ce qui les concerne l'abstention comme la seule attitude digne, logique et politique  
**Ch. Longuet, Lefrançais, Arthur Arnould, Andrieu, Ostyn, Jourde, Babick, B. Malon, A. Serrailier, Beslay, Clémence, Courbet, E. Gérardin, Lengevin, Rastoul, J. Vallès, Varlin.**

***Charles Longuet**, avec tous ceux qui n'ont pas voté le **Comité de Salut Public** « sont démissionnés » de leur fonction. Il est donc remplacé dans sa responsabilité au « Journal Officiel ».*

*Le 15 mai, les opposants, la minorité donc, décident de rédiger un Manifeste dit de la minorité qui sera publié dans « **Le cri du Peuple** » de **Jules Vallès** :*

**Déclaration de la minorité de la Commune, 15 mai**

« Par un vote spécial et précis, **la Commune de Paris** a abdiqué son pouvoir entre les mains d'une dictature à laquelle elle a donné le nom de **Salut public**.

La majorité de **la Commune** s'est déclarée irresponsable par son vote et a abandonné à ce Comité toutes les responsabilités de notre situation.

La minorité à laquelle nous appartenons affirme au contraire cette idée, que **la Commune** doit au mouvement révolutionnaire, politique et social, d'accepter toutes les responsabilités et de n'en décliner aucune, quelque dignes que soient les mains à qui on voudrait les abandonner.

Quant à nous, nous voulons, comme la majorité, l'accomplissement des rénovations politiques et sociales ; mais, contrairement à sa pensée, nous revendiquons, au nom des suffrages que nous représentons, le droit de répondre seuls de nos actes devant nos électeurs, sans nous abriter derrière une suprême dictature que notre mandat ne nous permet d'accepter ni de reconnaître. Nous ne nous présenterons donc plus à l'assemblée que le jour où

elle se constituerait en cour de justice pour juger un de ses membres.

Dévoués à notre grande cause communale, pour laquelle tant de citoyens meurent tous les jours, nous nous retirons dans nos arrondissements, trop négligés peut-être.

Convaincus d'ailleurs que la question de la guerre prime en ce moment toutes les autres, le temps que nos fonctions municipales nous laisseront, nous irons le passer au milieu de nos frères de la Garde nationale et nous prendrons notre part dans cette lutte décisive soutenue au nom des droits du peuple.

Là encore nous servirons utilement nos convictions et nous éviterons de créer dans la Commune des déchirements que nous réprouvons tous, persuadés que, majorité ou minorité, malgré nos divergences politiques, nous poursuivons tous un même but :

**La liberté politique,**

**L'émancipation des travailleurs.**

**Vive la République sociale !**

**Vive la Commune ! »**

Signé : **Ch. Beslay, Jourde, Theisz, Lefrançais, Eugène Gérardin,**

**Vermorel, Clémence, Andrieu, Serrailier, Longuet, Arthur Arnould, Victor Clément, Avrial, Ostyn, Frankel, Pindy, Arnold, Jules Vallès, Tridon, Varlin, Gustave Courbet.** [*N'étant pas présent le 15 mai, Benoît Malon s'est porté signataire de cette déclaration le lendemain*]

### **Deuxième exil anglais**

*Puis le massacre, la semaine sanglante. « Qu'on ne parle plus du socialisme, qu'on se débarrasse du socialisme » annonce Thiers. Charles Longuet rejoint Marx et Jenny à Londres où dès le 8 août, il est coopté au Conseil général de l'Internationale tel un hommage rendu à la « Commune de Paris ». Il enseigne la littérature française dans l'établissement d'Oxford tandis qu'en France, il est condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée. Grâce à Edgard Quinet, il obtint à Londres un poste de professeur assistant au « King's College » parrainé par la Reine. La bataille pour l'amnistie commence.*

*Au « Congrès ouvrier socialiste de France » à Marseille, en octobre 1879,*

*plusieurs réfugiés en Angleterre font parvenir une lettre. Elle est signée par Longuet, Arnaud, Boursier, Eudes, Johannard, Langevin, Lissagaray et Theisz :*

« **La Commune...** cette révolution imposée au peuple à l'heure la moins propice pour les ennemis de son émancipation, est encore dans ses détails une mise en œuvre de circonstances, une improvisation.

Considérée dans son ensemble et dans son idée, elle n'en constitue pas moins un fait historique d'une immense portée.

« C'est l'avènement de la classe ouvrière au pouvoir politique. La victoire ou la défaite n'y changera rien.

Chacun sait, aujourd'hui que, pour s'affranchir, le prolétariat ne doit pas seulement mettre la main sur l'organisme politique bourgeois, expression de la servitude économique, mais aussi le transformer de fond en comble. Au point de vue bourgeois ; celui du statu quo économique et de la subordination éternelle de la masse, il n'y eut donc jamais, il faut le reconnaître, d'insurrection plus criminelle.

« Au point de vue où vous

vous placerez, citoyens délégués, il n'y en eut jamais de plus légitime.

« Et remarquez-le bien, personne ne s'y trompe : dans le monde entier les prolétaires ont acclamé la **Commune** et les privilégiés l'ont maudite. »

La loi d'amnistie est promulguée en juillet 1880. **Charles Longuet** rentre en France.

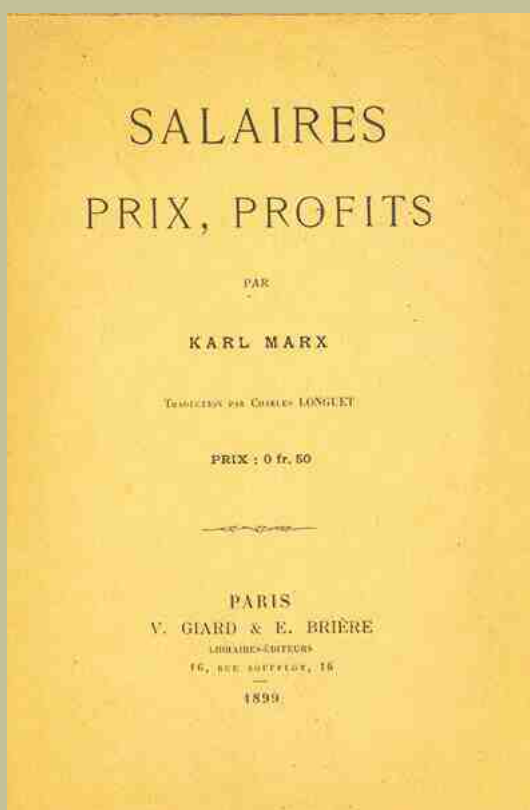
### **Le retour en France**

Son activité militante se poursuit. Après le congrès de Marseille, il reprend sa tâche d'organisation politique. Il collabore au « **Citoyen** » à « **l'Intransigeant** » et « **La Justice** », le journal de **Clemenceau**. Il cherche aussi à faire éditer en français « **le Capital** ». Il se trouve aussi dans la création de « **l'Alliance socialiste républicaine** » avec **Clemenceau** et se trouve dans les listes des candidats aux municipales de 1881 opposée à des candidats guesdistes. Il est largement battu ! Il s'opposera en direct avec **Jules Guesde** dans un débat sur le thème « **Collectivisme et Révolution.** »

Dans « **La Justice** », il salue la loi sur l'enseignement obligatoire et la laïcité de

**Jules Ferry**, le 28 mars 1882, en ces termes : « Cette réforme de premier ordre est celle d'un progrès comme il ne s'en fait en France que tous les demi-siècles et encore ! »

En septembre 1882, le **Parti Ouvrier Français** en congrès consacre la



sc  
ission entre le **Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire** et les guesdistes qui vont garder l'appellation initiale du parti.

De nouveau candidat aux législatives en octobre 1885 et de nouveau battu. Ainsi qu'aux législatives de 1889 devant un candidat boulangiste et même chose

en 1890. Auparavant en juillet pour fêter le centenaire de la Révolution, il est membre de la commission du **Congrès international ouvrier socialiste de Paris** dans lequel participent 400 délégués venus de 22 pays. **Charles** se présente aux élections municipales de Paris en 1893. En vain !

En 1894, il est nommé inspecteur des langues vivantes dans les écoles de la ville de Paris. Ce qui ne fut pas sans remous... Pour le défendre, **Clemenceau** publia un très long plaidoyer dans son journal « **La Justice** ». En 1898, il adhère à la « **Fédération des groupes socialistes révolutionnaires indépendants** » dans une **Confédération des socialistes indépendants**. Dans l'Affaire Dreyfus, il tente, en vain, d'unifier les socialistes très divisés sur cette question.

### **« La guerre civile en France » ou « la Commune de Paris » ?**

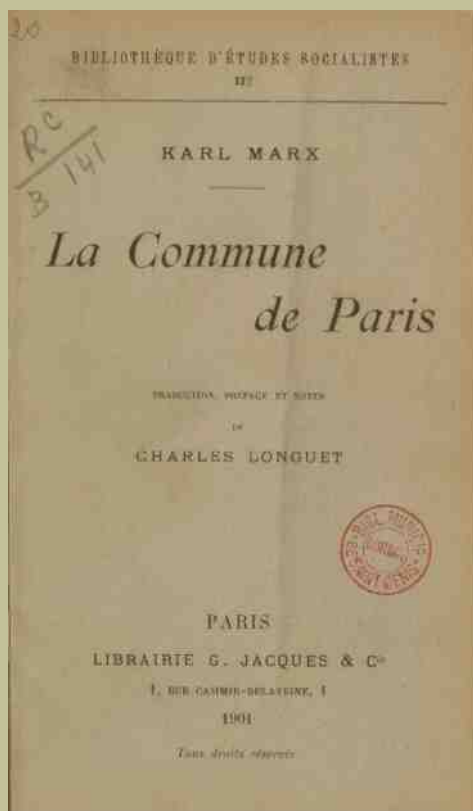
C'est en 1900 qu'il traduit et fait publier « **Salaire, prix et Profit** » de **Marx** mais aussi « **La guerre civile en France** ». Mais revenons plus précisément sur cette dernière

publication. C'est véritablement à chaud, au moment de l'écrasement dans le sang de **la Commune** que **Marx** écrivit sous forme d'une « Adresse du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs » « **La guerre civile en France** ». C'est en réalité le 3<sup>ème</sup> jet de son analyse sur les événements.

Le texte français de cette adresse ne parut en français qu'en juin 1872. Il est daté très exactement du 30 mai 1871 et signé par les membres du **Conseil Général** dont **Charles Longuet**. Curieusement, alors que des commémorations annuelles existaient, le texte de **Marx** ne réapparaît en quelque sorte qu'en 1900 quand on pense sans doute aux commémorations des 30 ans de **la Commune**. **G. Jacques** (éditeur) demande à **Charles Longuet** de préparer une réédition. Elle sortira en décembre 1900.

On peut penser que les objectifs de **Longuet** furent sans doute didactiques, mais aussi visant une dimension plus historique car il modifia l'architecture de l'ensemble. Il ajoute les textes des deux adresses

préliminaires ainsi que l'introduction d'**Engels** qui condense en même temps la chronologie de **la Commune** et élargit le débat théorique notamment en montrant **la Commune** comme l'exemple de la « dictature



du Prolétariat ».

D'un autre côté, il change le titre de l'adresse en « **La Commune de Paris** ».

**Longuet** justifie ce changement en ces termes : « un titre qui exprime mieux aujourd'hui la signification historique et théorique de l'écrit de **Marx** ». Enfin, il partitionne l'ensemble de l'écrit de **Marx** en quarte

parties.

**Raymond Huard**, dans son article *Éditer la guerre civile en France - Un parcours laborieux (1871-1953)*<sup>4</sup>, décortique ainsi les changements que **Longuet** apporta au texte original : « Il avait aussi supprimé de la première partie du texte plusieurs passages. Dans le premier, **Marx** portait de violentes attaques, à caractère surtout personnel, contre **Jules Favre**, **Ernest Picard**, **Jules Ferry**. Dans le second, il s'attaquait aussi, mais cette fois sous forme interrogative à **Thiers**, **Pouyer-Quertier** (ministre des Finances), **Jules Ferry** et **Jules Simon**, les soupçonnant d'avoir touché un pot-de-vin lors d'un emprunt récent.

**Longuet** avait aussi modifié à l'occasion le texte. Au début de la première partie par exemple, il avait substitué le mot « peuple » au mot « ouvriers », pour désigner l'auteur de la **Révolution du 4 septembre**. Dans la même partie, **Longuet** avait aussi modifié une épithète qualifiant **Thiers** de « gnome monstrueux » en la remplaçant par « ce gnome, monstre très délicat », utilisant pour ce

faire une appellation concernant **Caliban** dans **la Tempête** de **Shakespeare**. Dans la seconde partie, **Longuet** avait supprimé une allusion hostile à l'épouse du général **Galliffet**.

Dans des notes, d'ailleurs peu nombreuses, ajoutées au texte, **Longuet** précisait quelques points d'histoire. Il justifiait **Marx** d'avoir reproché à **Thiers** de pousser à la guerre contre la Prusse. Il commentait le terme d'« *Assemblée rurale* » employé par **Marx** en

rappelant le mot lancé par **Gaston Crémieux**, à Bordeaux dans les tribunes de presse de la Chambre, « **Majorité rurale ! honte de la France** ». En s'appuyant sur **Lissagaray**, il doutait que la critique de **Marx** reprochant au Comité central de n'avoir pas immédiatement marché sur Versailles fût justifiée. »

### **Derniers mandats**

*Election sénatoriales en janvier 1900 dans la Seine où il obtient 20% des voix.*

*En septembre 1902, Il se trouve dans la Commission des résolutions du **Congrès international socialiste**. Ce fut là que la motion **Kautsky** fut votée contre la minorité marxiste menée par **Jules Guesde** sur la question de la non-participation ou participation conditionnelle à un gouvernement bourgeois.*

*Dernier mandat, en 1903, au congrès du « **Parti Socialiste Français** » en tant que délégué du syndicat des journalistes*



Tombe de Charles Longuet au Père Lachaise

nouvellement créé et dans lequel il soutient la participation ministérielle et « **le Bloc des gauches** »

Il meurt le 6 août. A ses obsèques au Père-Lachaise, **Anatole France** prononça ces mots : « Un mot, un seul mot d'adieu. Il y a trente-cinq ans que j'ai fait connaissance avec ce généreux, ce brave, ce bon **Charles Longuet**. Il était en ce temps-là ce qu'il était hier encore, plein de jeunesse et tout ardent de justice et d'amour. Bien qu'il soit mort sexagénaire on peut dire qu'il est mort jeune, tant les années en s'écoulant avaient laissé entières en lui la chaleur

du cœur et la clarté de la pensée. C'est là ce qui rend notre tristesse plus cruelle ; nous regrettons un ami tombé en pleine force de vie. C'était un caractère d'une forte trempe.

Les souffrances, les défaites glorieuses et terribles, les rudes travaux de la propagande ne l'avaient point lassé. Il avait l'optimisme des laborieux et des Courageux. Jamais il ne désespéra de la justice sociale dans le monde, confusément agité par des forces contraires et soulevé par des pensées nouvelles. (...)

(...) Telle est la pensée

Citoyens, qui s'élève de cette tombe. **Charles Longuet** fut une vive intelligence et un esprit libre. Journaliste, il mit au service du **Parti socialiste** son activité brûlante, son talent d'écrivain, son infatigable dévouement. (...)

### Jean-Paul Charaux

#### Notes :

- 1 *Gérald Dittmar, Charles Longuet 1839-1903, édition Dittmar/Histoire*
- 2 *Jules Clère, Les hommes de la Commune*
- 3 *Société secrète... Les Philadelphes - Journal de la Franc-maçonnerie 450.fm*
- 4 *Éditer la guerre civile en France - Un parcours laborieux.*
- 5 *Voir à ce sujet le numéro 8bis de la*



## Louis Lucipia ...



**Né le 18 novembre 1843 à Nantes (Loire-Inférieure), mort le 21 mai 1904 à Paris ; clerc d'avoué ; journaliste et homme de lettres ; marié, père d'un enfant ; membre de l'Internationale ; dignitaire de la Franc-Maçonnerie ; communard, déporté en Nouvelle-Calédonie ; président du Conseil municipal de Paris en qualité de Conseiller municipal républicain radical-démocrate.**

**Lucipia** fit ses études à Nantes en même temps que son frère qui s'établit ensuite pharmacien à Vertou (Loire-Inférieure). **Louis Lucipia** vint faire son droit à Paris. Étudiant, il fréquenta **Raoul Rigault**, futur Procureur de la Commune, **Charles Longuet** qui sera membre du Comité central des Vingt arrondissements, **Auguste Rogeard**, **Jules Vallès**, se lia avec **Léo Melliet**. En 1869, il était secrétaire du fouriériste **François Cantagrel**. L'année suivante, il adhéra à la section sociale du quartier des Écoles de l'**Association Internationale des Travailleurs (AIT)**.

Avant et pendant la **Commune**, **Lucipia** écrivit dans **La Réforme**, **La Rue**, **Le Cri du Peuple** de **Vallès** et l'**Union démocratique de Nantes** dirigée alors par **Cantagrel**.

Avec **A. Constantin**, **Paul Magnand**, **Émile Ots**, **Roger**, il signa « pour la section, par délégation », le **Manifeste contre la guerre** adressé aux travailleurs de

tous pays, en juillet 1870 (**Le Réveil**, 16 juillet 1870). Il appartient également au **Club démocrate socialiste** du XIII<sup>e</sup> arr. qui adhéra en bloc à l'**Internationale** le 25 novembre 1870.

Membre du **Comité central républicain** des 20 arrondissements de Paris - sous la **Commune**, Secrétaire général administrateur du 13<sup>e</sup> arrondissement, puis secrétaire général de la **Questure de la Commune**.

**Lucipia** habitait alors, 7, rue **Toullier**, V<sup>e</sup> arrondissement. Il fut attaché au 9<sup>e</sup> secteur comme capitaine dans un bataillon auxiliaire du génie. Il participa aux journées populaires des 31 octobre et 22 janvier et prit part aux réunions du club de la rue de Lyon. Délégué par le XX<sup>e</sup> arr. au **Comité central** des vingt arrondissements, il fut, à ce titre, un des signataires de l'**Affiche rouge** du 6 janvier 1871, proclamation au peuple de Paris pour dénoncer « la trahison » du **gouvernement du 4 septembre** et pour mettre en avant trois mots d'ordre : Réquisition générale, rationnement gratuit, attaque en masse. Elle se

**Philippe Besson**

**(1843-1904)**

terminait par ces mots : « Place au peuple ! Place à la Commune ! »

Le 18 mars, **Lucipia** se trouvait à Nantes. Il accourut à Paris où **Léo Melliet** le nomma secrétaire général administrateur du XIII<sup>e</sup> arr. Il lui offrit plus tard la place de procureur général de la Commune, qu'il refusa. Le 26 mars, aux élections à la Commune, dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement, **Lucipia** obtint 1 540 voix sur 8 010 votants. Il ne fut pas élu.

Le 19 mai 1871, lors de l'arrestation des **Dominicains d'Arcueil**, il interroge les moines et mène une enquête sur leur prétendu espionnage, et arrive à la conclusion que les Dominicains sont complètement innocents.

Le 25 mai, après l'évacuation du fort de Bicêtre, les Dominicains sont amenés dans le 13<sup>e</sup> arrondissement et enfermés dans la prison du secteur, 38 avenue d'Italie. A 16 h 30, les prisonniers sont relâchés mais la foule, exaspérée par l'avance des Versaillais ivres de carnage, tire sur

les soutanes.

**Louis Lucipia** n'a pris aucune part à cette tragédie, mais il est condamné à la peine de mort par le 6<sup>e</sup> Conseil le 17 février 1872, peine commuée le 23 mai en travaux forcés à perpétuité et déporté en



Louis Lucipia en 1871

Nouvelle-Calédonie. Il est gracié le 8 mai 1880.

Après son retour, **Lucipia** adhéra à l'éphémère « **Alliance socialiste républicaine** » qui s'était constituée en octobre 1880 autour de **Jourde, Rogeard** et **Charles Longuet**. Il collabora à de nombreux jour-

naux et devint vice-Président de l'Association des journalistes républicains. Le 18 mars 1883, c'est lui qui écrivit la nécrologie de **Karl Marx** dans **Le Radical** : **Lucipia** salua « le grand socialiste allemand » dont la « principale occupation fut l'émancipation des travailleurs ».

Le 4 mai 1890, présenté par le Comité républicain radical démocratique du III<sup>e</sup> arr. de Paris, **Louis Lucipia** fut élu pour la première fois Conseiller municipal de Paris (quartier des Enfants-Rouges du III<sup>ème</sup> arrondissement de Paris) au scrutin de ballottage. Il fut réélu au premier tour le 16 avril 1893. À l'Hôtel de Ville, il fit partie de plusieurs commissions et notamment de celle de l'Assistance publique. Il s'intéressa également aux recherches sur l'histoire de Paris pendant **la Révolution**, auteur de l'article sur « **la Commune** » dans la grande encyclopédie du XIX<sup>e</sup> siècle.

Vice-Président du Conseil municipal en 1894, il accéda à la présidence en 1899. En 1896, il avait participé

au banquet socialiste de Saint-Mandé. Attaqué en tant que dreyfusard et **Franc-Maçon**, il perdit son siège de conseiller le 13 mai 1900, mais un an plus tard, en février 1901, il était nommé directeur de l'asile d'aliénés de Villejuif.

Initié en 1888, membre de la Loge **Les Droits de l'Homme**, Orient de Paris. Quelques anciens Communistes exercent des responsabilités impor-

tantes au sein de la Maçonnerie. Ainsi, **Louis-Adrien Lucipia**, (condamné à mort et déporté) est élu Président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient en 1895, puis de 1898 à 1900. Le rappel de son passé provoque régulièrement des vagues d'applaudissements à chaque convent.

**Louis Lucipia** mourut le 21 mai 1904. Le deuil fut conduit par sa femme, sa fille adoptive et Mme

**Rose Lucipia**, sœur du défunt Les cordons du drap mortuaire étaient tenus par des dignitaires de la Franc-Maçonnerie et des Élus parisiens ; aucun souvenir de **l'Internationale** ou de **la Commune** ne fut évoqué. Le corps fut incinéré au Père-Lachaise.

**Philippe Besson**



## Notre revue *L'Idée Libre* n°345 "A propos des jeux Olympiques" recensée par le blog *Critica Massonica*

### *L'Olympisme au vitriol*

**L**e dossier du dernier numéro de la revue rationaliste trimestrielle comprend plusieurs articles à dominante historique et critique. **Nicole Aurigny** reprend la question des Jeux olympiques de l'antiquité à aujourd'hui. Elle note que les penseurs grecs n'avaient pas grand respect pour les athlètes. La critique du phénomène est donc des plus anciennes, pour ne pas dire originelle. (...)

**Michel Landron** revient pour sa part sur l'histoire du Comité International Olympique (CIO), structure installée en 1893. (...) L'auteur revient dans un autre article consacré à la notion de trêve olympique, qualifiée de « paix des cimetières ». (...)

**Daniel Shapira** rappelle ce qu'a été l'action de **Bernard Thibaut**, ancien secrétaire général de la CGT, pour annoncer le retour de la lutte des classes, au regard notamment des conditions de travail imposées aux travailleurs des JO, (...)

Autre article critique, celui de **Michel Landron**, décidément très productif : « **Revers des médailles** » dans lequel il

rappelle que les québécois auront mis trente ans à éponger les dettes des jeux de Montréal en 1976. Aujourd'hui, on ne peut oublier la pollution de la Seine, l'exploitation des bénévoles, la rémunération indécente des dirigeants (...). **Frédéric Bocquet** défend ensuite l'éducation physique contre celles et ceux qui prétendent qu'elle serait délaissée et responsable des mauvais résultats des Françaises et Français. I(...)

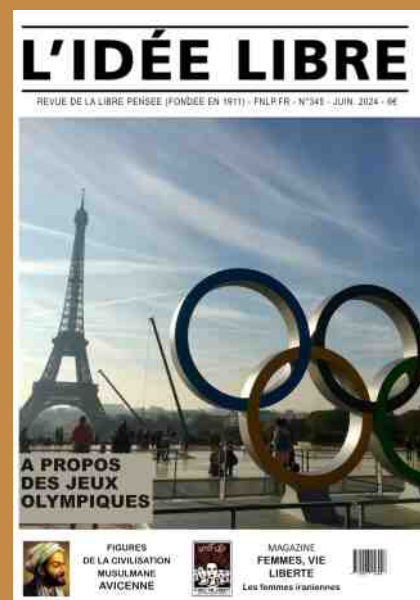
**Jacques Personne**, auteur d'un livre **La santé d'un enfant vaut bien une médaille** en 1987 et d'un rapport à l'Académie de médecine, revient pour sa part sur les dégâts que font, sur certains enfants que l'on veut prodiges, des entraînements harassants, (...)

**Michèle Singer** commente le livre de l'architecte **Marc Perelman 2024, les Jeux olympiques n'ont pas eu lieu**. La dérive commerciale est telle, au mépris des habitants, que les Jeux olympiques sont un événement à oublier. (...)

**Lisa Noyal**, dans un article repris de la revue **Basta !**, s'interroge sur le fait que les Jeux paralympiques ont constitué

une illusion et qu'il ne faut pas rêver une amélioration durable du statut des sportifs handicapés (...)

**Jean-Pierre Bacot**



**Critica Masonica** - Blog d'étude critique et académique du fait maçonnique, complémentaire de la revue du même nom. Envisage la Franc-Maçonnerie comme un univers culturel dont l'étude nécessite d'employer les outils des sciences humaines, de procéder à une nette séparation du réel et du légendaire et de procéder à la prise en compte de ce légendaire comme un fait social et historique.





## Élie May, ...

« Les Trinitaires » en sa qualité de plus ancienne Loge française de Rite Écossais Ancien et Accepté, a vu se succéder sur les colonnes nombre de personnages hors du commun. Élie May par sa personnalité, par son destin maçonnique et politique, par ses contradictions et ses « mystères » mérite indéniablement que l'on retrace son existence des plus remplies.

**Christophe  
Bitaud**

**É**lie-Henri May naît à Paris le 10 ou 11 juin 1842 au sein d'une famille juive de négociants en pierres précieuses, profession qu'il exercera également.

### Les premiers pas d'un révolutionnaire

Élie May est attiré dès l'adolescence par l'idéal socialiste. Il est tout d'abord militant blanquiste. Son activité politique l'oblige-t-elle à s'exiler en Suisse ? Toujours est-il qu'en août 1868, son nom figure parmi ceux des rédacteurs du « **Felleisen** », organe des « **Arbeiterbildungs-Vereine** » allemands en Suisse, ralliée à la célèbre **Association Internationale des Travailleurs (AIT)**.

Les deux premiers congrès de l'AIT, à laquelle adhère Élie May, ont lieu à Genève en 1866 et à Lausanne en 1867.

### Apprenti Franc-Maçon

Élie May n'a que de 22 ans lorsqu'il frappe à la porte d'un Temple maçonnique. Il est initié à la Loge « **Les Trinitaires** » sous les aus-

pices du **Suprême Conseil de France** le 19 octobre 1864. L'Atelier qui accueille Élie May n'est pas n'importe lequel. Il s'agit du plus ancien travaillant au **Rite Écossais Ancien et Accepté**, installé le 15 octobre 1821 sous le nom des « **Chevaliers bienfaisants de l'Olivier écossais** », il prendra son titre définitif en 1829.

Élie sera élevé au grade de **Compagnon** le 19 juillet 1865 puis **Maître** le 21 février 1866. Il accédera au **32<sup>ème</sup> degré du Rite Écossais Ancien et Accepté** en 1898 et, curieusement, il ne sera jamais admis au degré ultime, le **33<sup>ème</sup>**.

### La Commune de Paris

Élie May est sergent au 204<sup>ème</sup> bataillon de la **Garde Nationale**. Le jeune blanquiste se sent certainement particulièrement à l'aise au milieu de frères d'armes largement acquis au patriotisme républicain, quand ce n'est pas au socialisme. Après la proclamation de la **République**, le 4 septembre et la débâcle de Sedan, les parisiens souffrent de la famine

## Communard et Franc-Maçon

consécutives aux cent trente-huit jours de siège imposés par l'armée prussienne.

Lorsque l'annonce de la capitulation de **Bazaine** est connue, le peuple de Paris, dans un élan de patriotisme, re-

fuse cette paix honteuse. **Elie May**, enthousiaste, connaît enfin l'expérience insurrectionnelle, le « grand soir » qui peuple l'imaginaire de tout blanquiste. Il participe, le 31 octobre, avec les

Bellevillois à la prise de l'Hôtel-de-Ville. Le coup de force ne dure que quelques heures, mais il en fera encore le récit avec émotion dans la presse trente ans plus tard.

Le nouveau pouvoir convoque sans tarder des élections à l'issue desquelles **la Commune** est proclamée le 28 mars.

La nouvelle administration

parisienne s'inspire du principe proudhonien et antiétatique des communes autonomes et fédérées. Certes, l'expérience ne dura que soixante-douze jours, mais que de réalisations emblématiques en si peu

souffler un peu. **Le droit de vote des femmes, la Séparation de l'Église et de l'État, l'École gratuite et laïque, l'interdiction du travail de nuit** ne sont que quelques exemples des nombreuses mesures sociales de **la Commune**.



A la fin du film muet "La Commune", de 1914 d'Armand Guerra, une scène d'actualité présente un rassemblement devant le Louvre de "l'Association fraternelle des anciens combattants de la Commune"

de temps ! Remise des trois derniers termes de loyer, réforme du crédit municipal, limitation du traitement des fonctionnaires, moratoires des échéances commerciales sont autant de mesures d'urgence qui permettent à la population parisienne exsangue de

**Élie May** s'investit aussitôt avec enthousiasme dans l'action et est nommé directeur de la Manufacture des tabacs.

**Emile Eudes** dirige avec **Emile Duval**, blanquiste et membre de

**l'Internationale, le Comité Central.** Ils

s'efforcent, dans la tourmente, d'organiser une armée révolutionnaire.

**Emile Eudes**, chef de légion du vingtième arrondissement, nomme son camarade blanquiste **Gustave May**, frère d'**Élie** et initié aux « **Trinitaires** » lui aussi, Intendant Général de la

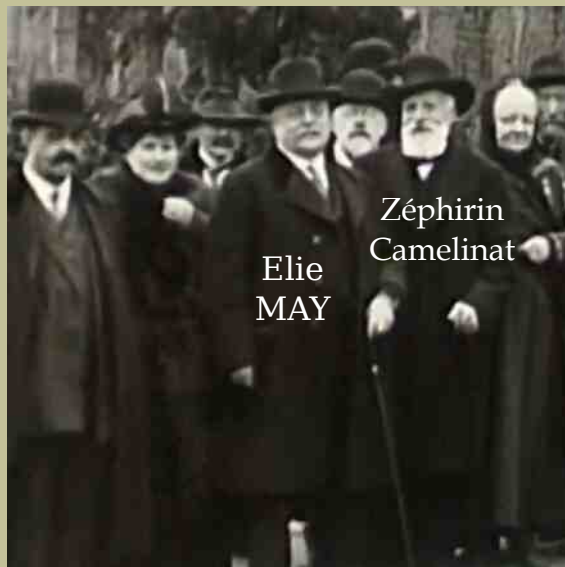
Commune. Ce dernier s'empresse d'appeler **Élie** à le seconder en tant qu'intendant divisionnaire.

### **L'arrestation**

Mais tout n'est pas fraternel au sein de l'administration communarde. Les anciennes querelles qui divisaient le mouvement ouvrier en différentes « chapelles » ne sont pas toutes oubliées. Le fait que les frères **May** soient diamantaires agace peut-être quelques militants attachés à un ouvriérisme sectaire. Ne parlons même pas de leur judéité... Quoiqu'il en soit, les voilà accusés de concussion. Ils tentent de se défendre en rendant compte de leur activité dans un rapport circonstancié du 28 avril 1871, mais en vain. Les **frères May** sont accusés de concussion et destitués par le **Comité de Salut Public**. Le nommé **Tridon**, chargé de l'Intendance au Ministère de la Guerre, les fait même écrouer.

Le coup est rude mais leur remplaçant n'est autre qu'**Eugène Varlin**, ce relieur autodidacte, très impliqué dans l'action syndicale et le mouvement

coopératif, un des Internationalistes parisiens les plus estimés. **Varlin**, malgré l'ampleur de la tâche qui lui incombe, s'empresse de vérifier la véracité des faits reprochés à ses prédécesseurs. Le 2 mai, après une enquête menée avec sérieux et précision, **Varlin** conclut à



l'innocence des **frères May** et va même jusqu'à louer leur travail et leur dévouement à la Commune.

### **Les Francs-Maçons sur les barricades**

Le 29 avril. Au matin, **Élie May** se retrouve parmi les membres des Loges rassemblées dans la cour du Louvres, il est porteur de la bannière des « **Trinitaires** ». Un impressionnant cortège se met en branle en direction

de l'Hôtel-de-Ville. Environ 10 000 frères représentant 55 loges défilent bannières symboliques déployées précédés d'une fanfare jouant des airs rituels.

Le cortège arrive enfin à l'Hôtel de Ville, il est accueilli par le Frère **Felix Pyat** qui prononce alors une brève mais chaleureuse allocution.

**Jules Vallès**, Franc-Maçon lui aussi, donne son écharpe aux membres de la délégation qui se voient également remettre le drapeau rouge, « en gage d'union indissoluble entre la **Franc-Maçonnerie** et la **Commune** ».

Le cortège retraverse Paris dans l'allégresse et va planter ses bannières entre la porte Dauphine et la porte Maillot. Le général versaillais **Montaudon**, lui-même Franc-Maçon, fait cesser le tir tandis qu'une nouvelle délégation part pour Versailles. La suite nous est conté avec lyrisme par **Louis Dubreuilh** : « Il s'en suivit vingt-huit heures de trêves et d'illusion. Mais le 30 avril au soir, le canon reprenait sa rauque chanson et criblait à mitraille l'étamine de oriflammes

symboliques. Fidèles à leur engagement, les **Maçons** appelèrent aux armes.

**Frères en Maçonnerie** et **Frères Compagnons**, disaient-ils dans leur appel en date du 5 mai, nous n'avons plus à prendre d'autre résolution que celle de combattre et de couvrir de notre égide sacrée le côté du droit. Armons-nous pour la défense ! Sauvons Paris ! **Sauvons l'Humanité !** »

*Si cette glorieuse journée du 29 avril ne fut pas déterminante pour l'avenir de la Commune, elle marqua les esprits et fut sans doute à l'origine de bien des vocations.*

*Nous reviendrons ultérieurement sur le cas d'Eugène Pottier. Louise Michel, dans ses Mémoires de la Commune, retrace cette journée avec émotion et elle sera initiée après sa libération et son retour de Nouvelle-Calédonie.*

*Élie May restera, on s'en doute, marqué par l'expérience de la Commune. Bien des années plus tard, le 21 mars 1900, il présentera une planche sur « les événements de 1871 » lors d'une tenue des*

**Trinitaires.** En novembre 1903, il relatara le siège de la Capitale dans le journal socialiste des Antilles « **Le Peuple** ».

### **L'exil**

*Le 31 août 1872, le 6<sup>ème</sup> Conseil de Guerre condamne par contumace les frères May à une peine de déportation dans une*



*enceinte fortifiée qu'ils n'effectueront jamais. En effet, Gustave et Élie sont parvenus de justesse à s'enfuir en Angleterre.*

*Les anciens Communards ne manquent pas à Londres, ils y retrouvent d'ailleurs leur grand ami et Frère des « Trinitaires » Zéphirin Camélinat. Mais les frères May trouvent sans doute l'atmosphère british trop calme pour des révolutionnaires, ils décident donc de tenter*

*leur chance dans le Nouveau-Monde pour lequel ils s'embarquent en septembre 1871.*

### **La traversée de l'Atlantique**

*Dès le 9 mars 1872, les frères May, lassés par le sectarisme de leurs « camarades » blanquistes, repartent pour Londres, ils renouent les liens fraternels et participent à une grande réunion organisée dans la capitale anglaise par les Loges maçonniques anglaises. Pour l'heure, il semble que l'Universalisme maçonnique soit une réalité plus convaincante que l'Internationalisme prolétarien ! La*

*chaleur des Frères britanniques redonne courage et Élie participe à une réunion privée de la section française de l'AIT.*

### **Tompkins square**

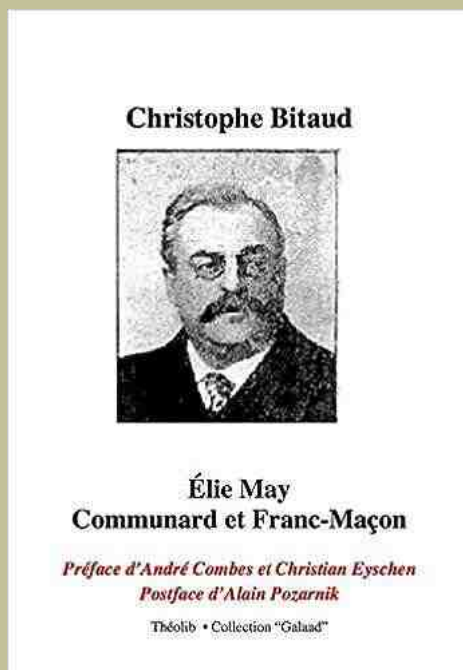
*En octobre, Élie et son frère sont de retour à New York. L'hiver 1873-1874 va les replonger dans la tourmente de l'action sociale. Depuis septembre, le pays est plongé dans une grave crise économique. La production est en chute libre et entraîne*

une très large part de la population dans un chômage synonyme de misère. Dans les grandes villes industrielles se forment des comités d'aide aux chômeurs sous l'impulsion de syndicalistes américains membres notamment des **IWA** (Industrial Workers Association) et de membres de la société des réfugiés.

Un tel comité voit le jour à New-York, le 11 décembre, sous le nom de **Comité de Salut Public**. Les membres de **l'Internationale**, dont le Conseil Général siège à New York et les anciens Communards y sont particulièrement actifs. On y retrouve beaucoup de français parmi lesquels **Théophile Millot, Victor Drury, Lucien Sanal, Boisset. Élie May** compte parmi les membres fondateurs du Comité. Il se lance dans l'activisme avec avidité, multipliant les réunions et les manifestations.

Le 13 janvier 1874, des milliers de chômeurs manifestent à Tompkins square. L'atmosphère est électrique et la tension savamment entretenue par des militants révolutionnaires, pour la plupart français. Les

frères **May** harangent la foule, les orateurs se succèdent. Mais très vite, la police charge les manifestants, sans sommation et avec une violence impressionnante qui sera dénoncée par l'ensemble des journaux américains.



**Élie May** se sent rajeunir de quelques années, la violence révolutionnaire, l'espoir de changer le monde, il n'en doute pas, c'est **la Commune** à New-York. A l'issue des échauffourées, il réunit 250 à 280 français et décide d'une nouvelle manifestation le lendemain à 20 h 30 devant le casino. Dans le même temps, son frère **Gustave** participe à la réunion des éléments les

plus radicaux des réfugiés français, il harangue la foule : la sinistre semaine sanglante est encore dans les mémoires, il faut armer les révolutionnaires en vue de futures confrontations avec les forces de police. Chacun est invité à s'inscrire dans l'action, un comité de femmes est même organisé.

Tout s'accélère le 28 février. Ce jour-là, **Élie May** forme quatre compagnies composée chacune de quatre sections de 100 hommes en armes, il en assure le commandement général et confie à son frère **Gustave** la direction de la seconde compagnie. Cette milice armée d'auto-défense est constituée sur le modèle des bataillons de **la Garde nationale de la Commune**.

**Élie May** et ses compatriotes sont convaincus de tenir leur revanche, cette fois-ci la **Révolution** sera victorieuse, elle partira du Nouveau-Monde avant de gagner l'Europe, et pourquoi pas le monde à l'image de « **la République universelle** ». Mais la réalité est toute autre, le mouvement tend à s'essouffler.

## Chevalier du travail

Élie rejoint les « **Knights of labor** » (Chevaliers du travail) en 1873. Cette organisation ouvrière fondée dans la clandestinité en 1869, s'inspire de la **Franc-Maçonnerie** pour son organisation. Elle a pour but de rassembler tous les travailleurs sans distinction de métier ou de race. **Élie** y milite à New-York et son influence et grandissante, il deviendra même membre du Comité national des « **Knights of Labor** » jusqu'à son retour d'exil en 1884.

## Les Égalitaires

**Élie May** et un certain nombre de Frères en exil à New-York décident, en 1875, d'allumer les feux d'une Loge sauvage, en dehors de toute Obédience : « **Les Égalitaires** ». **Élie May** est bien sûr élu Vénérable Maître de l'Atelier. **Eugène Pottier**, auteur de **L'Internationale** est initié par **Élie May**, son ami depuis la **Commune**, au sein de la Loge « **Les Égalitaires** » en décembre 1875.

## Retour d'exil

Après l'amnistie des Communards, **Élie May**

revient à Paris en avril 1883. Il retrouve les colonnes de sa Loge « **Les Trinitaires** » et s'investit pleinement dans le militantisme socialiste. Il participe à nombre de congrès socialistes : à Marseille en 1892 et Montluçon en 1898, alors membre du **Parti Ouvrier Français** (POF), au célèbre congrès socialiste de la salle Japy en 1899, à celui de Lyon en 1901 et surtout au congrès du Globe à Paris qui consacre l'unité des Socialistes en 1905.

Pour **Élie May**, le cloisonnement entre la politique et la **Franc-Maçonnerie** n'est pas particulièrement étanche. Il fait des « **Trinitaires** » une Loge de combat tant par les sujets traités que par l'initiation de nombreux militants et responsables socialistes. Il se distingue également par son action en faveur de l'initiation des femmes au sein de la **Grande Loge De France**.

En 1918, **Élie** est élu Président de l'**Association fraternelle des Anciens Combattants de la Commune**. Hélas, sa santé décline à partir de 1923, le contraignant à restreindre ses activités maçonniques et poli-

tiques. Il meurt le 21 octobre 1930 à Paris entouré de sa seconde femme et de ses deux fils. Son enterrement au cimetière de Montmartre est l'occasion pour les derniers survivants de la **Commune** et pour de très nombreux **Francs-Maçons** d'honorer sa mémoire.

## Christophe Bitaud

NB : J'invite tous ceux qui souhaiteraient mieux connaître ce personnage trop souvent oublié à lire mon ouvrage : **Élie May, Communard et Franc-Maçon** – Christophe Bitaud – Éditions Théolib - Collection : Galaad - 142 pages - Broché – 18 euros





## Louise Michel,...

**Nous allons parler de la Commune via la plus célèbre de ses figures, Louise Michel. Une femme parmi tant d'autres, souvent laissées dans l'anonymat, ou calomniées par la Réaction. Du reste la dévalorisation des femmes militantes est une constante, on a nommé les Communardes pétroleuses en, référence à l'incendie des Tuileries, et les femmes de la Révolution ont été qualifiées de tricoteuses quand elles n'avaient pas la chance d'être monarchistes, comme Olympe de Gouges.**

**Baruch**

**É**voquer les liens de la Franc-Maçonnerie et Louise Michel pourrait paraître un peu vain puisqu'elle n'a été initiée qu'en 1904, un an avant de mourir. Et pourtant les idéaux de la Franc-Maçonnerie l'ont en un sens toujours accompagnée, de la montée des Frères aux barricades juste avant la Semaine Sanglante, à son exil en Nouvelle-Calédonie, puis à son Initiation. Peut-on considérer qu'elle a été, selon l'expression, Franc-Maçonne sans tablier ? Les principes de la Maçonnerie sont-ils compatibles avec son engagement révolutionnaire sous l'auspice du Drapeau noir ?

### **I. Éléments biographiques**

#### **Louise Michel avant la Commune**

Louise-Michel est la fille naturelle de Marie-Anne Michel, née probablement des œuvres du fils de la maison Demahis où elle vécut ses vingt premières années, connue dans le village comme Louise Demahis, élevée par son probable

grand-père Charles Demahis qui lui fait lire Voltaire et Rousseau. À la mort des grands-parents Demahis, elle et sa mère doivent vivre seules, elle reprend son nom matronymique de « Michel », et devient institutrice. Refusant de prêter serment à Napoléon III elle ne peut être institutrice dans les écoles d'État, et va monter quelques écoles libres – au XIX<sup>e</sup> le sens de l'école libre était celui de l'école où s'exerce la liberté de pensée, il faut tout le jésuitisme de l'enseignement privé catholique pour faire croire aujourd'hui qu'il dispense un enseignement libre.

En 1856, elle arrive à Paris, où elle passe son temps entre l'enseignement, l'écriture et le militantisme.

« Sous-maîtresse » à l'école de la rue du Château d'eau dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, elle devient parallèlement secrétaire de l'Union des poètes, et commence une correspondance avec Victor Hugo, qui durera jusqu'en 1879. Il lui dédiera un poème, Viro Major qui jouera un rôle

## Communarde et Franc-Maçonne sans tablier ?

important lors de son procès de 1871. Sur le plan politique, elle fréquente les milieux révolutionnaires, et rencontre notamment **Jules Vallès** ou **Eugène Varlin**, et participe au journal **Le cri du peuple**.

### Louise Michel et la Commune

Dès la chute de l'Empire lors de la calamiteuse bataille de Sedan – à l'aube du 1<sup>er</sup> septembre, trois commandants en chef se succèdent, chacun changeant les instructions – **Louise Michel** rejoint le **Comité de vigilance des femmes** du XVIII<sup>e</sup> arrondissement qu'elle va présider. Dès janvier 1871, elle participe aux manifestations pour réclamer une **Commune Révolutionnaire**, et aurait participé aux affrontements armés du 22 janvier. Elle est surtout présente lors de l'affaire des canons des 17 et 18 mars, qui marque le véritable début de **la Commune** à Montmartre. Pour répondre aux nécessités du siège, pour conjurer la fa-

mine, elle instaure une cantine pour ses élèves. N'oublions pas quel a été le programme de **la Commune** en matière d'instruction : elle a institué la laïcité et la gratuité de l'enseignement. Le 2 avril 1871, **la Commune** prend en effet les mesures suivantes : « Considérant que



L'arrestation de Louise Michel - Girardet (1871)  
Musée P Eluard St-Denis

la liberté de conscience est la première des libertés ; (...) Art 1<sup>er</sup> l'Église est séparée de l'État. Art 2 Le budget des cultes est supprimé (...) »

**Louise-Michel** pendant **la Commune** est tout à la fois ambulancière et membre de la **Garde Nationale**. Lors de la **Semaine Sanglante** du 21 au 28 mai, elle participe aux combats de rue autour du cimetière de Montmartre et de la barricade de Clignancourt. Pour faire libérer sa mère, elle se livre le 24 mai.

Elle rejoint le camp de Satory près de Versailles où sont internés les **Communards** qui n'ont pas été massacrés lors de l'entrée des Versaillais dans Paris. Elle assiste à nombre de condamnations, dont celles de son amour passé, **Théophile Ferré**, pour qui elle écrit un poème peu avant son exécution.

Elle fait preuve d'un courage extraordinaire lors de son procès, ne cherchant pas à s'exonérer de sa responsabilité, alors que la réaction l'accable, et la présente comme la « louve avide de sang » ou encore la « cheffe des incendiaires », en référence à ces pétroleuses qui ont notamment mis le feu

aux Tuileries pour ralentir l'avancée des troupes versaillaises. Elle ne réclame pas la clémence et déclare le 28 juin : « Ce que je réclame de vous, c'est le poteau de Satory où, déjà, sont tombés nos frères ; il faut me retrancher de la société. On vous dit de le faire. Eh bien, on a raison. Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit aujourd'hui qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part, moi ! »

C'est à cette occasion que **Victor-Hugo** écrit le poème **Viro Major** en son hommage, dont voici un extrait :

« Ton long regard de haine à tous les inhumains,  
Et les pieds des enfants réchauffés dans tes mains ;  
Ceux-là, femme, devant ta majesté farouche,  
Méditaient, et, malgré l'amer pli de ta bouche,  
Malgré le maudisseur qui, s'acharnant sur toi,  
Te jetait tous les cris indignés de la loi,  
Malgré ta voix fatale et haute qui t'accuse,  
Voyaient resplendir l'ange à travers la méduse. »

### **Les années d'exil et après**

Condamnée à la déportation à vie, elle est envoyée près de deux ans à Auberville. En 1873 elle em-

barque à l'Ile-de-Ré, et après quatre mois de voyage où elle rencontre l'anarchiste **Nathalie Lemiel**, elle arrive en Nouvelle-Calédonie, où elle reste sept ans. Sur place, elle va à la rencontre des **Kanaks**, n'hésitant pas à apprendre leur langue et leur culture et traduire plusieurs de leurs mythes. Elle enseigne aussi bien aux enfants des kanaks, des gardiens que des déportés algériens.

Elle rejoint la France en 1880 par le port de Dieppe – on peut voir une plaque Quai Henri IV – et rejoint Saint-Lazare. Le Préfet **Lépine** craignait son retour et avait tenté d'interdire des rassemblements, mais près de 10 000 personnes l'y attendent. Rebelle jusqu'au moindre détail, elle cache ses chats touchés par la quarantaine que **Jules Vallès** soustrait au contrôle de police. À son retour, elle ne se tait pas. Elle publie un roman policier **La misère** qui obtient un grand succès. Elle multiplie les interventions, et en 1882 elle rompt définitivement avec les parlementaires socialistes, et suggère que la classe ouvrière arbore désormais **le Drapeau noir** et non plus le Dra-

### **peau rouge.**

Elle sera plusieurs fois condamnée et incarcérée notamment 15 jours à la Prison de Saint-Lazare en 1882, puis en 1883 après une manifestation pour le pain avec **Émile Pouget**, 1886. Œuvre moins connue, mais usuelle dans le milieu anarchiste – cf. **Brouillard au pont de Tolbiac** de **Léo Malet** – elle prend la défense de la cause animale, publiant en 1886 **La cruauté contre les bêtes**. En 1887 elle prononce plusieurs discours contre la peine de mort. En 1888 lors d'un meeting elle est blessée par balles par un militant réactionnaire **Chouan** au Havre, mais elle refuse de porter plainte. Après de nouvelles arrestations, et courant le risque d'un internement psychiatrique, elle s'exile à Londres de 1890 à 1895, où elle installe une école, elle y rencontre notamment l'anarchiste **Malatesta**. D'octobre à décembre 1894, elle fait une série de conférences en Algérie. Elle tombe malade à son retour à Sisteron, développe une pneumonie et meurt à Marseille le 9 janvier 1905.



LES FRANCS-MAÇONS PLANTANT LEURS BANNIÈRES SUR LES FORTIFICATIONS A PORTE MAILLOT (1871)

## II Louise-Michel et la Franc-Maçonnerie

### Pendant la Commune, l'hommage à la Franc-Maçonnerie

Dans son *Histoire de la Commune*, Lissagaray, rapporte l'événement du 29 avril 1871 où des Franc-Maçons vont tenter d'obtenir un armistice en montant aux Champs-Élysées, bannières déployées.<sup>1</sup>

Louise Michel l'a aussi rapporté dans ses mémoires.

« La Commune allait mourir ! Qu'avait donc servi l'enthousiasme universel ? De grandes manifes-

tations avaient eu lieu, mais Versailles avec son cœur de pierre n'avait senti que la Banque en péril ; les Francs-Maçons, le 26 avril, avaient envoyé des deux Orients de Paris, une délégation des Vénérables et des députés des Loges, adhérer à la Révolution ; il avait été convenu que le 29, ils iraient en cortège sur les remparts entre le Point-du-Jour et Clichy, qu'ils planteraient la bannière de paix, mais que si Versailles refusait cette paix ils prendraient, les armes à la main, parti pour la Commune.

En effet, le 29 avril au matin, ils allèrent à l'Hôtel-

de-Ville où Félix Pyat, au nom de la Commune prononça un discours ému et leur remit une bannière. Ce fut un spectacle comme ceux des rêves que ce défilé étrange. Aujourd'hui encore il me semble en en parlant, revoir cette file de fantômes allant avec une mise en scène d'un autre âge, dire les paroles de liberté et de paix qui se réaliseront dans l'avenir. L'impression était grande, il fut beau de voir l'immense cortège marchant au bruit de la mitraille comme en un rythme.

Il y avait les Chevaliers Kadoshs avec l'écharpe noire frangée d'argent. Les

**Officiers Rose-Croix**, le cordon rouge au cou, et tant d'insignes symboliques que cela faisait rêver. En tête, marchait une délégation de la **Commune** avec le vieux **Beslay**, **Ranvier**, et **Thirifocq**, délégué des **Francs-Maçons**. Des bannières étranges passaient, la fusillade, le canon, les obus faisaient rage. Ils étaient là six mille représentant cinquante mille Loges.

Le cortège spectral parcourut la rue Saint-Antoine, la Bastille, le boulevard de la Madeleine, et par l'Arc de Triomphe et l'avenue Dauphine, vint sur les fortifications, entre l'armée de Versailles et celle de la **Commune**.

Il y avait des bannières plantées de la porte Maillot à la porte Bineau ; à l'avancée de la porte était la bannière blanche de paix, avec ces mots écrits en lettres rouges : «**Aimez-vous les uns les autres.**» Elle fut trouée de mitraille. Des signes s'étaient échangés aux avancées entre les Fédérés et l'armée de Versailles ; mais ce fut seulement passé cinq heures que cessa le feu ; on parlementa et trois dé-

légués **Francs-Maçons** se rendirent à Versailles où ils ne purent obtenir que vingt-huit heures de trêve. À leur retour les **Francs-maçons** publièrent un appel, avec le récit des événements et leur protestation contre la profanation de la bannière de paix, adressé à la fédération des francs-maçons et compagnons de Paris. »<sup>2</sup>

### **L'intégration à la Franc-Maçonnerie**

Plusieurs articles relatent l'intégration de **Louise Michel** à la **Franc-Maçonnerie**, et ce dès l'année 1905. Le 20 mars 1905, quelques mois après son initiation dans la Loge « **La Philosophie sociale** », le **Bulletin de la Grande Loge Symbolique Écossaise**, en dissidence du **Grand Orient**, publie des extraits de son passage sous le bandeau, de son initiation et de sa première planche.

#### **- Initiation**

Le 13 septembre 1904, **Louise Michel** est reçue pour son initiation à la Loge « **La Philosophie sociale** » au Temple de la rue Rondelet, de la **Grande Loge Symbolique Écossaise**. Plus de 500 Frères et Sœurs se

présentent sur les colonnes, certains sont refusés à cause de l'affluence. Ce jour-là **Charlotte Vauvelle** – militante anarchiste – et **Henri Jacob** sont, avec **Louise Michel** les trois profanes qui vont passer sous le bandeau avant d'être initiés. Tout le monde vient pour **Louise Michel**, celle, dit le bulletin de la **Grande Loge**, « qui a fait trembler la bourgeoisie pendant plus de trente ans. » Elle est accueillie par le Frère **Charles Malato de Cornet**, qui fut un temps son compagnon de case en déportation en Nouvelle-Calédonie<sup>3</sup>.

La Loge « **La Philosophie sociale** » est déjà très marquée politiquement. Son règlement interdit toute « distinction de sexe de race ou de couleur », et surtout s'inscrit dans le combat social, puisque son article premier indique que « la Loge travaille à l'émancipation complète de l'individu par la suppression des castes nobiliaire, sacerdotale, militariste et capitaliste. »<sup>4</sup> Cette Loge organise chaque année aux alentours du 18 mars une tenue en hommage à la **Commune**.

- **Passage sous le ban-**

**deau**

**Le Bulletin de la Grande Loge** nous révèle quelques éléments de son Initiation. Elle commence par regretter de n'avoir pas su plus tôt que la **Franc-Maçonnerie** n'était pas toujours réservée aux hommes : « j'y serai entrée avec plaisir dans la Maçonnerie, et depuis longtemps, mais on m'a toujours dit que la femme n'y a pas une place égale à l'homme. »<sup>5</sup> Or la **G.L.S.E.** était mixte, et d'ailleurs, **Charles Malato de Cornet** avait prononcé une planche en 1902 en faveur de « l'admission de la femme en Franc-Maçonnerie. »

S'agissant des valeurs de la Maçonnerie, un Frère que le bulletin dit avoir été « plutôt hostile » l'interroge sur son rapport à la violence. Pensait-elle devoir tuer des gens qui ne pensent pas comme elle ? Elle répond sans fioriture que « Toute vie est sacrée et j'éprouverais la plus grande douleur à verser le sang d'autrui ; mais si nous étions en période révolutionnaire et qu'un meurtre fût la condition du triomphe de mes idées, je n'hésiterais pas une mi-

nute. » Se rappelant des épisodes de la **Commune**, elle se remémore les réticences à avoir tiré sur des Versaillais pas plus coupables que d'autres. « Lorsque je vis ces petits Bretons, me disait-elle, leur douce figure me faisait pitié et l'idée de tirer



Louise Michel à Satory

sur eux m'inspirait d'abord une grande répugnance ; mais ce furent eux qui commencèrent, alors je me dis que c'était le devoir et je déchargeai ma carabine. » **Le Bulletin de la Grande Loge** n'hésite pas à citer **Nietzsche** en commentaire, ce dernier faisant du surhomme celui qui n'hésite pas à surmon-

ter ses sentiments pour les intérêts supérieurs.

Jusqu'où irait son engagement maçonnique, que devrait-elle faire si une révolution survenait ?

« J'irai toujours de l'avant. Si la **Révolution** a des idées plus hautes que la Maçonnerie, j'irai à la Révolution ; si la **Maçonnerie** a des idées plus hautes que la Révolution, je resterai à la Franc-Maçonnerie. »<sup>6</sup> Du reste, s'il est bien des valeurs que **Louise Michel** revendique, c'est l'universalité. À un Frère qui lui demande pourquoi elle n'était pas retournée dans la Haute-Marne de sa jeunesse, après son exil, elle répondit « Je suis trop prise par l'action. Puis ma Patrie, c'est tout l'univers. »<sup>7</sup> Un autre récit nous dit qu'elle ajoute

« je ne m'appartiens pas, j'appartiens toute à la Révolution sociale, je vais où il faut. »<sup>8</sup>

Après son passage sous le bandeau, elle est acceptée à l'unanimité moins les voix de quelques Frères du **Grand Orient**.

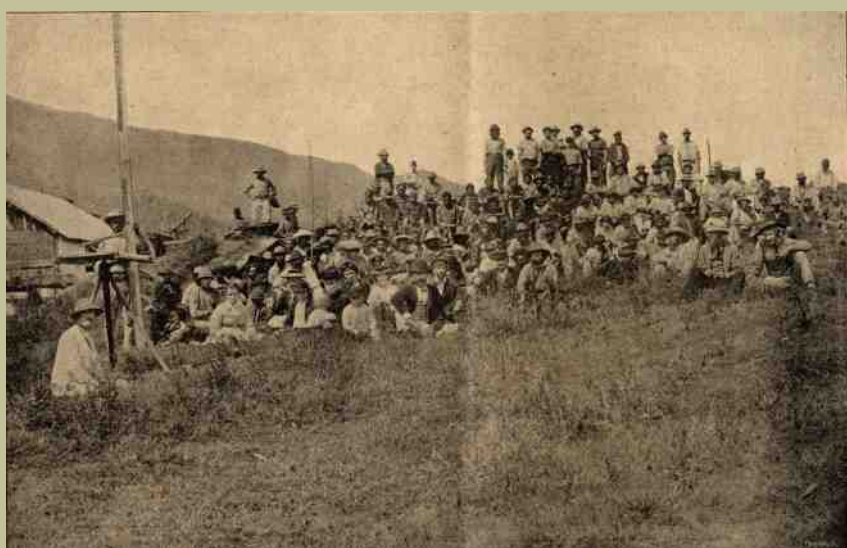
- **Premières planches**

Dès le lendemain, le 14 septembre elle prononce

une planche à la Loge **Diderot**, lors d'une série de tenues consacrées au féminisme. Le docteur **Le-grain** commence par un plaidoyer pour conserver le symbolisme dans la Franc-Maçonnerie, puis **Madeleine Pelletier** présente une planche sur l'idéal maçonnique, qui ne doit être pour elle « ni une fédération d'universités populaires, ni un groupe politique, mais un groupe d'Ordre, et un ordre d'action », « une oligarchie éclairée assez forte pour obliger le gouvernement à compter avec elle. »<sup>9</sup> Elle se-rait ainsi « une société nombreuse, disciplinée et forte, qui jouerait vis-à-vis des dirigeants le rôle d'un peuple éclairé, capable de conseiller et au besoin de prescrire les réformes à opérer pour le bien de tous. »<sup>10</sup>

Vient ensuite le tour de **Louise Michel** qui développe la nécessité pour la Maçonnerie d'accueillir des femmes. Elle réfute la lutte entre les sexes : « le duel des sexes serait ridi-

cule et odieux, il n'y a pas de Femme contre l'Homme ; il y a l'Humanité. » « Devant le grand idéal de liberté et de justice, il n'y a point de différence d'hommes et de femmes ; à chacun son œuvre. » L'idéal de progrès doit s'affranchir de la religion, et elle en voit les signes dans l'esprit du



Groupe de déportés à la presqu'île Ducos (Nelle Calédonie) 1895  
(Archives municipales d'Ivry-sur-Seine)

temps. Ses contemporains veulent rompre avec le passé. Il faut que le passé soit mort. Il appartient aux Maçons et aux Maçonnes de créer la religion nouvelle, la religion sans dieu et sans dogmes. »<sup>11</sup>

### **Quand l'Orient éternel se loge à Levallois**

Atteinte de pneumonie, elle est inhumée à sa demande auprès de sa mère à Levallois-Perret. Anticléricale et athée, elle refuse toute cé-

rémonie religieuse. Son cercueil est accompagné par une foule innombrable – près de 100 000 personnes – et ce sans débordement majeur. La presse anti-maçonnique et réactionnaire monte en épingle un court incident lorsque le **Vénérable** de son Obédience tente d'apposer les emblèmes maçonniques sur sa tombe, alors que

tous, socialistes et anarchistes, syndicalistes, s'accordent pour ne pas s'accaparer sa mémoire. Le 25 février 1905 la Loge « **La Philosophie sociale** » organise une **Tenue Blanche** en sa mémoire. Depuis un atelier

du **Droit Humain** le n° 786 porte son nom depuis 1921<sup>12</sup>.

### **Une initiation symbolique et combattante !**

Revenir sur l'initiation de **Louis Michel** nous renseigne tout autant sur la **Communarde** et son esprit que sur les débats de la Maçonnerie en 1904. **Madeleine Pelletier**, première doctoresse en psychiatrie, militante féminine initiée en mai 1904, en est

*l'un des principales artisanes. Elle ne cache pas le caractère militant de l'opération qui devait faire écho au **Grand Convent du Grand Orient** qui se tenait du 11 au 18 septembre 1904. **La Grande Loge symbolique** ici voulait marquer la nécessité d'ouvrir la Maçonnerie aux femmes, en s'appuyant sur l'image de celle qui ne pouvait passer pour une faible femme sous l'influence cléricale. D'ailleurs lors de la tenue du 14 septembre à la **Loge Diderot**, le **Frère Serin** montre que l'engagement maçonnique des femmes pourra compter dans la lutte contre l'endoctrinement clérical, alors que la France entre en plein débat sur la laïcité de l'État.*

*La question sur laquelle je souhaiterais terminer cet article est simple : aujourd'hui **Louise Michel** serait-elle acceptée en*

*Maçonnerie ? Paradoxalement si elle l'a été alors que nombre de Maçons en 1904 étaient liés à **la République** qui a accouché sur les cendres de **la Commune**, aujourd'hui nombre de débats sur l'arc républicain qui infusent aussi en Loges rendrait sans doute son acceptation plus difficile.*

### Baruch

Notes :

1 « L'immense cortège, ayant montré à la Bastille et aux boulevards ses bannières frénétiquement applaudies, arriva, vers deux heures, au rond-point des Champs-Élysées. Les obus du Mont-Valérien l'obligèrent à prendre des voies latérales pour gagner l'Arc de Triomphe. Une délégation de tous les vénérables planta les bannières depuis la porte Maillot jusqu'à la porte Bineau. La bannière blanche fut dressée au poste le plus périlleux, l'avancée de la porte Maillot ; les versaillais cessèrent leur feu. Les délégués et quelques membres de la Commune désignés par le sort s'avancent, bannière en tête, dans l'avenue de Neuilly. Au pont de Courbevoie, devant la barricade versaillaise, un officier les reçoit et les conduit au général

Montaudon, franc-maçon lui aussi. Ils s'expliquent, demandent une trêve. Le général permet à trois délégués de se rendre à Versailles. Ce soir-là, le silence se fit de Saint-Ouen à Neuilly. Le lendemain, les délégués revinrent. M. Thiers les avait à peine reçus. Impatient, résolu à ne rien accorder, il ne voulait plus admettre de députation. En même temps, les balles versaillaises trouaient les bannières. Les Francs-Maçons se réunirent aussitôt salle Dourlan et décidèrent d'aller au feu avec leurs insignes. » Prosper Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de Paris de 1871, La Découverte*, Paris, 2000, p. 248-249

- 2 Louise Michel, *La Commune, Histoire et souvenirs II Maspéro*, p. 16-18
- 3 *Cahiers de Tristan Duché*, n° 38 p. 33
- 4 Cf. Claude Retat « Louise Michel, grande figure, grande famille » *La chaîne d'union*, n° 80, 2017
- 5 *Bulletin de la Grande Loge Symbolique écossaise*, (juillet 1905 – mars 1905) directrice de la rédaction Dr. Madeleine Pelletier
- 6 Cité par Claude Retat, *op. cit.* p. 8
- 7 *id.*
- 8 *Cahiers de Tristan Duché op. cit.* p. 34
- 9 *id.* p. 34-35
- 10 *Bulletin de la Grande Loge Symbolique écossaise. op. cit.* p. 31
- 11 *Cahiers de Tristan Duché op. cit.*
- 12 *Cahiers de Tristan Duché id.* p. 36-37



## Jules Vallès, ...



**C**e vendredi 2 avril 1869, en début de soirée, **Jules Vallès**<sup>1</sup>, **Gustave Mesureur**<sup>2</sup> et trois de leurs proches pressent le pas pour se rendre à la tenue de la Loge **La Justice 133**, à l'Orient de Paris, à laquelle est affilié l'ami **Nadar**<sup>3</sup> et où aura lieu leur initiation. Et voici ce que **Vallès** a préparé pour son testament maçonnique<sup>4</sup> qu'il développera devant les colonnes, ainsi que le retrace le procès-verbal :

« Je désire, en entrant dans la Maçonnerie, trouver aide, protection, mutualité. Je crois que l'idée de Dieu a pu être utile à l'origine des sociétés, mais aujourd'hui, elle ne peut être que nuisible. Je pense avec Proudhon que s'en occuper actuellement, c'est perdre son temps, c'est sacrifier l'homme. Pour beaucoup d'individus, Dieu a pu être

un emblème, mais je ne crois pas qu'il ait jamais pu être un drapeau.

Envers mon semblable, je crois le dévouement utile, nécessaire, c'est un sentiment que l'on doit développer chez l'homme. Le dévouement est une mutualité généreuse qui doit profiter d'une double manière à l'individu, à la collectivité, à ceux même qui ne peuvent rendre aucun service à la société. Je crois les deux mots Droit et Devoir, synonymes. Le droit consiste à défendre sa liberté sans toucher à celle des autres. Le journaliste ne doit pas mentir à sa pensée ; il y mentirait, du reste sans grand danger pour la société.

Je ne crois pas à l'homme de lettres, génie ; il n'invente pas, il n'est que le reflet, le traducteur. Il ne fait, par son œuvre, que mettre

**"La meilleure façon de défendre la République, c'est de la rendre républicaine."**

**Camille Pelletan**

**Pierre Gueguen**

## la rue et la grande fédération des douleurs

« Et la rue, elle est à qui ?  
Elle est à nous !  
A qui ? A qui ? A qui ?  
A nous ! A nous ! A nous ! »

**Slogan lancé par les Gilets Jaunes en 2018**

« Aux morts de 1871, à tous ceux qui, victimes de l'injustice sociale, prirent les armes contre un monde mal fait et formèrent, sous le drapeau de la Commune, la grande fédération des douleurs, je dédie ce livre. »

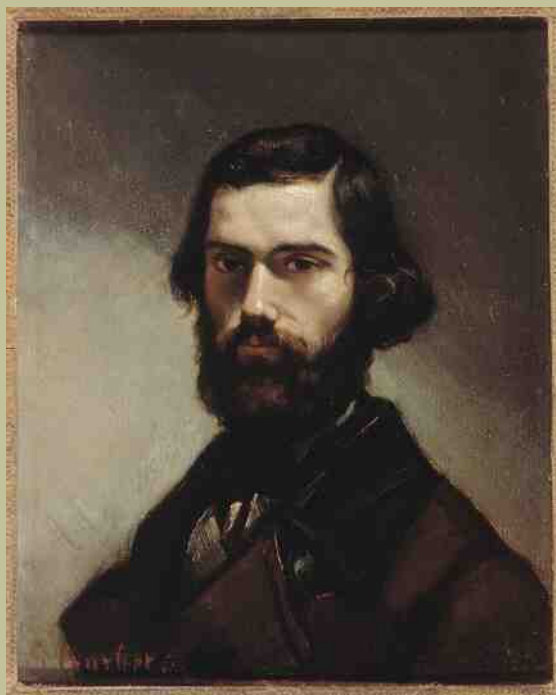
**Jules Vallès**

**Jacques Vingtras, Mémoires d'un révolté - En exergue de L'Insurgé**

une enseigne à une idée. Un journaliste peut compromettre sa dignité, mais n'a jamais d'influence assez grande pour porter atteinte à la liberté d'une nation. S'il produit une idée bonne, ce sera un drapeau, si c'est une idée mauvaise, ce ne sera qu'une cible. Je ne crois pas Parny dangereux<sup>5</sup>. De Sade<sup>6</sup> n'est qu'une étrangeté sans aucune influence : ils ont traduit leur époque, ils n'ont pas créé les vices dont elle s'est souillée. »

**Gustave Mesureur** explique, quant à lui, être « venu chercher dans la Maçonnerie un appui. L'homme seul étant sans force, il espère que du groupement des individualités peut naître une force collective niée jusqu'à présent par les individualistes. Il ne croit pas en

Dieu, car son esprit se refuse à reconnaître rien de supérieur à ce qui constitue l'humanité. Selon lui, la loi n'est qu'un accident, elle représente une époque et non la Justice. La loi n'a



Jules Vallès par Gustave Courbet

plus de raison d'être et n'existe plus si le peuple est contre cette loi. Si la loi est mauvaise, la révolte est

juste. »

Ils ont alors respectivement 37 et 22 ans. Le plus jeune, **Gustave Mesureur**, comptera parmi les grandes figures non seulement de la **Franc-Maçonnerie** et de la **Grande Loge de France**, mais aussi parmi les grands promoteurs de la fonction publique républicaine et tout particulièrement de l'Assistance publique de Paris. **Gustave Mesureur** fut à la Protection sociale ce que **Ferdinand Buisson** fut à l'Ecole laïque. Trente ans plus tard, lors de la fondation en juin 1901 du Parti républicain radical et radical-socialiste, il en sera le président. Son Frère et camarade **Camille Pelletan**<sup>7</sup>, lors de la déclaration de clôture du congrès, déclarera devant les plus de mille délégués enthousiastes venus de tout le pays

que « **la meilleure façon de défendre la République, c'est de la rendre républicaine** ». Dans la France d'alors, impériale et policée, la Franc-Maçonnerie caporalisée par **Napoléon III** a connu, comme en ce vendredi 2 avril 1869 avec nos cinq jeunes impétrants, un fort apport de proches des courants socialistes et libertaires, contribuant ainsi – souvent à son corps défendant – à la rencontre de militants qui mirent sur les fonts baptismaux laïques le premier parti républicain de France.

Aux élections législatives du mois de mai suivant son initiation, **Jules Vallès** est candidat dans le XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. « J'ai toujours été l'avocat des pauvres, je deviens le candidat du travail, je serai le député de la misère ! » : c'est par ces mots qu'il résume lyriquement son programme, comme si le jeune insurgé de 16 ans de la **Révolution de 1848** qu'il fut, retrouvait vingt ans après la « grande fédération des douleurs ». Mais dans cette période de fin de règne, dans le nouveau Paris haussmannien qui surgit, que les prolétaires et les pauvres ont déserté pour les alentours, la voix de l'insurgé se perd. De plus, **Vallès**

est accusé de diviser et de favoriser par sa candidature le candidat bonapartiste, le célèbre avocat **Charles Lachaud**, contre le candidat républicain bourgeois, **Jules Simon**<sup>8</sup>. La défaite sera cuisante : **Simon** est élu avec 30 000 voix, certes loin devant Lachaud et ses 9 000 voix, mais plus loin encore devant **Vallès** et



Gustave Mesureur en 1912

son petit résultat de 654 voix.

En mai de cette même année 1869, un mois donc après l'initiation de **Mesureur**, **Vallès** et leurs amis, **Léon Gambetta**<sup>9</sup>, alors âgé de 31 ans, frappe lui aussi à la porte d'un temple maçonnique et rejoint la loge **La Réforme**, à Marseille. Il s'était porté candidat aux élections législatives pour

l'opposition républicaine à la fois à Marseille et dans le quartier de Belleville, à Paris, où il présenta les grandes lignes du programme de l'opposition républicaine. Le « Programme de Belleville » deviendra la colonne vertébrale de l'action des fondateurs du Parti radical jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, impulsant les grandes lois républicaines dites « de liberté » : liberté de la presse, de réunion et d'association, instruction primaire gratuite, laïque et obligatoire, séparation de l'Église et de l'État, protection sanitaire et sociale...

Dernières élections du régime impérial, les législatives de 1869 confirment l'érosion du régime bonapartiste, désormais géant aux pieds d'argile. Un an plus tard, en 1870, le succès du plébiscite – portant sur quelques réformes et sur le changement de constitution consolidant la dynastie impériale – sera de fait le chant du cygne de cet Empire, né d'un coup d'État. Vingt ans après, grâce aux républicains sortis de la clandestinité et de l'exil, la vie politique commence à reprendre ses droits, mais donne le jour à un parlementarisme marqué par le régime personnel moribond. Majoritairement

bourgeois libéral, composé de centristes de diverses tendances qui se satisfont de la situation nouvelle, le « Thiers-parti », comme on l'appelle, s'installe, comptant bien passer benoîtement de l'Empire libéral à la République conservatrice.

### Vers le Temps des Césaires

En 1870, le **Grand Orient de France** est la première obédience maçonnique, après avoir connu une forte augmentation des affiliations dans plus de 300 loges. La jeune génération des moins de 40 ans représente la moitié de ses membres actifs. Dans le contexte politique d'un empire chancelant, nombre d'entre eux, et notamment les Frères de tendance blanquiste, qui publient de 1867 à 1870 **L'Action maçonnique**, travaillent aux fondements d'une morale adogmatique, indépendante des croyances religieuses et favorisant la promotion d'une loi républicaine de Séparation des Eglises et de l'Etat. Ils appuient tout regroupement s'inscrivant dans le combat pour le respect de la dignité de chacun, notamment le mouvement mutualiste et coopératif, ils préconisent une école publique gratuite et obligatoire. Ils mettent également en avant leurs idées internationalistes et

pacifistes. Au Convent de 1870, cette évolution philosophique et politique au sein du **Grand Orient** se traduit par l'élection d'un nouveau **Grand Maître** proche de cette quête d'une liberté absolue de conscience y compris au sein de l'obédience, **Léonide Babaud-Larivière**, ancien « quarante-huitard » député de la Deuxième République, en lieu et place du républicain libéral « pondéré » **Hippolyte Carnot**, qui traversera le siècle et ses différents régimes sans encombre. Pour ces jeunes Frères, **la Franc-Maçonnerie** ne peut se tenir à l'écart de la construction d'une **République** garante de liberté, d'égalité et de fraternité, une République « démocratique, sociale et universelle ».

A l'opposé, le très catholique **Louis Veuillot**, directeur de **L'Univers**<sup>10</sup>, s'engage tambour battant pour la « liberté » de l'enseignement supérieur, pour la défense inconditionnelle du pouvoir temporel du pape, contre les républicains qui revendiquent une loi de Séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais après la défaite de Sedan, la capture de **Napoléon III** et de toute son armée par la Prusse, la III<sup>ème</sup> République est proclamée le 4 septembre 1870 à l'Hôtel de Ville de Paris par

**Léon Gambetta**. Elle durera jusqu'au 10 juillet 1940, funeste jour qui voit les pleins pouvoirs accordés par le Parlement à **Philippe Pétain**. Les premiers actes constitutionnels, publiés dès le lendemain, consacrent l'État français et la politique de Révolution nationale, en collaboration avec l'occupant nazi. Les évêques de France applaudissent. L'archevêque **Jules Géraud Saliège** de Toulouse lâchera ces mots à la suite de la défaite : « Voilà ce qui arrive quand on chasse Dieu de l'école ! ». Il récidivera par écrit dans une lettre pastorale publiée à la une de **La Croix**, le 28 juin 1940 : « Taisons-nous, travaillons beaucoup, souffrons en silence, compatissons et prions. Ne disons pas notre cause est juste, Dieu la fera triompher. C'est le préjugé juif. » Et plus loin : « Pour avoir chassé Dieu de l'école, des prétoires de la Nation, Seigneur, nous vous demandons pardon ! Pour avoir spolié nos religieux et nos religieuses ; pour avoir dépouillé l'Eglise, Seigneur, nous vous demandons pardon ! ». Cela dit, l'archevêque **Saliège** aura droit à tous les honneurs après la **Libération** et encore de nos jours. Telle est la force de l'Union sacrée !

Qu'il est ardu, le chemin vers la République sociale, ce

chemin gravi par des hommes et des femmes, héritiers de la **Révolution française**, œuvrant avec conviction pour l'intérêt général et le bien commun. En décembre 1905, après l'adoption de la **loi de Séparation des Eglises et de l'Etat**, **Jean Jaurès** aura cette formule fameuse qui claque toujours comme un drapeau : « ... c'est la marche délibérée de l'esprit vers la pleine lumière, la pleine science et l'entière raison ».

**La rue, elle est à nous ! A nous ! A nous ! A nous !**

Indéniablement, **Jules Vallès** est l'un de ceux et de celles qui consacrent leur vie et leurs forces à combattre l'ordre établi pour contribuer à l'émancipation du peuple et à la conquête de sa dignité. Dans une période où la réaction et le parti cléricol imposaient restauration sur restauration après l'écrasement des révolutions – ce qui était sur le point de se reproduire lors de la **Commune de Paris** – les républicains connaissaient bien des hésitations et nombre de désaccords. **Vallès** écrit dans son roman **L'Insurgé** : « Il faut être soi, jeter

au loin les livres et les drapeaux lourds, affirmer, faible ou forte, sa personnalité et ne sacrifier le caractère et les droits de l'individu ni au besoin de la gloire, ni aux raisons d'Etat. » Sa grande amie, la militante féministe libertaire **Séverine**<sup>11</sup> dit de lui : « **Vallès**, révolutionnaire jusqu'aux moelles,



Elie Reclus, frère d'Elysée, responsable de la bibliothèque nationale pendant la Commune (1827-1904)

nul ne le contestera, entendit demeurer en marge de toutes les écoles socialistes. »<sup>12</sup> **Vallès** est devenu le journaliste reconnu du **Cri du Peuple** et connaît son premier grand succès littéraire en 1857, avec son roman **L'Argent**. Il y remet en cause le mythe de la bohème, le romantisme ins-

piré du jeune poète anglais **Thomas Chatterton**<sup>13</sup> comme celui de **Byron**<sup>14</sup>. Non, la misère n'a rien de beau ni d'inspirant. Elle est un fléau qui appelle au combat. Il y rend aussi un hommage appuyé à **Eugène Sue**<sup>15</sup>, qu'il admire et qui l'inspire, mort récemment en exil.

**Prosper-Olivier**

**Liasagaray**<sup>16</sup>, « ancien combattant sans doute, mais qui n'a été ni membre, ni officier, ni fonctionnaire, ni employé de la **Commune**, un simple du rang » publiée en 1876, « pour qu'on sache », sa désormais célèbre **Histoire de la Commune de 1871**. Il y raconte ainsi les journées de fin avril 1871, quand une délégation de **Francs-Maçons** conduite par le Frère blanquiste **Gabriel Ranvier**<sup>17</sup> est reçue par la Commune, le 26. Le témoignage du Frère **Élie Reclus**<sup>18</sup>, affilié à la Loge « **La Renaissance par les émules d'Hiram** », l'éditionnel du **Cri du peuple** du 1<sup>er</sup> mai, sous la plume de **Jules Vallès** et le titre « **Les Maçons aux remparts** » étoffent son propos.

26 avril 1871, témoignage d'Élie Reclus : « Il y a foule devant le théâtre du Châ-

telet. Ce sont les **francs-maçons** de Paris qui se réunissent en grande Assemblée pour délibérer sur la conduite que doit tenir leur vaste association dans cette crise suprême. (...)

La **franc-maçonnerie** est nécessairement conciliatrice. Elle a des adeptes dans les deux camps. Aussi tous les hommes de paix ont immédiatement réclamé son intervention philanthropique et désintéressée. Mais la philanthropie est une chose bien vague. **Mac Mahon** et Monsieur de **Galliffet** riraient aux éclats si on les priait, au nom de la philanthropie, de ne plus ordonner de charges, de se tenir strictement sur la défensive. Quand on se bat, on se bat pour se battre, et sérieusement. Les combattants n'aiment point qu'on leur propose trêve ou armistice. Il ne s'agit pas seulement de prêcher la paix, la Concorde, il faut encore formuler les articles du traité de paix, il faut un programme de conciliation.

De même que tous les conciliateurs qui sont survenus, Ligues, Unions, Syndicats, **la Franc-Maçonnerie** propose des élections sur toute la

ligne, précédées de la reconnaissance des franchises municipales.

Rien de plus juste de plus raisonnable que ces propositions. Si l'assemblée de Versailles n'était furieuse et insensée, elle les eût admises immédiatement. Mais tous les jours on les lui présente à nouveau et elle les refuse à nouveau. En intervenant, la Franc-Maçonnerie n'accomplit que son devoir d'humanité, mais en intervenant dans un débat politique, elle discute nécessairement la politique et doit aboutir fatalement à prendre parti : de sorte qu'en accomplissant son devoir, elle ne pourra échapper au reproche d'être sortie des bornes de son devoir

La délibération solennelle a regroupé près de 5 000 membres de tous grades des loges maçonniques des deux Orient de Paris, le **rite français** et le **rite écossais**. Le Franc-Maçon **Thirifocq**<sup>19</sup> y a déclaré, qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation avec le gouvernement de Versailles, il fallait agir autrement : « *Frères, les Maçons vont être forcés de devenir soldats. Il faut qu'ils aillent en face des hordes de Versailles, planter la bannière*

*franc-maçonnique, décidés à la défendre d'un coup de fusil si une seule balle troue la laine bleue du drapeau* ». Malgré la vive opposition de **Floquet**<sup>20</sup>, député démissionnaire à l'Assemblée nationale et membre de la loge écossaise, l'Assemblée a décidé que les **Vénérables** et les **députés de loge** iraient faire acte d'adhésion à **la Commune** et annoncer que le 29, les **Francs-Maçons** des deux rites iraient sur les fortifications, entre le point du jour et Clichy, pour y planter leurs étendards de paix, de fraternité et y défendre **la Commune**, même par les armes si l'armée de Versailles repoussait leur tentative de concorde et d'union. L'émotion était grande, ils se sont ensuite dirigés à près de 2 000 vers l'Hôtel de Ville. Ils ont été reçus avec enthousiasme par **la Commune** tout entière vers 5 heures du soir dans la Cour d'Honneur. Le Franc-Maçon **Thirifocq** déclare que, depuis le jour où **la Commune** existe, **la Franc-Maçonnerie** a compris qu'elle serait la base de nos réformes sociales : « *C'est la plus grande révolution qu'il ait jamais été donné au monde de contempler. Si, au début*

du mouvement, **les Francs-Maçons** n'ont pas voulu agir, c'est qu'ils tenaient à acquérir la preuve que Versailles ne voulait entendre aucune conciliation. Comment supposer en effet que des criminels puissent accepter une conciliation quelconque avec leurs juges ? » De nombreux cris de : « **Vive la Commune ! Vive la Franc-Maçonnerie ! Vive la République universelle !** » répondent à l'orateur.

Le citoyen **Jules Vallès**, après avoir remercié la députation en quelques mots, donne son écharpe au franc-maçon **Thirifocq** qui annonce que cet emblème restera dans les archives de la **Franc-Maçonnerie**, en souvenir de ce jour mémorable.

Le citoyen **Lefrançais**<sup>21</sup>, membre de la Commune, lui aussi **Franc-Maçon** dans une loge écossaise des plus républicaines, déclare qu'il s'était depuis longtemps assuré que le but de l'association était le même que celui de la **Commune** de Paris : la régénération sociale. La députation se retire après avoir enguirlandé sa bannière avec l'écharpe du citoyen **Jules**

**Vallès**, et emporté un drapeau rouge.

Une délégation de la **Commune** la reconduit jusqu'à la rue Cadet où se trouve le siège du **Grand-Orient**. Elle est acclamée sur son passage par la population enthousiasmée, et l'on se sépare après une vive et patriotique al-



Séverine (1855-1929)

locution du citoyen **Ranvier**, membre de la **Commune** et lui aussi Franc-Maçon. Tous les cœurs battent à l'unisson. Cette manifestation par laquelle la Franc-Maçonnerie parisienne appuie ouvertement la revendication des franchises communales, peut avoir une influence, surtout en

province. Par ses nombreuses ramifications, la **Franc-Maçonnerie** est en rapport avec toutes les villes de France. »

29 avril, témoignage de **Lissagaray** : « L'intervention de cette puissance mystérieuse avait jeté un grand espoir dans Paris. Le 29 au matin, une foule énorme encombrait les abords du Carrousel, rendez-vous de toutes les loges. Malgré quelques **francs-maçons** qui avaient protesté par affiche, à dix heures, six mille frères, représentant cinquante-cinq loges, étaient rangés dans le Carrousel. Six membres de la **Commune** les conduisirent à l'Hôtel-de-Ville, au milieu de la foule et des bataillons en haie. Une musique grave et d'un caractère rituel précédait le cortège ; des officiers supérieurs, les grands-mâîtres, les membres de la Commune et les frères avec le large ruban bleu, vert, blanc, rouge ou noir, suivant le grade, suivaient, groupés autour de soixante-cinq bannières pour la première fois paraissant au soleil. Celle qui marchait en tête, la **bannière blanche de Vincennes**, montrait en lettres rouges

la devise fraternelle et révolutionnaire : « *Aimons-nous les uns les autres* ». Une loge de femmes fut surtout acclamée.

1<sup>er</sup> mai, **Jules Vallès** rend compte de la journée du 29 avril :

### « LES MAÇONS AUX REMPARTS

Sur les remparts, claquant dans le vent et la pluie, au-dessus des canons qui crachaient tout à l'heure à pleine gueule, plantées comme des cibles dans les gabions terreux, flottent, joyeuses comme des bouquets, sévères comme des emblèmes, les bannières pacifiques de la **Franc-Maçonnerie**. Elles protègent d'un symbole de concorde les murs de la ville libre, défiant les bombardeurs et protestant contre les provocateurs de guerre civile.

Les **Francs-Maçons** s'étaient donnés rendez-vous aujourd'hui.

Ils ont tenu parole.

Devant le vieil Hôtel de ville, dont le campanile porte le gonfalon communal rouge, déferlait à dix heures le monde maçonnique, portant haut ses bannières brodées, frissonnantes au vent, saluées par les sonneries joyeuses des clairons et des tambours battant aux

champs.

Les membres de la **Commune**, émus par cette manifestation tout à la fois solennelle et familiale, quittaient leur salle de réunion, et descendaient dans la Cour d'Honneur pour recevoir les arrivants, tandis que le citoyen **Beslay**<sup>22</sup>, le doyen de la **Commune** et en même temps celui de la **Franc-Maçonnerie** allait au-devant d'eux, leur donner l'accolade de la bienvenue.

Les **Francs-Maçons**, décorés de leurs insignes, portant au cou les cordons moirés sur lesquels scintillent les symboles de l'ordre, se groupaient dans le grand escalier pavoisé, tandis qu'au-dessus de toutes ces têtes honnêtes et dignes, à barbe brune, à cheveux gris, se pressaient les membres de la **Commune**, avec la ceinture rouge aux flancs.

Arrive un vieux commandant, tête grise, coiffé d'un képi fané, mâchoire trouée, bras en écharpe.

Un des jeunes de la **Commune** le fait asseoir dans un fauteuil.

On peut se croire à une de ces grandes séances des assemblées de la Révolution où les représentants de la France se levaient,

attendris et respectueux, devant le vieillard franc-comtois, dernier des serfs, portant le poids de dix-huit siècles de servitude, courbé par quatre-vingts ans de souffrance, qui venait à la barre du monde nouveau réclamer, d'une voix mourante, la revendication tardive du peuple opprimé.

La **Commune** parle par la bouche de **Félix Pyat**<sup>23</sup> et de deux autres de ses membres.

Puis, un Maçon arrive.

Il saisit d'un geste frémis-sant le drapeau communal.

Vieux déjà, mais jeune de colère patriotique, il réclame l'honneur de porter ce drapeau devant l'ennemi. Montrant la bannière maçonnique sous laquelle il marche depuis vingt ans, peut-être blanche comme l'étendard évangélique et sur laquelle est écrite cette devise, fraternelle : « *Aimons-nous les uns les autres* », il dit :

« *Nous voulons la fraternité, mais nous voulons aussi la liberté, et après avoir prêché cette fraternité pour laquelle nous faisons tous des vœux et dont nous attendons le règne dans l'avenir, nous lui devons de la défendre, d'aller au combat pour elle, et de*

faire cesser l'effusion du sang en versant, s'il le faut, le nôtre. Salut à la Commune ! »

« Allons-donc aux remparts, crie le citoyen **Thirifocq**, et forçons les soldats à cesser ainsi le feu. S'ils continuent, les **Francs-Maçons** prendront rang, quel que soit leur âge, dans la **Garde nationale**, et repousseront par les armes ceux au-devant desquels ils se présentent en amis et en frères. »

Un autre Maçon, un jeune celui-ci, sortant de la foule, de cette grappe humaine frémissante d'émotion et d'enthousiasme, et levant une bannière vieillie, fanée, dit à son tour : « *La bannière que je porte est la plus vieille de celles de l'Orient de France ; elle date de 1790 ; elle a soixante-dix ans, je demande à la planter la première, tout à l'heure devant l'ennemi.* » Il dit et rentre dans les rangs.

Tout à coup, le souffle populaire mugissant par la bouche de cuivre des clairons, fait éclater le chant terrible et fier de **La Marseillaise**.

Membres de **la Commune**

et Maçons, fraternellement unis, cordialement mêlés, salués ensemble des mêmes vivats, des mêmes cris : « **Vive la paix universelle ! Vive la Commune ! Vive la République !** » se mettent en marche entre des haies de baïonnettes, à travers les



groupes de soldats plébéiens, de femmes et d'enfants, étonnés et émus, curieux et enthousiasmés, regardant la Révolution pacifique qui passe.

Après avoir suivi sa marche triomphale, de la place de la Bastille, où fut la place de la prison-forte-

resse démolie par le peuple, il y a un siècle, jusqu'à la place Vendôme dont la colonne, monument de gloire odieuse sera démolie demain, le cortège arrive dans le faubourg Saint-Honoré, dans le quartier des hôtels qu'habitaient les fuyards millionnaires et les ambassades que fait bombarder **M. Thiers**.

A ce moment, un coup de canon, tiré par l'ennemi de Versailles, salue ce Paris pacifique en marche, et son écho retentit dans les cœurs pleins d'une émotion généreuse et indignée.

La foule, devant le péril, à ce tapage insolent et brutal, répond, comme tout à l'heure dans la fête joyeuse, par ce cri d'inflexible protestation : **Vive la Commune !**

Un instant après, il est ordonné aux hommes en armes de s'arrêter pour ne laisser passer que les Maçons décorés de leurs insignes et portant leurs bannières et ceux qui osent affronter le danger pour les accompagner dans leur tentative périlleuse et magnanime. On est à deux pas de l'Arc-

de-Triomphe ; les porte-bannières et les cinq délégués de **la Commune** se groupent pour aller planter le symbole de paix sur les barricades et les remparts.

Ils s'éloignent.

A peine sont-ils partis, que des détonations terribles se font entendre.

Une tempête d'artillerie gronde. Le boulevard est labouré par les obus, et les réverbères tombent, coupés, hachés, déracinés ; vingt ou trente projectiles atteignent dans sa majesté massive l'Arc-de-Triomphe, outragent et mutilent ses groupes immobiles et muets, écorchant le front d'une mère, cassant le bras de pierre d'un enfant de ces bas-reliefs.

Un membre de **la Commune**, **Henri Fortuné**<sup>24</sup>, voit un obus éclater devant les pieds de son cheval. Tranquille, il crie à la foule de se retirer. La foule répond : Nous restons !

Vingt obus éclatent encore, et à chacune de leurs détonations, les assistants répondent par le cri enthousiaste et presque joyeux de : **Vive la Commune !**

Enfin le feu cesse.

Alors **les Maçons**, qui

étaient restés massés impassibles sous le feu, et derrière l'Arc-de-Triomphe, se portent vers les remparts et veulent rejoindre ceux qui ont dû y planter leur bannière.

On dit que trois des leurs ont été atteints ; ils promettent de les venger. On dit que deux obus ont troué leur bannière blanche ; ils jurent de la venger.

Dans ces jours de combats et deuils, par lesquels Paris achète ses franchises communales, cette journée, aussi belle d'enthousiasme que celle du 26 mars, sera l'une des plus glorieuses de cette Révolution, et l'une des plus décisives.

En sortant de ses ateliers mystiques pour porter sur la place publique son étendard de paix, qui défie la force, en affirmant en plein soleil les idées dont elle gardait les symboles dans l'ombre depuis des siècles, **la Franc-Maçonnerie** a réuni, au nom de la fraternité, la bourgeoisie laborieuse et le prolétariat héroïque.

Merci à elle.

Elle a bien mérité de la République et de la Révolution.

**Le Cri du Peuple.** »

*Après la Semaine san-*

*glante et la chute de la Commune de Paris, Vallès est condamné à mort par contumace. Il s'exile jusqu'à l'amnistie de 1880. Il écrit alors les deux premières parties de sa trilogie de **Jacques Vingtras, L'Enfant, puis Le Bachelier**. De retour en France, il relance en 1883, avec **Séverine, Le Cri du Peuple**. **Jules Vallès** le journaliste, **Jules Vallès** l'écrivain expose dans son recueil d'articles **La Rue**, paru en 1866, toute l'importance qu'il attache à la vie « dans la rue » :*

« La rue n'a-t-elle pas sa vie pittoresque et joyeuse ? (...) Chaque boulevard, chaque quartier, ce jardin, ce square, ont leurs habitués excéntriques, entêtés, qui font retourner la tête à tous les passants. (...) Les ouvriers, les malheureux, tous les laborieux et les souffrants auraient en moi non pas un avocat, mais un historien. Je ferais la statistique du salariat et si je n'avais pas peur d'effrayer, celle de la misère.

Je suis du peuple, et ma chronique aussi. »

*Il y a chez **Jules Vallès** une affirmation constante de la primauté de l'individu sur le collectif. C'est son*

maudit penchant byronien qui l'entrave encore et l'empêche de donner entièrement libre cours à la créativité réaliste qui s'exprime pourtant sans cesse dans ses écrits. L'ouvreur de pistes nouvelles doit débroussailler, innover. Ce n'est pas le moindre des mérites de **Vallès** le réfractaire d'avoir ainsi dégagé la voie aux générations suivantes de reporters-écrivains.

En 1885, à 53 ans, au domicile de **Séverine**<sup>25</sup>, **Jules Vallès** décède d'un diabète pourtant diagnostiqué, mais dont il n'a tenu aucun compte, rejetant tout régime alimentaire : « Jamais ! J'aime mieux crever tout de suite ! » s'était-il exclamé, selon le témoignage d'un ami<sup>26</sup>. C'était hélas bien trop tôt, mais il avait eu le temps de bousculer la littérature bourgeoise en faisant des obscurs, des sans-grades, des meurt-la-faim les figures principales de ses écrits.

Fidèle à ses convictions humanistes, libertaires et républicaines, il reste pour la postérité le journaliste de la rue, la plume et la voix du peuple opprimé qui forme « la grande fédération des douleurs ».

**Pierre Gueguen**

Notes :

1. Jules Vallès (1832-1885).
2. Gustave Mesureur (1847-1925). Fondateur de l'Association pour les réformes républicaines, puis du Comité d'action pour les réformes républicaines, il devient en 1901 le premier président du Parti radical-socialiste.
3. Félix Tournachon, dit Nadar (1820-1910) célèbre pour ses magnifiques portraits photographiques de personnalités, dont Jules Vallès.
4. Le testament philosophique est un engagement personnel que le profane prend par écrit, durant l'attente dans le cabinet de réflexion (parfois trop longue), lors de son entrée en franc-maçonnerie.
5. Évariste de Parny (1753-1814) : « Parny n'est pas seulement l'inventeur du poème en prose. Il est aussi le plus grand poète réunionnais avec Leconte de Lisle, Boris Gamaleya et, avec André Chénier, l'un des plus importants poètes français du XVIIIe siècle. Libertin, blasphémateur, ami de Voltaire (qui fait l'éloge de ses premiers poèmes, trois ans avant sa mort), académicien, premier poète français à condamner l'esclavage (1775), Parny est un pré-romantique et un grand jouisseur de la vie : Un jour il faudra nous courber – Sous la main du temps qui nous presse ; - Mais jouissons dans la jeunesse ; - Et dérobons à la vieillesse – Tout ce qu'on peut lui dérober. » Source : leshommes-sansepaules.com ou la revue Les Hommes sans épaules n° 53 (mars 2022).
6. Le marquis de Sade (1740-1814) a longtemps été réduit au statut d'écrivain sulfureux. Il est aujourd'hui « réhabilité » dans le patrimoine littéraire. Comme le souligne Vallès, au-delà de l'aspect érotique licencieux et amoral, Sade se livre à une critique féroce de la société de l'Ancien Régime. Il influencera notamment les sur-réalistes dans leur dénonciation des interdits culturels, mais aussi Pasolini (Salò ou les 120 Journées de Sodome). Sade sera emprisonné une grande partie de sa vie et mourra interné à l'asile de Charenton.
7. Camille Pelletan (1846-1915) : Ancien élève de l'École impériale des Chartes, ami des poètes du Parnasse contemporain (dont Charles Cros et Paul Verlaine) et poète lui-même. Opposant à Napoléon III et son régime, il est journaliste à La Tribune et au journal hugolien Le Rappel. Il est initié le 11 avril 1870 à la loge La Mutualité 190, issue en 1867 de La Justice 133 qui a traversé diverses crises.
8. Jules Simon (1814-1896), « profondément républicain et résolument conservateur ». Député en 1848, il refuse de prêter serment à l'Empire. En 1870, il rejoint le gouvernement de Défense nationale. Au début de la IIIe République, il est ministre de Thiers, puis président du Conseil en 1876, sous Mac Mahon, auquel il s'opposera, démissionnant cinq mois après sa prise de fonctions.
9. Léon Gambetta (1838-1882) s'est illustré en tant que défenseur de la nation lors de la guerre franco-prussienne en 1870, et en tant que réformateur lors de son gouvernement de 1881. Nommé Président du Conseil en 1881 par le Président de la République Jules Grévy, Gambetta envisage alors de grandes réformes en faveur des ouvriers : nationalisation du chemin de fer, mise en place de l'impôt sur le revenu, reconnaissance du droit syndical. Mais il se heurte aux lobbies financiers et au conservatisme.
10. L'Univers religieux, puis L'Univers (1833-1919) tout court, est l'organe du parti clérical. A partir de 1840, sous la direction de Louis Veuillot, catholique militant, ultramontain et favorable au pouvoir temporel du pape, opposé à la politique italienne de Napoléon III, il suit l'évolution du royaliste légitimiste qu'est Louis Veuillot.
11. Séverine (1855-1929, Caroline Rémy, dite) : militante féministe, écrivaine, journaliste, socialiste libertaire. Elle rencontre Jules Vallès en 1879, à Bruxelles, l'assiste dans son travail journalistique et littéraire, se lie d'amitié, apprenant de lui « l'alphabet de la Révolution ». Ensemble, ils firent paraître Le Cri du Peuple, publié pendant la Commune de Paris.

Elle dirige le journal après la mort de Vallès en 1885, mais le quitte à la suite d'un différend avec les autres rédacteurs, qu'elle juge sectaires : « Je commence à croire que je suis trop libertaire pour écrire jamais dans un journal d'école socialiste », écrit-elle en 1888. Elle fonde en 1897 le journal féministe *La Fronde* avec Marguerite Durand (1864-1936).  
Source : maitron.org

12. *L'Humanité* du 19 mai 1919 : « Pour l'affranchissement des femmes » - Editorial de Séverine : « Mon féminisme ».
13. Thomas Chatterton (1752-1770) : Le suicide à dix-huit ans de Thomas Chatterton a contribué au mythe du poète, béni des dieux, mais victime de la vénalité de la société bourgeoise où il ne peut trouver sa place d'artiste.
14. George Gordon Byron, ou Lord Byron (1788-1824). Son poème « *Le Pèlerinage du chevalier Harold* » (*Childe Harold's Pilgrimage*) est publié entre 1812 et 1818 et rencontrent aussitôt le succès. Childe Harold devient le héros romantique par excellence, rejetant une société qui le lui rend bien. Bref, Childe Harold est très « fuck the system » !
15. Eugène Sue (1804-1857). Les idées socialistes sont à l'origine de

ses œuvres les plus célèbres, les romans anticatholiques : *Les Mystères de Paris* et *Le Juif errant*, qui comptent parmi les exemples les plus populaires du roman-feuilleton.

16. Lissagaray Hippolyte, Prosper, Olivier (1838-1901), célèbre défenseur et historien de la Commune de Paris. Depuis 1903, un monument lui est dédié à Auch, dans le Jardin Ortholan.
17. Gabriel Ranvier (1828-1879) : initié en 1863, il milite contre le gouvernement au sein du mouvement blanquiste, ce qui lui vaudra d'être incarcéré, puis libéré quand la République est proclamée. Il est l'un des principaux responsables blanquistes durant la Commune de Paris.
18. Reclus Jean-Pierre, Michel, dit Élie (1827-1904) : ethnologue, il fut, sous la Commune, directeur de la Bibliothèque nationale. Il est le frère aîné du géographe et pédagogue libertaire Élisée Reclus.
19. Thirifocq Eugène (1814- ?) : professeur de coupe et de vêtement, militant actif de la Commune de Paris.
20. Thomas Charles Floquet (1828-1896) : avocat au barreau de Paris, plusieurs fois député, préfet, sénateur, ministre et président du Conseil. Élu député à Paris le 8 fé-

vrier 1871.

21. Lefrançois Gustave, Adolphe, dit Gustave Lefrançais (1826-1901) : instituteur, puis comptable ; membre de l'Internationale ; élu de la Commune de Paris.
22. Beslay Charles, Victor (1795-1878) : ingénieur, représentant du Morbihan en 1848, membre de l'Internationale, doyen des membres de la Commune de 1871.
23. Pyat Félix (1810-1889), homme de lettres, commissaire de la République, puis député en 1848, il dut bientôt s'exiler. Après la chute de l'Empire élu député de la Seine. Membre de la Commune de Paris, il réussit à fuir au moment de la répression. Après l'amnistie, il poursuit son action politique : il fut élu député des Bouches-du-Rhône le 25 mars 1888.
24. Fortuné Henry, appelé parfois Fortuné, (1821-1882), est un poète libertaire, journaliste, ma-roquinier et une personnalité de la Commune de Paris.
25. Au 77, Bd Saint-Michel (Paris, Ve).
26. Jules Vallès : sa vie et son œuvre par Léon Séché (1886).





## Walery Wronblewski...

**Un autre oublié de la Commune. Selon Edouard Vaillant, faisant son éloge dans l'Humanité après sa mort : Il est regrettable que sa modestie l'ait tenu éloigné de l'Hôtel-de-Ville, car on aurait dû lui confier la direction militaire générale de la défense.**

**Hervé Julian**

**W**alery Wronblewski naît d'une famille de la petite noblesse polonaise, à Zoludek, actuellement en Biélorussie, non loin de Vilnius, le 27 décembre 1836. Son nom est lié à celui de la ville de Wroblew, en Pologne près de Lodz. La famille s'est installée en Lituanie au XVIII<sup>ème</sup> siècle, cherchant de meilleures conditions de vie. Le grand-père paternel est directeur d'une usine de tissage, le père propriétaire terrien, a travaillé dans une administration. L'enfance de **Walery**, au milieu de nombreux frères et sœurs, se déroule dans ce milieu forestier. A la mort de son père, sa mère, riche et instruite, a dû prendre en charge son éducation et celle de ses frères, aidée de son oncle Eustache, aux fortes convictions patriotes. Ce dernier sera arrêté et déporté par les Russes en 1846.

A huit ans **Walery** déménage à Vilnius, il fait à domicile ses études primaires. A 14 ans il

entre au lycée de Vilnius, lycée de la noblesse, où certaines matières sont enseignées en français. Là le milieu enseignant est patriote et progressiste. La plupart de ses camarades participeront aux activités clandestines anti-tsaristes. Son professeur de chant mourra à Paris en défendant **la Commune**. En 1853 il rentre à L'Institut Supérieur des officiers des Eaux et Forêts de Saint -Petersburg. Là il rentre en contact avec les démocrates révolutionnaires russes. Ses déplacements fréquents motivés par son activité professionnelle, ses contacts nombreux lui permettront de tenir un rôle particulier dans l'organisation des activités anti-tsaristes. En 1857 il a terminé ses études et est nommé enseigne dans le corps des forêts. Peu après il sera nommé sous-lieutenant à Grodno, en Biélorussie comme professeur et directeur d'une école militaire forestière. Il monte un réseau anti-tsariste à Grodno.

## général de la Commune (1836-1908)

Il fonde une revue d'opposition biélorusse avec **Constantin Kalinowski**, la « **Vérité paysanne** », appelant à la liberté des Polonais et à l'abolition du servage. Il rejoint un cercle clandestin fondé par deux autres officiers, **Zygmunt Sierakowski** et **Jaroslav Dombrowski**. Ses qualités militaires lui permettent de devenir l'un des cadres du soulèvement en préparation, il est le chef des insurgés de Grodno lors de l'insurrection de 1863. Il se place aux côtés des « rouges », qui refusent toute indemnisation des propriétaires dans leur projet de réforme agraire. Il gagne la forêt de Sokol avec ses 6 000 hommes et affronte l'armée tsariste. Il est nommé par l'insurrection colonel et gouverneur. Il déploie toutes les ressources de la guérilla extra-urbaine. Des soldats russes l'avaient rejoint. L'armée tsariste augmente les effectifs, sa tête est mise à prix, il doit

passer en Pologne avec ses hommes, il est nommé gouverneur militaire de la province de Lublin par l'insurrection. Il est grièvement blessé dans une embuscade tendue par les



Walery Wroblewski, général de la Commune (1836-1908) - Portrait par Pierre Lanith Petit (source : © Musée Carnavalet, Histoire de Paris)

Cosaques. Après l'échec de l'insurrection, il se réfugie en Galicie, sous occupation autrichienne. Il est dissimulé par la tante de **Marie Curie**. Puis il passe en France quittant définitivement son pays à 28 ans. Ai-

dé financièrement par sa mère, il s'occupe de l'organisation de l'aide aux réfugiés, demandant de l'aide au gouvernement français de l'époque. Il milite à **l'Union des démocrates polonais** à laquelle il adhère en 1866.

Cette dernière lutte pour une Pologne « bâtie des mains de ses travailleurs » libérée de l'occupation tsariste. Il devient allumeur de réverbères, puis instituteur pour un temps, professeur de piano, typographe. Il habite une modeste chambre du XVII<sup>ème</sup> arrondissement, qu'il a difficulté à régler, de 1866 à 1871.

En 1867 il est membre du **Comité représentatif de l'Union de l'Émigration polonaise**. Les Polonais cherchent à s'engager dans l'armée française. Après la défaite française du 4 septembre 1870, le général **Trochu**, du Gouvernement Provisoire, refuse sa proposition de constitution d'une légion polonaise pour la défense de Paris. Il partage

avec les Parisiens l'hiver particulièrement rigoureux, la pénurie de carburant, la famine. Il s'engage alors dans **la Garde Nationale**, aux côtés de nombreux polonais. Après le soulèvement du 18 mars 1871, **le Conseil de la Commune** le nomme commandant des fortifications entre Ivry et Arcueil. Début avril il commande la cavalerie fédérée sur la rive gauche de la Seine.

Le 25 avril, il assiste avec **Louis Rossel** et **Jaroslav Dombrowski** à la réunion de la rue des Dames qui prépare l'organisation de la dictature. Le 28 il est chargé par **Gustave Cluseret** du 2<sup>ème</sup> commandement des forces extérieures, entre le Point-du-jour et Bercy. Le 30 avril, **Rossel** étend son commandement à toute la rive gauche. Élevé au grade de général, il est en charge de la 3<sup>ème</sup> Armée fédérée dite du Centre défendant le Sud de Paris, dont le QG est situé à Gentilly, comprenant les forts de d'Issy et de Vanves, de Montrouge et de Bicêtre, le fort d'Ivry et les tranchées de Villejuif.

Le 11 mai, il reprend le fort de Vanves aux Versaillais, à la tête des 105<sup>ème</sup> et 187<sup>ème</sup> ba-

taillons fédérés, qui comprennent beaucoup de polonais. Il ne peut se maintenir que deux jours, en raison de la faiblesse de ses effectifs et de la puissance de feu de l'adversaire. Durant la semaine sanglante, il organise la résistance du XIII<sup>ème</sup> arrondissement, disposant de 3 à 4 000 hommes, dont le 101<sup>ème</sup> bataillon du quartier Mouffetard, des 13<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> arrondissements. Il repousse à quatre reprises les assauts de Versaillais contre la Butte-aux-Cailles. Il s'abstient de faire sauter la cathédrale Notre-Dame, contrairement à ce qui était projeté. Les défenseurs doivent se replier le 25 sur la place Jeanne d'Arc, et vers 17H doivent se rendre, mais **Walery Wroblewski** réussit à passer le pont d'Austerlitz avec un millier d'hommes et quelques canons.

Replié à la mairie du XI<sup>ème</sup> arrondissement, il refuse à **Delescluze** d'assumer le commandement en chef, arguant du peu d'hommes dont il dispose, plusieurs centaines. Il résiste jusqu'à la fin, place du Château d'Eau, à la fin comme simple garde. Après avoir ordonné la dispersion et de quitter les uniformes, il

s'éloigne du cimetière du Père-Lachaise au soir du 27 mai, il trouve asile chez une concierge qui le cache pendant un mois. Il obtient un passeport par l'entremise du comte **Zamojski** et gagne la Belgique, puis l'Angleterre, s'installant à Londres à la mi-août 1871. A cette époque, l'Angleterre est un pays tolérant et **les Communards** ont la sympathie de la gauche anglaise. Il est condamné à la peine de mort par coutumace le 30 août 1872, pour l'affaire dite des Dominicains d'Arcueil, qu'il a fait arrêter, les suspectant de renseigner Versailles

A Londres, il vit dans l'entourage de **Karl Marx** et intègre une Loge maçonnique fréquentée par les proscrits polonais, **la Persévérance Patriotique**, qu'il quitte pour rentrer dans **la Révolution Universelle**, une autre Loge polonaise. Il ouvre une petite imprimerie à Isington, publiant des ouvrages militants, dont **La Rouge** et **La Noire** de **Lissagaray**.

Coopté membre du **Conseil Général de la Première Internationale (Association Internationale des Travailleurs)**, il succède à **Zabicki** au poste de secrétaire-correspon-

dant pour la Pologne. Il participe à ce titre à la lutte contre les partisans de **Bakounine**, et assiste au 5<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale à La Haye du 2 septembre 1872. Il vote l'exclusion des partisans de **Bakounine** et en faveur du transfert du siège du Conseil Général de l'Internationale à New-York. En 1873 il est élu **Président de l'Union du peuple polonais** à Londres. En novembre 1875, il déclare lors d'une célébration qu'«aujourd'hui, seule la bannière sociale-démocrate peut être la bannière de notre chère patrie ». De plus, dans l'état russe, les peuples polonais et russe doivent se battre pour « votre et notre liberté ». Il participe aux travaux de l'**Association allemande d'éducation des travailleurs**. Il est un proche de la famille **Marx**. Son existence à Londres est difficile. En avril 1877 se déclenche la guerre russo-turque. Il passe à Genève en 1877, y rencontre le groupe des révolutionnaires russes animé par **Lavrov**, et paraît s'être rendu clandestinement en Russie pour prendre contact avec **Ignatius Grinevsky**, du groupe Na-

**rodnaya Volya**. Il fonde la première Légion polonaise créée en Turquie sous le commandement du major **Jozef Jagmin**, mais celle-ci est vaincue. Les Polonais sont prisonniers des Russes. La paix de San-Stefano le 3 mars 1878 anéantit finalement tous



Jaroslav Dombrowski (1836-1871)  
dessin paru dans l'Illustration

les projets d'indépendance. Il participe aux travaux de l'**Association du Peuple Polonais**. Il a des relations amicales avec tous les jeunes socialistes, soutenant le mouvement socialiste polonais, mais leur reprochant de ne pas prioriser la lutte armée pour l'indépendance. Il habite à Genève jusqu'en 1880. Le 14 juillet 1880, les **Communards** sont amnistiés, à la suite d'une loi votée le 10 juillet. Il revient en

France, vivant à Nice jusqu'en 1895. L'argent qu'il reçoit de ses proches s'épuise rapidement. Il devient forgeron. Il a des problèmes de santé. **Friedrich Engels** continue de l'aider.

En 1893, il est victime d'une agression et présente une fracture du bras droit, alors que le bras gauche était handicapé depuis le soulèvement. Il tente de se suicider par immersion, mais il est sauvé par ses amis. **Vaillant** et **Rochefort** interviennent à la demande de **Friedrich Engels**. Il regagne Paris en avril 1895, travaillant comme imprimeur à **La Lanterne** et comme contrôleur des ventes à **l'Intransigeant**. Il s'inscrit à l'**Union étrangère des socialistes polonais** et obtient un mandat au congrès de la Deuxième Internationale à Londres. **Henryk Gierszyński**, écrit : « Quand la nuit tombe sur Paris, sur les boulevards éclairés par la lumière électrique, on rencontre souvent un homme solitaire à la figure militaire raide, le chapeau légèrement baissé sur le derrière de la tête, les mains enfoncées

dans les poches de son habit, qui glisse lentement à travers la grande ville. Son visage sévère et pensif attire l'attention des passants – des yeux perçants, perçants jusqu'à l'oppression, errent distraitemment à travers la foule et semblent courir dans une lointaine distance, pleins de souvenirs de moments qui ne reviendront jamais... »

*Il doit cesser toute activité en 1900, en raison de troubles articulaires. Impotent, il est recueilli en 1906 par son ami le Dr Gierszinski dans sa maison d'Ouarville, en Eure-et-Loir, près de Chartres. Il continue de s'intéresser à la presse. N'en pouvant*

*plus de supporter ses douleurs, il met fin à ses jours le 5 août 1908, à 72 ans, émettant le vœu d'un enterrement au Père-Lachaise. La section parisienne de la Fraction révolutionnaire du Parti socialiste polonais le réalise. A ses obsèques plus de cinq mille personnes arborant églantine et cocarde rouge suivent le convoi de la Gare d'Orléans au Père-Lachaise. La Fédération socialiste de la Seine, la Fraternelle des Anciens Combattants de la Commune, le Parti socialiste révolutionnaire russe, le Parti social-démocrate russe, les socialistes lituaniens, le Parti socialiste*

*polonais, de nombreuses organisations syndicales et ouvrières, participent nominalement aux obsèques.*

*Il y est inhumé dans la 76<sup>ème</sup> division, près de Jean-Baptiste Clément et du Mur des Fédérés. Dans son éloge de l'Humanité du 12 août 1908, Edouard Vaillant regrette que sa modestie l'ait tenu éloigné de l'Hôtel-de-Ville, car on aurait dû lui confier la direction militaire générale de la défense.*

*Hervé Julian*



La barricade de la rue Popincourt avant l'assaut des Versaillais



## « Pour une sociologie... »



**Cet article se présente comme un essai d'analyse des formes séculières et laïcisées de pèlerinages. Le recours au vocable de « pèlerinage séculier » rend compte selon une approche à la fois anthropologique et sociologique d'une réalité socialement multiforme telle que les cérémonies d'hommages publics annuels à des hommes illustres, les commémorations politiques solennisées d'évènements historiques et les visites de sites historiques et les recueils autour de stars du show business disparues (etc. ...).**

**Franck Fregosi\***

**H**ors de tout encadrement religieux les pèlerinages séculiers sont en interaction constante avec des champs cognitifs (politique, philosophique, culturel...) et des modalités d'action collective (partis, Franc-Maçonnerie, fans-clubs...) ayant largement bénéficié de la sécularisation comme processus retirant à l'influence directe et à la tutelle des institutions religieuses des pans entiers de la société. Une analyse anthropologique et sociologique de ces insolites pèlerinages s'impose.

### **Pèlerinages religieux...**

Le fait religieux du pèlerinage se caractérise par plusieurs traits distincts. Il suppose la présence de pèlerins en route pour un lieu réputé saint, où seraient conservés les restes d'un personnage réputé saint. «Le culte des corps saints compose selon Dupront, l'une des catégories les plus nombreuses des lieux de pèlerinage » (Dupront, 1987, p 383). On peut penser aux sépulcres (vides) de

Jésus et de Marie à Jérusalem, à Saint-Jacques de Compostelle, où reposerait le corps de Jacques le Majeur. Le pèlerinage aux lieux saints de La Mecque et de ses environs offre au musulman également l'opportunité de visiter à Médine la mosquée où est inhumé le Prophète. Le terme du pèlerinage peut être aussi un lieu où le divin a laissé des traces (reliques) ou bien s'est manifesté via des phénomènes du type apparitions (Lourdes, Fatima, Medjugorje...). Il renvoie enfin à la visite prescrite par le divin d'un espace sanctifié (La Mecque), ou d'un ensemble de sites fréquentés par des personnages religieux illustres (les 88 sanctuaires de Shikoku).

Tout pèlerinage induit le fait de se déplacer individuellement ou collectivement. Le pèlerinage est à la fois le terme de la quête, la voie et les étapes qui jalonnent un parcours sacré. Le pèlerinage c'est enfin un but recherché. Sa finalité consiste en l'obtention de bienfaits spirituels, d'une

\*UMR PRISME (Université de Strasbourg)

## des pèlerinages séculiers contemporains »

### Essai de typologie

grâce particulière, voire de la guérison pour des malades. Au terme de cet itinéraire à la fois géographique et mental, le pèlerin arrive aux confins où immanence et transcendance se conjuguent.

L'acte pèlerin combine nécessairement un « aller » et un « ailleurs », un départ, un éloignement, une

rupture à la fois physique et mentale avec le quotidien pour rejoindre des lieux sacrés, qui sont lieux de ressourcement pour les fidèles. Le pèlerinage est à la fois une mise à l'épreuve de sa

foi et un accomplissement de celle-ci pouvant s'achever en Dieu lui-même.

L'acte pèlerin exprime enfin une volonté de puissance collective ou individuelle dont la recherche d'immortalité ou l'assurance d'éternité sont les principales déclinaisons.

Riche objet d'étude, cette

manifestation religieuse est à elle seule une puissante socialisation en actes et un formidable réservoir de mobilisation. Les pèlerinages ont traversé les siècles et surmonté en Europe des vicissitudes politiques multiples, et continuent ailleurs de faire l'objet de



pèlerinage de l'Assomption à Lourdes

célébrations aux accents nationalistes (Aubin/Boltanski, 2007).

Mais si le pèlerinage reste dans son épaisseur historique un moment d'effervescence religieuse, un temps fort de l'agenda religieux, ces déclinaisons confessionnelles, géographiques et transnationales

que sont Lourdes, Saint-Jacques de Compostelle, Jérusalem, ou La Mecque, n'épuisent pas pourtant la richesse des situations et de ses formes dans l'histoire récente des sociétés humaines.

#### ...versus pèlerinages séculiers ?

De même que le sacré ne se réduit pas au divin, ni ne se limite aux espaces cultuels et aux rites présidés par des clercs religieux, le pèlerinage ne se résume à des migrations de croyants animés par une foi religieuse (esprits,

divinités, prophètes guidés ...) et partis à la rencontre de traces territoriales du divin.

Tout comme existent des formes séculières de religions, se déploient également sous nos yeux des expressions séculières du pèlerinage. Ce vocable de pèlerinage séculier re-

couvre une pluralité de regroupements réguliers de personnes participant à des célébrations le plus souvent civiles entourant la mémoire de person- nages séculiers illustres (leaders politiques, chefs d'État, combattants, écri- vains, stars...). Il s'agit également de rassemble- ments annuels dans des lieux historiques célèbres, des lieux de mémoire (lieux d'un massacre, mémorial, col- line...). Tous ont en com- mun d'être dé- pourvus de tout caractère confessionnel explicite, d'être pratiqués en dehors de toute

institution ou cadre reli- gieux officiel et de n'ou- vrir que sur des horizons résolument temporels.

Leur caractère séculier tient également au fait que ceux qui s'y rendent n'adossent pas leur dé- marche à un catéchisme confessionnel objectif. Les rassemblements de fans qui visitent le domaine de **la famille Presley** Grace- land, à Memphis (Tennes- see) à la date anniversaire de la mort d'**Elvis**, la nuit du 15 au 16 août (Segré, 2003) en sont une illus-

tration. En France, par cars entiers, les fans de **Claude François** se rendent eux dans la com- mune de Dannemois, aux alentours du 15 mars, date anniversaire de sa mort, pour se recueillir sur sa tombe, visiter son ancienne demeure (le moulin de Dannemois), dans lequel sont pieuse- ment exposées les tenues



A Colombey on se dispute l'héritage

de scène de l'artiste.

Dans un registre plus poli- tique, à l'initiative du **Grand Orient de France** et du tissu associatif, se déroulent en mai des céré- monies civiles au **Mur- des-Fédérés** du cimetière du Père-Lachaise (Frégosi, 2011) en souvenir de **la Commune** de 1871. Y as- sistent des militants de gauche, des **Élus** et des **Libres-Penseurs**.

D'autres se rendent à Co- lombey-les-Deux-Églises en souvenir du **Général De Gaulle**.

Bien que ces lieux se dis- tinguent entre eux par une renommée historique et symbolique contrastée et par le fait que les popu- lations qui s'y rassemblent ne présentent pas de profil sociologique homogène ni n'inscrivent leur partici- pation à ces pèlerinages dans un même répertoire d'action collective, les cé- rémonies pratiquées, la

gestuelle ri- tuelle dé- ployée, l'émotion ex- primée, la te- neur des discours énon- cés présentent des analogies fortes avec celles des pèle- rinages confession- nels.

nels.

Certains de ces rassemble- ments réguliers sont d'ailleurs explicitement décrits par les intéressés eux-mêmes et par les an- thropologues comme des pèlerinages laïques (Abé- lès, 1990). Tel est notam- ment le cas de l'ascension de la Roche de Solutré qu'effectuait chaque lundi de Pentecôte de façon pri- vé **François Mitterrand**. Après son accession à la présidence de la Répu- blique le 10 mai 1981, ce pèlerinage devint public.

La solennité du rituel de l'ascension découlait autant de la présence du Chef de l'État entouré de ministres et de conseillers, que de la foule de journalistes qui s'y bousculaient, à l'affût d'un scoop ou d'une photo inédite. « De là, écrivait **Mitterrand**, j'aperçois mieux ce qui va, ce qui vient et surtout ce qui ne bouge pas. » (Mitterrand, 1975 : 175). Autre pèlerinage laïque<sup>1</sup>, l'hommage public rendu depuis 1908 tous les premiers dimanches d'Octobre à **Émile Zola** dans sa maison de Médan par l'association des Cahiers naturalistes. À cette occasion des personnalités du monde des lettres ou de la politique prennent la parole et célèbrent l'humanisme de **Zola**. Ces pèlerinages séculiers complètent utilement l'étude des pèlerinages contemporains en dévoilant l'entrecroisement des registres de l'action pèlerine avec l'appel à la commémoration, la nostalgie de l'ordre ou bien sa contestation, le registre de l'émotion, ainsi que la

multiplicité des supports mis en avant (images, récits, légendes, idéologies...) par des opérateurs extérieurs au champ religieux. Ils témoignent de l'inventivité humaine en matière de création de nouveaux lieux de mémoire et de parcours du souvenir.



Meeting annuel devant le Mur des Fédérés en 1883 – Peinture Ilya Répine (1844-1930) - (Tretyakov Gallery, Moscow, Russia )

### Aspects religieux des pèlerinages séculiers

Le point commun de ces expressions pèlerines tient à leur logique mondaine, déconnectée d'un substrat confessionnel. En ces lieux ne se trouvent objectivement ni lieu de culte, ni espace confessionnel devant lequel des pèlerins se regroupent pour y accomplir des dévotions, aucun clerc religieux n'y préside un culte divin. L'acte pèlerin n'est pas plus alors

prédéterminé par une profession de foi confessionnelle, que le pèlerinage n'est formellement en mesure de procurer au pèlerin un bien symbolique, susceptible d'avoir pour lui un avant-gout du salut, ou du paradis.

Sous le voile de rites commémoratifs et processionnaires se dessinent sous nos yeux les contours de pèlerinages insolites et hybrides qui bien que résolument séculiers et parfois viscéralement laïques dans leurs fondements, laissent paraître en creux des traits de l'agir religieux.

Tel est le cas de la constance avec laquelle les pratiquants affirment en ces occasions un besoin de continuité, de se raccorder à une lignée mémorable (Hervieu Léger, 1993) et d'inscrire leurs pas, leurs idées et leurs espérances temporelles dans ceux de vénérables prédécesseurs dont l'histoire a sacralisé la mémoire. C'est ainsi qu'en novembre, les gaullistes se rendent à Colombey-les-Deux-Églises.

Ils se recueillent devant la tombe de **Charles de Gaulle**, fleurissent l'immense Croix de Lorraine qui domine la commune et visitent le mémorial. Pour ceux qui se réclament de son héritage politique c'est un lieu fondateur de légitimité, et objet de convoitises.

Les visites de **Nicolas Sarkozy**, plutôt libéral dans ses orientations économiques et atlantistes dans ses choix stratégiques, furent ainsi assimilées par certains gaullistes à une imposture, voire même jugées «blasphématoires»<sup>2</sup>.

Durant les primaires du Parti socialiste de 2012 **François Hollande** prit lui le chemin de hauts lieux du récit méditerranéen, comme la ville de Château-Chinon, dont **François Mitterrand** fut le maire et d'où il apprit son élection le 10 mai 1981. Ce détour par la Nièvre traduisait sa volonté de s'inscrire dans la continuité de son illustre prédécesseur socialiste.

Ces pèlerinages séculiers sont également générateurs de sacré.

Ce sacré oscille entre un sacré de respect caractérisé par «la gravité intérieure, la calme solennité et le respect voué à la puissance tuté-

laire» (Wunenburger, 2009 ; p14) et un « sacré de communion » (Debray, 2012 ; 18) dans lequel l'effervescence ou l'esprit de fusion bouscule les hiérarchies sociales humaines et le principe d'ordre. Selon les pèlerinages les deux dimensions sont plus ou moins accentuées et y cohabitent. Si dans les pèlerinages patriotiques la logique du sacré d'ordre prévaut, la logique communautaire n'est pas totalement absente. Elle est présente dans les discours exaltant le sacrifice pour la patrie et la nation honorant ses martyrs.

De la même manière, si durant les cérémonies devant le **Mur-des-Fédérés**, l'évocation de l'expérience communaliste, les appels à l'établissement d'une république universelle et le chant de l'**Internationale** magnifient la primauté d'un sacré de communion, la cérémonie notamment organisée par le **Grand Orient De France** le 1<sup>er</sup> mai, obéit à un strict ordonnancement. La procession menée par les dignitaires et les Élus entourés des bannières des Loges, la hiérarchisation des prises de parole, le tout encadré par les gardiens du cimetière font

largement échos à un sacré d'ordre. On est loin des rassemblements de militants révolutionnaires qui ont lieu au même endroit en hommage à des camarades de lutte décédés !

En même temps qu'ils rompent le temps du pèlerinage avec leur quotidien, ces pèlerins d'un jour se trouvent plongés dans des formes alternatives ou complémentaires de «communions humaines» (Debray, 2005), qui sont autant de versions différentes du «tropisme collectif de l'unité» (Dupront, 1987 : 389). Via la gestuelle déployée par le pèlerin se met en mouvement toute une communauté d'émotions, de valeurs, de sens et de représentations qui unit une collectivité humaine et la guide à la rencontre de son histoire et d'un univers mémoriel dans lequel l'imaginaire, le symbolique, les mythes composent avec la vérité des faits historiques.

Ces pèlerinages donnent également lieu à des rites profanes qui sont autant de dispositifs sociaux créateurs d'ordre et de hiérarchie que des pratiques performatives qui conjuguent la parole, l'action et l'esthétique (Wulf, 2005). Ces rites



Le Grand Orient au mur des Fédérés 1er mai 1998

concourent à entretenir une ambiance de sacralisation et de solennité qui s'ajoutent à la charge symbolique des lieux visités (nécropoles, mausolées, résidences...).

C'est au travers de ces rassemblements mémoriels et de ces parcours processionnels vers des lieux éminents, ou plus intimistes que les traits majeurs de l'agir pèlerin transparaissent, notamment via la quête d'un « ailleurs » aux dimensions d'une société fraternelle de salut commun, d'un idéal patriotique ou d'une communauté émotionnelle réunie autour de la figure d'un virtuose de la chanson.

À l'instar des sanctuaires religieux, certains de ces pèlerinages (notamment

liés à des stars) donnent lieu à des formes de merchandising (ventes de briquets, d'assiettes, de stylos, de bustes à l'effigie de la star révéérée...). Les marchands du temple ont vite compris l'intérêt mercantile qu'ils pouvaient tirer de ces lieux profanes et des rassemblements qui s'y déroulent.

### **Facettes plurielles des pèlerinages séculiers**

Quatre convergences relient entre eux ces phénomènes. La plupart sont des pèlerinages de mémoire. Ils sont adossés à des récits d'où émerge notamment la figure du sauveur (individuel ou collectif) ou de « saints laïques ». Ces célébrations combinent réaffirmations identitaires et mobilisations sociales.

Elles obéissent enfin à une scénographie liturgique élaborée et à un calendrier précis.

### **Logique commémorative**

Tous ces pèlerinages sont des dispositifs de commémorations. Leur finalité première est d'honorer la mémoire de personnages célèbres décédés. Il peut s'agir d'anciens hommes d'État, de militants d'une cause révolutionnaire, de combattants, d'écrivains fameux ou de stars.

À Colombey-les-Deux-Églises où les gaullistes se recueillent c'est moins la figure du héros de la France libre, mais davantage celle du fondateur de la V<sup>ème</sup> République, de l'homme d'État qui est révéérée. Quelques militants socialistes français privilè-

giés firent tous les lundis de Pentecôte l'ascension de la roche de Solutré aux côtés de **François Mitterrand**. Ce geste symbolique de l'ascension, **Mitterrand** l'accomplissait en souvenir de son engagement dans la **Résistance**. Une fois devenu Président de la République, il se saisissait de l'occasion pour engager depuis le sommet de la roche une discussion avec les journalistes sur l'état de la France. **Marc Abélès** décrit ce rituel comme «un dialogue entre l'homme **Mitterrand** et la transcendance de la

France historique» (Abélès, 1990 : 142). Depuis la mort de **Mitterrand**, seule sa famille effectue encore ce pèlerinage. Les pèlerins socialistes se tournent désormais plutôt vers Jarnac, là où il est enterré et où se recueillent les hiérarques du Parti.

Ces célébrations ciblent également des héros nationaux, des combattants morts au front comme ceux tombés à **Verdun** lors de la Première guerre mondiale, ou les Résistants fusillés par les nazis au **Mont Valérien**. Devant le **Mur-des-Fédérés** du

Père-Lachaise, il s'agit d'honorer le souvenir des combattants tombés sous les balles des troupes du gouvernement replié à Versailles en 1871. Cette dimension commémorative a revêtu dans le passé une tonalité funèbre, moins prégnante de nos jours ! Il s'agissait alors de réparer, envers les insurgés morts, une injustice, celle de n'avoir pas reçu les funérailles civiles et l'hommage de leurs proches, mais aussi celle d'avoir été massacrés par un gouvernement qui se réclamait de la République. C'est le Parti com-



LA MANIFESTATION DU 25 MAI AU PÈRE-LACHAISE : LES GARDIENS DE LA PAIX ET LES GARDIENS RÉPUBLICAINS CHARGEANT LES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES PORTEURS D'UN DRAPEAU ROUGE

La manifestation du 25 mai 1885 au Père Lachaise : les gardiens de la paix et les gardes républicains chargeant les socialistes révolutionnaires porteurs d'un drapeau rouge. - Gravure de Auguste Tilly pour L'Illustration N°2205 du 30 mai 1885 (source : © Musée Carnavalet - Histoire de Paris)

muniste qui participa activement dans l'entre-guerre à l'effacement progressif des rites funèbres au profit d'une plus grande politisation des lieux.

Ce processus connaîtra une nette inflexion après la Seconde guerre mondiale, avec cette fois l'hommage aux **Déportés** et aux **Résistants**. À partir des années soixante et dix, les Francs-Maçons du **GODF** prirent publiquement le relais, en s'attachant à valoriser le rôle des **Francs-Maçons** dans **la Commune**. L'idée maîtresse de ce rassemblement est que la **Franc-Maçonnerie** était non seulement sœur de **la République**, mais aussi sœur de **la Commune**, et inspiratrice majeure de ses réformes.

Avec les fans de stars (**Elvis Presley**, **Claude François**...), il est autant question en visitant leurs résidences, ou en fleurissant leurs tombes d'honorer leur mémoire que de se replonger dans l'ambiance musicale de ces années-là, tout en entretenant la flamme de leur attachement à leurs idoles et de compléter leur collection de souvenirs.

À ces occasions c'est toute une mémoire collective

plus ou moins extensive (dans les pèlerinages patriotiques !) ou plus électorale (liée à des parcours de militants ou de fans !) qui se déploie et est réactivée. Comme leurs prédécesseurs religieux, les pèlerinages séculiers sont des tentatives visant à retrouver les traces historiques tangibles d'une présence hors norme, et par la visite méthodique de sites célèbres et le recueillement, ils participent également d'un « besoin vital de mémoire » (Dupront, 1987, 383).

### Réaffirmation identitaire et mobilisation sociale

Dans ces pèlerinages séculiers reprend vie un imaginaire social qui nourrit un horizon d'espérance. Si une tonalité de gravité et de nostalgie se retrouvent dans ces célébrations, ces pèlerinages fonctionnent aussi comme des moments de réaffirmations identitaires et des occasions de remobilisation collective. La nostalgie d'un passé idéalisé au travers de l'exaltation de figures révérees est autant une occasion de se souvenir qu'une opportunité de se persuader collectivement que le temps n'a plus d'emprise sur eux, que l'histoire est dépassée par

le mythe.

Certains fans d'**Elvis** vont jusqu'à croire que le King vit non seulement dans ses chansons mais qu'il aurait même triomphé de la mort, comme certains nostalgiques de l'esprit de **la Commune de Paris** ne rateraient pour rien au monde la montée au **Mur-des-Fédérés**, car c'est un peu de l'esprit de la Commune qui continue d'y souffler. Au-delà du mythe, ces pèlerinages sont des formidables opportunités de remobilisation.

Du fan d'**Elvis Presley** en pèlerinage à Graceland, qui l'espace d'un moment au contact des lieux où vécut le King, et des autres fans, revisite la carrière de son idole, au militant d'extrême-gauche entouré de camarades entonnant **l'Internationale** devant **le Mur-des-Fédérés** en passant par les gaullistes silencieux devant la tombe du Général, c'est un peu comme si le cours du temps linéaire s'était momentanément suspendu laissant la place à un formidable moment d'utopie, tout redevient alors possible. Le caractère collectif de ces pèlerinages amplifié par des rites communiels renforce « l'enthousiasme du fidèle en lui donnant

conscience d'une solidarité indissociable avec ses frères» (Segré, 2003 ; 212), *ses camarades de lutte, ou d'autres passionnés de musique ou d'un écrivain.*

À la nostalgie teintée de tristesse succède l'enthousiasme et la revendication actualisée de principes de vie, d'une éthique ou de principes politiques perçus comme éternels, survivants à ceux qui les incarnaient hier. «Comme les Communards sortent de leur tombeau criblé de balles, pour ranimer la flamme de nos engagements, déclare un pèlerin du **Mur-des-Fédérés**, (...) **la Commune** que les puissances du Vieux-Monde croyaient avoir exterminée vit plus forte que jamais, et nous pouvons nous écrier avec vous : **Vive la Commune !**» (Joseph, 2010)

### Du Sauveur, de l'être exceptionnel et des Saints laïques

*Les pèlerinages séculiers cristallisent l'attention et les émotions autour de figures de héros, d'hommes d'État, de révolutionnaires, de chanteurs ou d'écrivains plus ou moins sanctifiées. Les figures d'un Chef d'État, d'un lea-*

*der historique sont ainsi proposées en modèle à leurs fidèles, ou à des militants tels des profils de saints laïques (Tartakowsky, 2011). Avec les stars, il est question de quasi-dieux dont il faut entretenir le culte mémoriel, mettre en œuvre les valeurs dont ils étaient porteurs de leur vivant, transmettre le message et poursuivre leur action.*

*Dans le cas de pèlerinages politiques émerge la figure du « Sauveur », un classique de l'imaginaire politique (Girardet, 1986). La figure de **Charles De Gaulle** cadre assez bien avec celle du Sauveur ou de l'homme providentiel, tour à tour combattant héroïque de la France libre, fondateur de la V<sup>ème</sup> République, l'homme d'État. La figure d'**Elvis Presley** renvoie à l'être d'exception, à un individu hors norme, virtuose de la chanson à la limite irréal. C'est en tout cas ce qui ressort de la plupart des biographies de types hagiographiques qui lui ont été consacrées.*

*Avec certaines célébrations militantes, il est davantage question d'un collectif de combattants assimilés à des martyres victimes d'une répression injuste. C'est le cas au*

**Mur-des-Fédérés** qui est devenu un mémorial devant lequel on honore non seulement ceux qui sont tombés en 1871 mais aussi tous les autres responsables politiques, ou simples militants révolutionnaires de tous les temps décédés. Ce lieu se trouve ainsi chargé d'une aura de sacralité née du sang versé. Mur du souvenir, il devient par ricochets progressivement le mur de l'espérance, là où les révolutionnaires d'aujourd'hui peuvent utilement venir se ressourcer et «communier» ensemble avec les esprits, les mânes des révolutionnaires du passé dans une communion laïque de tous les saints révoltés. Cette sacralité politique s'est vue confirmer par l'inhumation progressive dans le reste de la nécropole et face au Mur de grandes figures comme les époux **Longuet Lafargue** (gendres et filles de **Marx**), **Jean Baptiste Clément**, et d'autres **Communards**. Dans la même division se dressent aussi les tombes de personnalités communistes. Le lieu est devenu pour les communistes un Panthéon de substitution (Tartakowsky, 1999 : 167).

### Mise en scène rituelle et calendrier liturgique



Manifestation au mur des Fédérés 1919

Bien que séculiers, ces pèlerinages ne sont pas moins propices au développement de liturgies et leur visite obéit à un calendrier précis.

C'est au **Mur-des-Fédérés** que ces phénomènes sont les plus manifestes. Les cérémonies commencent le 1<sup>er</sup> mai avec le rassemblement en matinée du **GODF**, puis de la **CGT-FO**. Le 18 mai, c'est au tour du **Mouvement Républicain et Citoyen** et le 24 Mai a lieu le rassemblement organisé par **les Amis de la Commune**. En dehors de ces dates, le lieu est visité à l'anniversaire de la disparition d'une personnalité politique ou d'un militant révolutionnaire. Les rites pratiqués sont de type processionnaire et consistent en un long cortège, des dépôts de gerbes, des minutes de silence

(formes laïcisées de prière) et des prises de parole. Les cérémonies s'achèvent par des chants révolutionnaires.

En comparaison des autres cortèges, celui du **GODF** de par le cérémonial et le décorum déployés est celui qui ressemble le plus aux cortèges religieux de Lourdes ou de Sainte-Anne d'Auray. Tout y est : les célébrants (membres du **Conseil de l'Ordre**) revêtus en guise d'étoiles laïques de leurs sautoirs jaune, vert et or, les Vénérables des Loges historiques ayant participé à **la Commune**, des Sœurs et des Frères Maîtres arborant leur cordon bleu ciel (Rite français), ou bleu cerné de rouge (Rite écossais ancien et accepté), suivis des bannières de loges portant des symboles (équerre

compas, triangle équilatéral, colonnes...), des fleurs et en guise de cantiques, **le Temps des cerises**. En fin de cérémonie retentit le chant de **l'Internationale**.

À Memphis, depuis 1983, les fans d'**Elvis Presley** venus du monde entier se rassemblent durant l'**Elvis Week**, pour célébrer l'anniversaire de la disparition de la star du rock n'roll, le 16 août 1977. Durant cette semaine, les fans en famille ou seuls, certains délégués par leurs fans club, visitent les lieux attachés à l'histoire d'**Elvis Presley** (sa maison natale à Tupelo, l'hôpital où il vit le jour, Beale street, son studio d'enregistrement, Graceland ...). Le deuxième temps fort des festivités a lieu durant la nuit du 15 au 16 août. Il s'agit de la **Candlelight**,

qui tient à la fois de la procession religieuse à la bougie (du type de celle du rosaire à Lourdes !) et de la retraite aux flambeaux (Segré, 2002). Elle conduit les fans des portes de Graceland, jusqu'au Meditation Garden, où reposent **Elvis Presley** et ses parents. Arborant souvent des tenues à l'effigie de leur idole, les bras chargés de couronnes de fleurs et de présents, les fans passent parfois toute la nuit dans le cortège avant de pouvoir se recueillir un court instant en silence devant la tombe, les uns versant des larmes, les autres récitant des prières. L'autre évènement phare de cette semaine aux allures de semaine sainte est l'Elvis in Concert 97, spectacle concert posthume durant lequel le King en personne ressuscite en direct sur scène par les miracles de la vidéo pour le plus grand bonheur et la fascination de ses fans réunis.

### **Typologie exploratoire**

Ces pèlerinages sont également porteurs de contrastes qui servent de base à notre typologie ex-

ploratoire à quatre entrées : les pèlerinages nationaux, les pèlerinages partisans, les pèlerinages de stars et les pèlerinages littéraires.

#### **Pèlerinages nationaux**

Les pèlerinages nationaux sont la forme consensuelle des pèlerinages séculiers.



Une longue queue pour voir le tombeau de Lénine (Cartier-Bresson)

Leur raison d'être est de promouvoir le sentiment d'unité nationale, de conforter l'appartenance à un collectif humain qui transcende les clivages partisans, confessionnels et sociaux en entretenant la mémoire des moments fondateurs (parfois tragiques) du récit national. Ils mettent en scène la «communauté des citoyens». Aussi s'agit-il principalement de pèlerinages institutionnels célébrés sous les auspices des pouvoirs publics, avec la

présence des plus hautes autorités de l'État, dans un souci de renforcement de la cohésion nationale et de réaffirmation de l'identité nationale.

Le rassemblement patriotique est la forme la plus courante de ces pèlerinages. Son but est d'honorer à date régulière la

mémoire des combattants tombés au front (ou d'anciens rescapés) sur les lieux mêmes de leur martyr (**Mont-Valérien**), dans des mémoriaux ou à proximité de champs de batailles (**Douaumont**). Selon un protocole immuable, derrière

le chef de l'État et ses ministres, en présence de représentants des forces armées, c'est toute la nation qui rend hommage à ses héros nationaux morts et décoient d'anciens combattants.

Dans les régimes autoritaires, ces visites revêtent inévitablement un caractère obligatoire auquel l'ensemble du corps social peut difficilement se soustraire. Ainsi en allait-il en Union soviétique avec les visites du mausolée de **Lénine**, en Corée du Nord

pour celui de la famille **Kim** ou bien encore au Vietnam pour celui de l'**Oncle Ho**. Des visiteurs étrangers (chefs d'État et de gouvernement) sacrifient aussi à ces rites en déposant une gerbe devant la tombe du fondateur de l'État ou du Chef du parti au pouvoir. Le Parti communiste chinois a même mis en valeur dans tout le pays les lieux autour desquels la mémoire communiste s'est construite (siège du premier congrès du Parti communiste, maison natale de **Mao Tsé Toung**...) comme autant de haltes d'un pèlerinage rouge.

### Pèlerinages partisans

Les célébrations et les cortèges de ces pèlerinages regroupent avant tout des militants, des membres de partis politiques ou d'une même famille de pensée qui se réunissent en un lieu précis afin d'honorer la mémoire d'un membre illustre de leur parti qui y est enterré ou afin de célébrer un événement historique majeur ayant marqué la mémoire politique d'un groupe social ou politique déterminé.

Ce faisant les discours tenus, les supports matériels (drapeaux rouge, noir ou tricolore, tenues...) et les

outils de communication déployés (discours, chants...) valorisent une identité partisane spécifique, un ensemble de valeurs et d'images liées à un patrimoine politique ou philosophique particulier.

La montée au **Mur-des-Fédérés** encadrée pendant plus de quarante ans par la **SFIO**<sup>3</sup> et le **Parti communiste** durant le mois de mai en était une illustration. Aujourd'hui, elle n'est massivement pratiquée que par la **Franc-Maçonnerie progressiste**, des **syndicalistes**, des **Libres Penseurs** et des associations entretenant la mémoire de la Commune de Paris. Son caractère partisan réside dans le fait qu'à la différence des cérémonies civiques et républicaines des monuments aux morts, il n'est pas question devant le **Mur-des-Fédérés** de mettre en scène une vision consensuelle de la Nation.

Il s'agit avant tout d'honorer la seule mémoire des victimes d'une répression, en somme de réparer l'injustice faite au peuple parisien martyrisé. Dans la droite ligne des cérémonies aux martyrs républicains de la Restauration, l'hommage rendu aux fusillés de 1871 met à nu la

dissension civile, il participe du «culte des vaincus» (Fureix, 2009 : 435) dans lequel se retrouvent intrinsèquement mêlés revanche de la mémoire, deuil, violence révolutionnaire et justice punitive.

Comme l'écrit **Emmanuel Fureix**, « les vaincus, en rendant hommage à leurs morts, appellent à perpétuer le conflit, au nom d'une vengeance communautaire, mais plus encore d'une souveraineté populaire violée.» (Fureix, 2009 : 454) Il s'agit bien d'un pèlerinage « rouge » : la dominante des drapeaux devant le mur l'illustre avec force ! Le drapeau tricolore n'y a officiellement fait son apparition qu'en 1945 à l'initiative du Parti communiste et se retrouvent dans une version minimaliste sur les écharpes des élus et des parlementaires participant au rassemblement du **GODF**.

Les commémorations organisées par certaines formations d'extrême-gauche devant le **Mur-des-Fédérés** du Père-Lachaise relèvent plus explicitement d'une démarche de protestation contre l'ordre mondial capitaliste et oppressif. Les slogans du type « Pour un communisme vécu, pour le com-

munisme toujours »<sup>4</sup>, ou «Vive la Commune, Vive la société sans classe » y résonnent. Ces slogans et ces rites schématisés (Rivière, 1988 : 157) gravent dans les esprits une vision bipolaire de la réalité historique et rapproche **les Communards** épris de justice opposés aux Versaillais agents de l'ordre bourgeois avec aujourd'hui les militants fidèles à l'esprit de **la Commune** en lutte contre les injustices du capitalisme et la gauche réformatrice.

Dans un autre registre, le pèlerinage à Colombey-les-Deux-Églises, s'inscrit également dans la veine partisane. Bien qu'il honore la mémoire d'un ancien Chef d'État, qui avait construit une partie de son discours sur la critique du régime des partis politiques de la IV<sup>e</sup> République, et n'avait jamais officiellement créé de parti politique, il n'en demeure pas moins que seuls les gaullistes sacrifient à ce rituel politique. À Colombey, c'est le sens de l'ordre, l'attachement aux institutions qui sont mis en avant en même temps qu'est entretenue une mystique fusionnelle entre le paysage environnant, la figure du Chef de l'État et

la France.

### Pèlerinages de stars

Ces pèlerinages reflètent les relations existantes entre des fans et leurs artistes fétiches. La relation affective frénétique unissant ces fans à leurs stars, loin de s'atténuer après leur disparition prend parfois des formes plus intenses, s'apparentant à d'authentiques cultes (Segré, 2003). L'une des expressions quasi-religieuses entourant les stars de la chanson est précisément la visite des lieux associés à leur histoire. Pour les fans ces visites résonnent comme la découverte d'une terre promise, une terre sanctifiée par la présence physique de leur idole (tombe) ou virtuelle (lieux de mémoire). C'est l'occasion de témoigner publiquement, dans une ambiance bon enfant, de son admiration pour l'être adulé, de se ressourcer au contact des lieux où il vécut. C'est aussi l'occasion de partager avec d'autres fans leurs souvenirs communs, de chanter ensemble les tubes musicaux, et de se procurer des souvenirs à l'effigie de la star. À Memphis, certains pèlerins en guise de reliques avaient même arraché des morceaux de tapisseries de la villa de Graceland,

ou coupé pieusement des touffes de l'herbe de la propriété.

Plus que tout autre pèlerinage séculier, ce pèlerinage est celui qui laisse une place importante à l'expression de formes d'émotions telles que des pleurs, des sanglots, mais aussi des expressions joyeuses, voire ludiques comme la reprise en chœur de célèbres tubes. L'autre spécificité est le versant marchand qui y prévaut comme avec l'**Elvis Presley Enterprises (EPE)** qui organise les hommages, exploite Graceland et assure la vente des produits dérivés du pèlerinage au profit de la famille **Presley**.

### Pèlerinages littéraires

Il s'agit moins de lieux sanctuarisés, de processions hautes en couleurs que d'hommages intellectuels et de réunions de lecteurs, de passionnés de l'œuvre d'un auteur.

Telle est notamment le cas de la manifestation qui a lieu chaque premier dimanche d'Octobre dans le jardin de la maison d'**Emile Zola** à Meudan. Les plus grands noms de la littérature française y ont participé comme **Anatole France**, les poètes **Henri Barbusse**, **Louis Aragon**,

ou encore **Louis-Ferdinand Céline**, ainsi que des hommes politiques comme **François Mitterrand**, **Jacques Chirac**, ainsi que des universitaires et des journalistes. Cette rencontre autour de l'œuvre et de l'action militante du célèbre écrivain regroupe selon les circonstances de 400 à 500 personnes (jusqu'à 1 000 pour le 100 anniversaire de sa disparition !). À l'invité d'honneur revient la tâche de donner une allocution solennelle. Dans celle-ci, il choisit de développer un aspect de l'œuvre de **Zola**, ou de la revisiter à l'aune de sa propre spécialisation (ethnologie, avocat, journalisme...).

Le plus souvent sont mises en exergue ses valeurs humanistes et son engagement républicain. « J'ai le sentiment d'accomplir ici un pèlerinage, au sens laïque du terme, écrivait par exemple **Catherine Tasca** en 2000, c'est-à-dire d'un hommage teinté de reconnaissance républicaine. (...) **Zola**, il suffit de prononcer son nom (...) pour qu'immédiatement naissent en nos esprits des images de résistance, de justes combats, des souffrances endurées et d'immenses joies, de désespoirs pro-

fonds et de grandes espérances, de révoltes et de victoires jamais assurées. » **Jacques Chirac** déclarait lui en 2002 : « En ces premières années du XXI<sup>e</sup> siècle, nous souvenir d'**Emile Zola**, (...) c'est (...) rappeler que ces combats républicains sont toujours d'actualité, qu'ils sont toujours les nôtres. (...) C'est dire notre refus des extrémismes, de tous les extrémismes, des anathèmes et des exclusions, notre confiance dans les valeurs qui nous unissent et notre volonté de bâtir ensemble un monde de progrès, de tolérance et de justice. »

Loin d'être des pèlerinages de contrebande, les pèlerinages séculiers sont néanmoins inattendus. Ils nous invitent à repenser la part du séculier, de l'intramondain dans la figure du pèlerinage sui generis, sans pour autant perdre de vue que celle du sacré, d'un sacré non-confessionnel s'y exprime pleinement.

**Franck Fregosi**

UMR PRISME (Université de Strasbourg)

Notes :

- 1 <http://www.cahiers-naturalistes.com/pelerinages.htm>
- 2 <http://cecilerenson15eme.hautetfort.com/tag/colombey-les-deux-eglises>
- 3 Section Française de l'Internationale Socialiste.
- 4 Voir <http://linter.over-blog.com/article-13077570.html>

**Bibliographie :**

ABELES M (1990) *Anthropologie de*

l'Etat, Paris : Armand Colin, coll. « Anthropologie au présent ».

- AUBIN BOLTANSKI E (2007) *Pèlerinages et nationalisme en Palestine. Prophéties, héros et ancêtres*, Paris : Editions EHESS.
- DEBRAY R (2012) *Jeunesse du sacré*, Paris : Gallimard.
- DEBRAY R (2005) *Les communions humaines*, Paris : Fayard.
- DUPRONT A (1987) *Du sacré. Croisades et pèlerinages. Images et langages*, Paris : Gallimard.
- FREGOSI F (2011) La 'montée' au Mur des Fédérés du Père Lachaise, pèlerinage laïque partisan. *Archives de Sciences Sociales des Religions*, 155/3, pp 165-189.
- FUREIX E (2009) *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique (1814-1840)*, Paris : Champ Vallon, coll. «Epoques».
- GIRARDET R (1986) *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, L'univers historique.
- HERVIEU LEGER D (1993) *La religion pour mémoire*, Paris : Cerf.
- MITTERRAND F (1975) *La paille et le grain. Chronique*, Paris : Flammarion.
- RIVIERE C (1988) *Les liturgies politiques*, Paris : PUF, coll. «Sociologie d'aujourd'hui».
- SEGRE G (2003) *Le culte Presley*, Paris : PUF, *Sociologie d'aujourd'hui*.
- SEGRE G (2002) *Le rite de la Candlelight*, *Ethnologie française*, XXXII, 1, pp 149-158.
- TARTAKOWSKY D (1999) *Nous irons chanter sur vos tombes. Le Père Lachaise, XIX-XXe siècle*, Paris : Aubier, coll. Historique.
- TARTAKOWSKY D (2011) *Dans le giron des saints laïques. Le Mouvement social*, pp 73-90.
- WULF C (2005) *Les rituels, performativité et dynamiques des pratiques sociales*. *Hermès*, n°43, pp 9-20.
- WUNENBURGER JJ (2009) *Le sacré*, Paris : PUF, Coll. Que sais-je ?
- <http://cecilerenson15eme.hautetfort.com/tag/colombey-les-deux-eglises>
- <http://www.cahiers-naturalistes.com/pelerinages.htm>
- <http://linter.over-blog.com/article-13077570.html>

## Débat

**Ma recension de l'ouvrage "Rationalisme et Franc-Maçonnerie" a suscité cette contribution d'un Frère du GODF. Nous vous la livrons dans ce numéro pour alimenter la réflexion de chacun**

**Christian Eyschen**

**L**a Franc-Maçonnerie a confiance en la raison humaine. Aussi la **spiritualité** n'est pas une question de « foi » au sens contemporain du mot, elle n'est pas une question de croyance. Elle relève de la connaissance et de la connaissance par l'intelligence.

Certains croyants font porter la foi sur l'existence même de Dieu et ils doivent réaliser le tour de force de se fier à la parole d'un être à l'existence duquel ils doivent d'abord croire par un acte de foi, qu'ils entendent comme un acte de foi aveugle. Ils sont convaincus, à cause de la pression de la philosophie moderne depuis **Kant**, que l'intelligence humaine ne peut connaître avec certitude l'existence d'une transcendance. L'Humanité va de plus en plus raisonner et non plus simplement par la raison raisonnée, qui est une négation de l'intelligence. Être habité par la spiritualité ne peut jamais dispenser d'un jugement critique. **L'approche spirituelle** se confond avec un perpétuel renouvellement de l'intelligence. L'esprit passe à travers l'intelligence, ouvrant à tous en une perspective universelle, la possibilité d'une expérience anthropologique.

Il nous faut à ce stade nous

interroger sur le rationalisme. Il existe un rationalisme a priori, qui sait a priori, c'est-à-dire avant toute expérience, ou du moins qui croit savoir à l'avance ce qui est vrai, ce qui est. Nous nous trouvons dans l'espace de la raison raisonnée. Il existe un autre rationalisme, qui est celui des sciences de l'univers et de la nature, que nous pourrions appeler un rationalisme a posteriori. Ce **rationalisme expérimental** ne prétend pas savoir à l'avance, a priori, avant toute expérience, ce qu'il en est du réel. **Le Franc-Maçon** se confronte à ce réel. Il se détermine en fonction de la réalité objective telle qu'elle se découvre à nous progressivement. La rationalité se définit à partir de ce qui est et non l'inverse. L'information vient de l'univers, de la nature, dans notre esprit. On ne crée pas l'information qui existait dans la nature avant nous. Le rationalisme se définit par la réalité objective, et non a priori.

Notre vocation primordiale et profonde n'est-elle pas de prendre conscience de l'esprit qui est en chacun de nous ? Comment échapper aux servitudes du monde extérieur, et circuler en toute réalité avec une liberté souveraine ? **La Franc-Maçonnerie** nous apprend dès l'apprentissage que l'homme

doit sans cesse refaire cette découverte de la pensée et de son importance. Cette découverte est urgente parce que tous les problèmes que nous nous posons se ramènent finalement à un seul : qu'est-ce que l'Homme ? Comment l'Homme peut-il s'accomplir ? Comment créer l'Homme en soi

pour qu'il devienne un bien universel ? Cela nous ouvre d'immenses horizons parce que devenir un bien universel est la seule grandeur que la **Franc-Maçonnerie**

puisse proposer à tous et à chacun en vérité. L'enseignement maçonnique nous montre que toutes nos relations humaines devraient être fondées sur une réciprocité d'amour, et là où il n'y a pas d'amour, l'Amour ne saurait se révéler.

Sans doute ne sommes-nous pas encore à ce stade, mais nous avons à le devenir, nous avons cette vocation qui fait de la vie humaine ce qu'il y a de plus précieux, et de plus capital, dans l'univers, parce que l'esprit est une réalité qui se soutient elle-même, une réalité qui est

source, origine et fin. C'est la raison pour laquelle **il nous faut apprendre la dialectique**, cette façon de dépasser la contradiction et l'opposition, comprendre que tous les problèmes ont deux faces qui s'opposent, et que notre pensée, mue par l'esprit, nous fait rentrer dans le



monde comme les témoins d'une vie harmonieuse, où tous les aspects de l'existence sont intégrés.

L'approche spirituelle du travail est importante en **Franc-Maçonnerie**. On ne peut avoir de l'ouvrier une idée purement sociale ou politique et le cantonner dans « la classe ouvrière ». On ne peut nier un lien entre le Monde du Travail dans la société profane et

toute finalité dépassant ce travail pour englober à travers lui la totalité des choses du monde. Le travail est aussi initiatique, sans avoir besoin pour autant d'être un intellectuel ou un savant. Et le salaire qui est reçu est d'une nature autre. Les symboles maçonniques constituent à

coup sûr un langage, puisqu'il nous parle.

Et cependant, il diffère du langage tel qu'on le pratique sur un point décisif : c'est qu'il n'est pas comme lui tout entier asservi à une intention pratique et efficace : l'intention de communiquer. Le langage usuel est un moyen, il tend sans cesse vers le code de la plus précise des communications. Et de ce fait il analyse et dissèque, diabolise au lieu de symboliser.

L'acte par lequel l'ouvrier en loge chemine dans les symboles, en explore les mille rayons, en tire comme autant de fleurs de miel, cet acte se nomme initiation.

La rationalité a une histoire. Au fil du temps, le champ de la raison s'est trouvé réduit au quantifiable, dans l'espoir que tout finisse par se plier aux outils prédictifs, aux méca-

nismes de la production, de l'économie ou de l'ingénierie. Seulement voilà : l'Homme ne vit pas uniquement dans le domaine du quantifiable, ni même du dicible. A travers l'art, l'amour, la méditation, la raison peut être fortifiée. Vouloir toujours ramener l'être humain à ce qui se mesure, c'est l'étouffer. Il est aisé de comprendre en quoi une vie sans arts, sans amours, sans méditations serait invivable. Mais créer, aimer, méditer, est-ce encore se situer dans le domaine rationnel ?

A cette question, il faut répondre que la méditation, la création, l'amour élargissent le champ de la raison et lui restituent son ampleur humaine. Sans eux, la raison sombre dans la seule intelligence, artificielle ou non. Le mot grec logos et le mot latin ratio peuvent nous éclairer. Le logos renvoie à la parole en tant qu'elle est porteuse d'un sens (elle

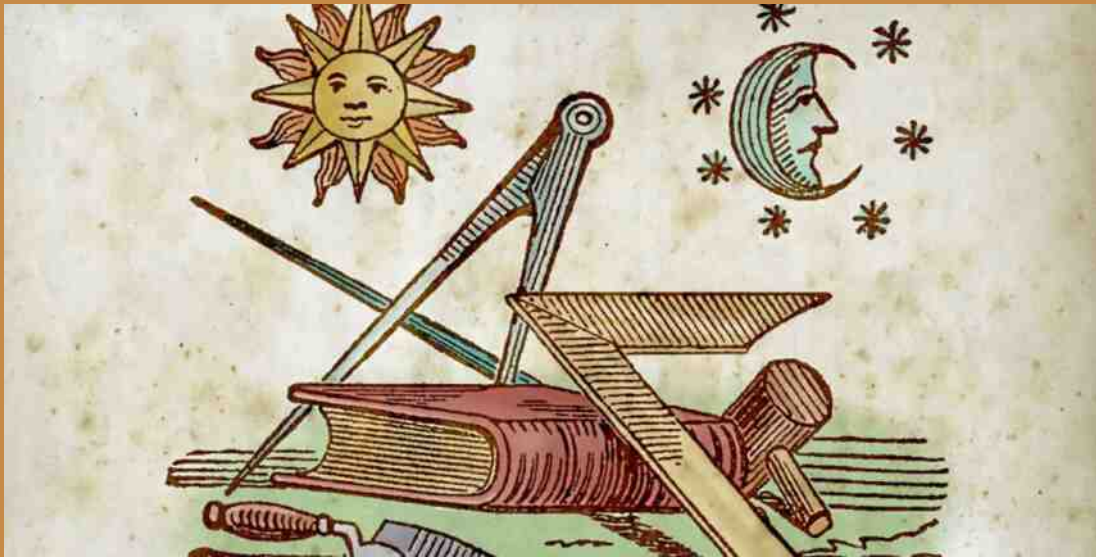
est structurée) et en tant qu'elle fait sens, qu'elle communique une vision du monde (elle est structurante). Le mot ratio ne renvoie pas seulement au calcul : il intègre les proportions, l'harmonie observée, les rapports entre les formes et l'analogie. Comprendre logiquement et rationnellement, ce n'est pas seulement calculer. C'est aussi voir une harmonie, saisir des proportions, s'inscrire dans une structure, déployer une vision. C'est parler en visant plus loin que ce que l'on peut dire.

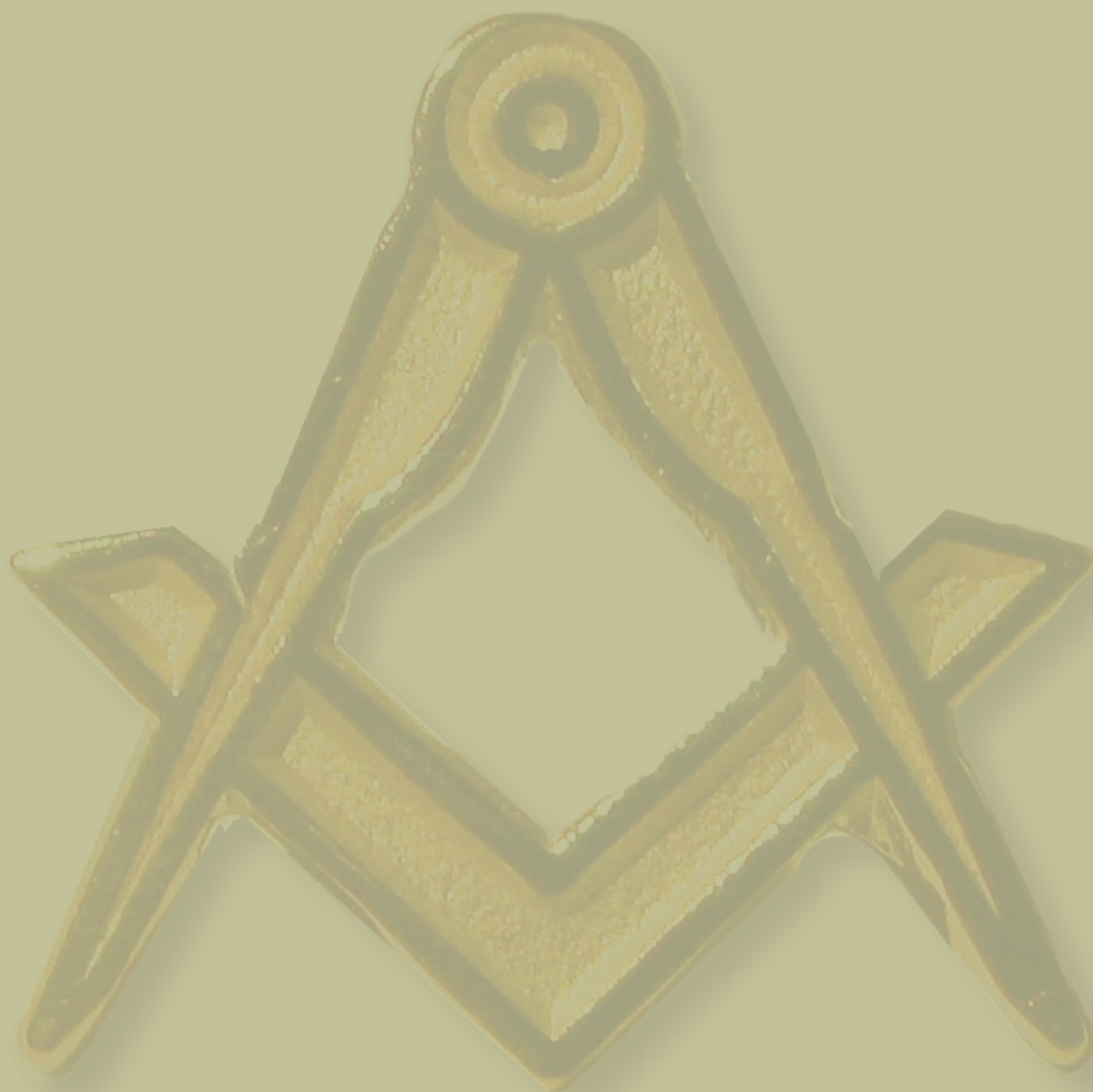
Une pensée de **Simone Weil** m'a toujours interpellé : « Les seuls objets sensibles où les ouvriers puissent porter leur attention sur un chantier, c'est la matière, les outils, les gestes de leur travail. Si ces objets eux-mêmes ne se transforment pas en miroir de la lumière, il est impossible que pendant le travail l'attention soit

orientée vers la source de toute lumière. Il n'est pas de nécessité plus pressante que cette transformation. Elle n'est possible que s'il se trouve dans la matière, telle qu'elle s'offre au travail des hommes, une propriété réfléchissante. Car il ne s'agit pas de fabriquer des fictions ou des symboles arbitraires. La fiction, l'imagination, la rêverie ne sont nullement moins à leur place que dans ce qui concerne la vérité. Mais par bonheur pour nous il y a une propriété réfléchissante dans la matière. Elle est un miroir terni par notre haleine. Il faut seulement nettoyer le miroir. Et lire les symboles qui sont écrits dans la matière de toute éternité » (**Simone Weil, La condition ouvrière**).

**Jean Bartholo,**  
**Grand Orient de France**







# La Raison

## Bulletin d'abonnement

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

A partir du n° :

1 an = 10 n° : 25 €  2 ans = 20 n° : 45 €  Abonnement de soutien : 30 € minimum

Abonnement depuis l'étranger : 1 an - 27 €

*Bulletin à retourner avec le règlement à : Libre Pensée - 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques - 75005 Paris.*

**La Plume et la Pensée** *Supplément numérique à la Raison,*  
*mensuel de la Fédération nationale de la Libre Pensée*

**Directeur de publication : Christophe Bitaud - Rédacteur en chef : Christian Eyschen**

**Maquette couverture : Pierre Gueguen - Maquette intérieure : Claude Singer**

**Rédaction, Administration : 10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 Paris**